

	Pages		Bladz.
III. Discussion générale	—	III. Algemene bespreking	—
A. Régie des Télégraphes et Téléphones	11	A. Regie van Telegrafie en Telefonie	11
1. Données budgétaires	11	1. Begrotingsgegevens	11
2. Politique du personnel	15	2. Personeelsbeleid	15
3. Fonctionnement et extension des services	18	3. Werking en uitbouw van de diensten	18
4. Télégraphes	29	4. Telegraaf	29
5. Radios libres, programmes radio, télédistribution, C.B., redevances radio et télévision	31	5. Vrije radio's radioprogramma's kabeldistributie, C.B., kijk- en luistergeld	31
6. Annuaires des téléphones	38	6. Telefoongids	38
B. Régie des Postes	39	B. Regie der Posterijen	39
1. Données budgétaires	39	1. Begrotingsgegevens	39
2. Politique du personnel	39	2. Personeelsbeleid	39
3. Fonctionnement et extension des services	43	3. Werking en uitbouw van de diensten	43
4. Office des chèques postaux	46	4. Bestuur der Postchecks	46
5. Sécurité	49	5. Beveiliging	49
6. Federal-Express	49	6. Federal-Express	49
IV. Votes	51	IV. Stemmingen	51

I. EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES POSTES, TELEGRAPHES, TELEPHONES

En complément à cette note de gestion, le Ministre des Communications et des P.T.T. a souligné que la Régie des postes a réussi à respecter les règles très strictes du plan d'assainissement que lui a imposées l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982. Ce plan prévoit une amélioration annuelle de 1 p.c. du résultat d'exploitation, l'intervention de l'Etat étant dès lors diminuée dans la même proportion.

Un pas important a également été fait en matière de politique du personnel. La maîtrise des coûts de personnel, la révision des normes et la réorganisation des services étaient dans ce domaine les missions essentielles. La réorganisation, qui devait s'étaler sur deux ans, connaîtra sa conclusion cette année.

Sont également importants les efforts déployés en matière de sécurité du personnel et de protection des fonds. En 1983, les montants y consacrés furent doublés et cet effort sera poursuivi avec acharnement cette année. Il est à remarquer que depuis la mise en service des fourgons blindés pour le transport des fonds, il n'y a plus eu d'attaques.

Le service commercial a été réorganisé le 1^{er} juillet 1983. La revitalisation de ce service si primordial pour les postes était nécessaire si l'on voulait lutter contre la désaffection des services postaux. Il est remarquable que, dans cette courte période de six mois, les responsables et leurs collaborateurs aient rempli leur tâche avec enthousiasme et déjà pris diverses initiatives.

Autre fait positif : la Régie des postes est une entreprise fondamentalement saine, qui n'a pas de dettes. Cela est le résultat d'une politique d'investissement saine, en vertu de laquelle elle n'a jamais vécu au-dessus de ses moyens, et elle est dès lors libre de toute charge d'emprunt.

Enfin, pour le futur, il faudra porter une attention particulière à la charge croissante des pensions, que la Régie des postes doit progressivement reprendre de l'Etat. Ce poste va prendre dans le budget une proportion importante.

Comme à la Régie des postes, où le nombre total des lettres est en diminution, le nombre des demandes de raccordements téléphoniques est en diminution à la Régie des T.T. Il est clair qu'ici également la crise se fait sentir, avec comme conséquence une diminution sensible du volume de travail. Ce qui entraîne une diminution en volume de la liste d'attente des candidats abonnés jusqu'à moins d'un mois d'occupation dans cette branche.

Pourtant, il reste ici encore un grand marché à conquérir, surtout lorsque nous voyons que, aussi bien en ce qui concerne le trafic téléphonique que les raccordements d'abonnés, notre pays se place dans le peloton de queue. Cela est donc une mission importante pour les services commerciaux de la R.T.T., qui doivent développer une politique dynamique dans ce domaine.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE

In een aanvulling op deze beleidsnota heeft de Minister van Verkeerswezen en P.T.T. benadrukt, dat de Regie der Posterijen erin geslaagd is de zeer strakke regels van het haar bij koninklijk besluit nr. 182 van 30 december 1982 opgelegde saneringsplan na te leven. Dit plan voorziet in een jaarlijkse verbetering van het exploitatieresultaat met 1 pct., waardoor de tussenkomst van de Staat in dezelfde mate kan verminderd worden.

Ook op het gebied van het personeelsbeleid werd een belangrijke stap gezet. De beheersing van de personeelskosten, de herziening van de normen en de reorganisatie van de diensten waren hierbij de primordiale opdrachten. De reorganisatie, die over twee jaren diende te worden gespreid, zal dit jaar haar beslag krijgen.

Belangrijk zijn ook de inspanningen die geleverd worden i.v.m. de veiligheid van het personeel zowel als voor de veiliging van de fondsen. In 1983 werden de hiervoor aangevende bedragen verdubbeld en die inspanning wordt dit jaar onverdroten verder gezet. Het is opmerkelijk dat sinds de indienstneming van de geblindeerde postwagens voor de geldstransporten, de overvallen hierop zijn stilgevallen.

Op 1 juli 1983 werd de commerciële dienst gereorganiseerd. Dit vitaliseren van een zo voor de Posterijen levensbelangrijke dienst was noodzakelijk wilde men de verdere aftakeling van de postdiensten tegengaan. Het is opmerkelijk hoe in dit korte tijdsbestek van zes maanden, de verantwoordelijken en hun medewerkers met enthousiasme hun taak vervullen en reeds diverse initiatieven hebben genomen.

Positief is ook, dat de Regie der Posterijen een fundamenteel gezond bedrijf is dat geen schulden heeft. Dit is het gevolg van een gezond investeringsbeleid, waarbij zij haar eigen middelen nooit te boven is gegaan en aldus vrij is van elke leningslast.

Tenslotte dient in de toekomst bijzonder aandacht te worden besteed aan de toenemende pensioenlast welke de Regie der Posterijen geleidelijk van de Staat moet overnemen. Die post in de begroting belooft een zware dobber te worden.

Net zoals bij de Posterijen de globale brievenpost verminderde, nam bij de Regie van T.T. het aantal telefoonaanvragen af. Het is duidelijk dat ook hierin de crisis zich laat voelen, met als gevolg een gevoelige daling van het werkvolume. Dit heeft dan weer tot gevolg dat de wachttlijst van de kandidaatabonnees in volume gesloken is tot op minder dan één maand tewerkstelling in die branche.

Nochtans blijft hier nog steeds een grote markt te veroveren, vooral als wij zien dat zowel qua telefoonverkeer als qua abonneeaansluitingen ons land in het staartpeleton bengelt. Dit wordt een belangrijke opdracht voor de commerciële diensten van de R.T.T., die hiertoe een agressieve politiek zullen moeten voeren.

Autre problème important : celui de l'assainissement de l'exploitation télégraphique. Lorsqu'on enregistre une perte de plus ou moins 900 francs par télégramme remis, il est nécessaire de rechercher d'autres solutions. Des contacts sont donc intervenus avec la Régie des postes, de telle façon que, lors de la suppression des télégrammes de luxe, un nouveau produit de remplacement, comme le postogramme, soit disponible. La Régie des postes envisage de lancer ce nouveau service le 1^{er} avril prochain.

Si la Régie des postes n'a pas de dettes, ce n'est certes pas le cas de la Régie des T.T., qui, elle ploie sous une charge de dettes à long terme d'environ 140 milliards. Ce qui a pour conséquence, que pour 1984, environ 16 milliards, soit 28 p.c. des rentrées nettes, doivent être consacrés au paiement des intérêts. A cela il faut encore ajouter l'amortissement d'environ 23 milliards d'emprunt.

De plus, cette charge est encore alourdie par le fait qu'environ 35 milliards du montant emprunté l'ont été en monnaies étrangères alors que l'Etat fait de préférence appel au marché interne des capitaux. La charge d'intérêts à l'étranger est légèrement inférieure à celle du marché intérieur, mais cependant le risque de change est très grand.

Par suite de la dépréciation de notre monnaie et de l'augmentation de la valeur de certaines monnaies étrangères fortes, la perte de change approcherait les 8 milliards si tous les emprunts devaient être remboursés sur le champ.

Indépendamment de ces lourdes charges, la R.T.T. doit continuer d'investir. Par ses investissements, elle intervient pour une grande part dans les frais de recherche et de développement de notre industrie belge de télécommunications, ce qui signifie également un soutien important de nos exportations dans ce secteur.

En fait, la Régie des T.T. a repris ici le rôle de l'Etat en accordant un soutien indirect aux exportations. Cela se répercute dans les tarifs, de telle façon que les clients-abonnés sont ceux qui paient à terme ce montant. Il est vrai que l'Etat intervient en 1983 pour 2 milliards, et en 1984 pour 4 milliards, dans l'achat de matériel qui peut être classé dans la rubrique « technologie de pointe ».

Mais il est clair qu'ici également, une révision importante s'impose. Avec des fonds propres de 1,7 milliard contre 140 milliards de dettes, cette attitude doit être revue.

Cela sera possible dans le cadre de l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983, qui impose également à la R.T.T. un plan de réorganisation et d'assainissement.

II. EXPOSE INTRODUCTIF DU SECRETAIRE D'ETAT AUX P.T.T.

Introduction : les plans d'assainissement

Le budget 1984 des Postes, Télégraphes et Téléphones est marqué par les plans d'assainissement qui ont été imposés

Belangrijk is ook het probleem van de sanering van het telegraafexploitatie. Waar ± 900 frank verlies per uitge-reikt telegram wordt geboekt, dient te worden uitgezien naar andere oplossingen. Er zijn dus contacten geweest met de Regie der Posterijen, zodat bij een afschaffing van de liefdadigheidstelegrammen er een nieuw vervangend produkt, nl. het Postogram, beschikbaar zou zijn. De Posterijen overwegen die nieuwe dienstverlening op 1 april e.k. te beginnen.

Heeft de Regie der Posterijen geen schulden, dan is dit niet het geval bij de R.T.T., die onder een zeer zware schuldenlast van ca. 140 miljard, op lange termijn, gebukt gaat. Dit heeft als gevolg, dat voor 1984 bijna 16 miljard of 28 pct. van de netto-omzet, aan interesten moet betaald worden. Daarbij komt nog de aflossing van ca. 23 miljard aan leningen.

Bovendien wordt die last nog verwaard omdat ca. 35 miljard van het ontleende bedrag in vreemde valuta zijn aangegaan daar waar de Staat zelf bij voorkeur op de binnenlandse kapitaalmarkt beroep doet. De rentelast ligt in het buitenland wel iets lager dan op de binnenlandse markt, maar anderzijds is het wisselrisico zeer groot.

Ingevolge de muntontwaarding en de stijging van sommige sterke buitenlandse munten zou het wisselverlies op ongeveer 8 miljard neerkomen, moesten alle leningen thans worden terugbetaald.

Niettegenstaande die zware lasten moet de R.T.T. verder blijven investeren. Via haar investeringen draagt zij voor een groot deel bij in de R & D kosten van onze Belgische telecommunicatie industrie. Dit betekent dan ook een grote bijdrage ter ondersteuning van onze uitvoer in die sector.

In feite heeft de R.T.T. hier de rol van de Staat overgenomen door indirect exportsteun te verlenen. Dit weerspiegelt zich dan weer in de tarieven, zodat het tenslotte de klanten-abonnees zijn die de bijdrage op termijn betalen. Het is juist, dat de Staat in 1983 voor 2 miljard en in 1984 voor 4 miljard tussenkomt bij de aankopen van materieel dat onder de rubriek spits technologie kan ondergebracht wor-den.

Maar het is ook duidelijk dat zich hier een grondige herziening opdringt. Met een eigen vermogen van 1,7 miljard ten overstaan van 140 miljard schulden moet die verhouding herzien worden.

Dit zal mogelijk zijn in het raam van het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983 dat aan de R.T.T. ook een reorganisatie- en saneringsplan oplegt.

II. INLEIDENDE TOELICHTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR P.T.T.

Inleiding : de saneringsplannen

De begroting 1984 van Posterijen, Telegrafie en Telefonie wordt gekenmerkt door de saneringsplannen die bij vol-

par arrêtés de pouvoirs spéciaux aux deux Régies chargées de la gestion et de l'exploitation de ces secteurs. La Régie des postes vit depuis plus d'un an maintenant sous le régime de son plan d'assainissement et les premiers résultats enregistrés en 1983 sont, comme nous le verrons, assez encourageants.

La Régie des télégraphes et des téléphones vient à son tour de se voir imposer un plan d'assainissement et, dès le mois prochain, une série de mesures concrètes d'assainissement financier et de rationalisation de la gestion seront proposées.

Contribution du personnel

Dans un cas comme dans l'autre, une bonne part des assainissements portera sur les dépenses de personnel. C'est quasi inévitable dans un secteur qui emploie près de 80 000 personnes et où les charges de personnel sont prépondérantes. Ainsi, aux mesures générales de modération salariale imposées à toute la fonction publique, viennent s'ajouter pour les postiers et les agents de la R.T.T., diverses dispositions de limitation et de réduction des effectifs, de recrutement extrêmement sélectif, de réorganisation et de réaménagement des services, de maîtrise stricte des dépenses sociales.

Tout cela ne peut se concevoir et se réaliser qu'avec la collaboration de l'ensemble du personnel et de ses organisations représentatives, conscients qu'il y va de l'assainissement et de l'avenir de leur entreprise et du service public qu'ils assurent.

Effort commercial

A ces mesures viennent s'en ajouter d'autres, qui visent plus spécifiquement la rationalisation de la gestion, la recherche de l'équilibre budgétaire et de l'autonomie financière, une décentralisation accrue des compétences et des activités vers les régions et, enfin et surtout, un plus grand dynamisme commercial. Ce dernier doit s'attacher à améliorer la qualité des services offerts aux usagers et à leur fournir des services nouveaux qui répondent aux besoins et souhaits de la clientèle.

Produits nouveaux en vue d'un meilleur service public

C'est dans ce contexte que s'inscrivent la création récente d'une direction commerciale à la Régie des postes, la mise sur pied prochaine d'un service de « Poste rapide », l'élargissement de la gamme des produits et services de télécommunication offerts par la R.T.T. tant au particuliers qu'aux entreprises.

C'est que les plans imposés aux deux Régies ne visent pas l'assainissement pour l'assainissement, mais un meilleur service au public.

machtenbesluiten werden opgelegd aan de Regies belast met het beheer en de exploitatie van die sectoren. De Regie der Posterijen werkt nu reeds sedert meer dan een jaar onder het regime van haar saneringsplan en de eerste resultaten die in 1983 werden geregistreerd zijn zoals wij kunnen vaststellen relatief bemoedigend.

De Regie van Telegrafie en Telefonie werd op haar beurt onlangs eveneens bedacht met een saneringsplan en vanaf volgende maand zullen een reeks concrete saneringsmaatregelen worden voorgesteld op het financiële vlak evenals met betrekking tot een rationalisering van het beheer.

Bijdrage van het personeel

Zowel in het ene als in het andere geval zal een belangrijk gedeelte der saneringen doorgevoerd worden op de personeelsuitgaven. Dit is quasi onvermijdelijk in een sector die bij de 80 000 personeelsleden tewerkstelt en waar de personeelskosten van overwegend belang zijn. Op die wijze worden naast de algemene maatregelen die inzake loonmatiging aan het Openbaar Ambt werden opgelegd, voor het postpersoneel en de T.T.-beamten nog bijkomende beperkingen voorzien inzake vermindering der effectieven, uiterst selectieve wervingen, reorganisatie en herschikking van de diensten en een strikte beheersing van de sociale uitgaven.

Dit alles kan alleen maar worden opgezet en gerealiseerd met de volledige medewerking van het personeel en van zijn representatieve vakorganisaties die er zich van bewust zijn dat het gaat om de gezondmaking en de toekomst van hun bedrijf en van de openbare dienstverlening die zij verzekeren.

Commerciële inspanning

Deze maatregelen worden nog aangevuld door andere, inzonderheid met het oog op de rationalisatie van het beleid, het nastreven van het begrotingsevenwicht en van de financiële autonomie, een verdere decentralisatie van bevoegdheden en activiteiten naar de gewesten en ten slotte en vooral een groter commercieel dynamisme. Hierdoor dient de kwaliteit te worden verbeterd van de aan de gebruikers aangeboden diensten en dienen nieuwe diensten te worden aangeboden, die tegemoet komen aan de behoeften en de wensen van de cliënteel.

Nieuwe diensten met het oog op een betere service voor het publiek

In deze context moet de recente oprichting van een commerciële directie bij de Regie der Posterijen worden geplaatst alsmede de indienststelling van een « snelpost »-dienst en de uitbreiding van het gamma der telecommunicatieproducten en -diensten aangeboden door de Regie T.T. aan particulieren en ondernemingen.

De saneringsplannen opgelegd aan beide Regies beogen niet de sanering om de sanering, maar wel een betere publieke dienstverlening.

Collaboration avec le secteur privé, mais maintien des monopoles

C'est également sur des bases assainies et renforcées que nous pouvons envisager le cas échéant une collaboration nouvelle avec le secteur privé.

Je songe entre autres à l'implantation éventuelle chez nous du centre européen d'acheminement exprès du courrier de la firme américaine *Federal Express* ou à un assouplissement envisageable du monopole de la R.T.T. en matière de fourniture de certains terminaux de télécommunication.

Dans un cas comme dans l'autre toutefois, une collaboration ou une ouverture du marché ne saurait remettre en cause les monopoles postaux ou de la R.T.T., en ce qu'ils sont les meilleurs garants d'un service public accessible également à tous. C'est là le sens de ces monopoles. Je veillerai pour ma part à leur respect, qui nous est d'ailleurs imposé par la loi.

Régie des postes - Exécution du budget 1983

Avant de passer au budget proprement dit, un mot d'abord sur l'exécution du budget 1983 de la Régie des postes, qui constituait la phase initiale d'application du plan d'assainissement. Conformément à ce dernier, l'intervention de l'Etat y était limitée à une enveloppe budgétaire fixée selon des critères objectifs et qui ne pouvait en aucun cas être dépassée.

Malgré un feuilleton d'ajustement qui a réduit cette enveloppe de près de 350 millions, il en a bien été ainsi puisqu'aucun crédit supplémentaire pour années antérieures n'est nécessaire pour boucler en équilibre le budget 1983.

C'est ce qui ressort de l'opération « contrôle budgétaire » en cours, où les autorités budgétaires ont été amenées à constater que, sur ce point, la Régie des postes avait parfaitement respecté les contraintes imposées par son plan d'assainissement.

Economies réalisées - Boni prévisible

Cela n'a cependant pas été sans mal, puisque la Régie a eu à supporter une moins-value de recettes d'exploitation de près d'un demi-milliard, due à l'incidence de la grève des services publics de septembre 1983 et à une chute de trafic enregistrée en fin d'année.

Par ailleurs, 150 millions de plus que prévu ont dû être consacrés au remboursement à l'Etat de charges de pension.

Cette impasse budgétaire de plus de 650 millions a néanmoins été plus que compensée par quelque 100 millions d'économie sur les dépenses d'exploitation et surtout, je tiens à le souligner, par une économie de plus de 657 millions sur les dépenses de personnel, dont une petite moitié en

Samenwerking met de privé-sector, maar behoud van de monopolies

Het is ook op een gesaneerde en versterkte basis dat wij in voorkomend geval een nieuwe samenwerking overwegen met de privé-sector.

Ik denk hierbij aan de eventuele implantation in ons land van het Europees distributiecentrum voor sneldienst van de Amerikaanse firma *Federal Express* of aan een overwogen versoepeling van het monopolie van de R.T.T. inzake de levering van bepaalde telecommunicatie-eindapparatuur.

Nochtans zowel in het ene als in het andere geval, zou dergelijke samenwerking of versoepeling de post- en R.T.T.-monopolies niet in het gedrang mogen brengen, omdat die dienst voor iedereen toegankelijk is aan dezelfde voorwaarden. Dit is de zin van die monopolies. Wat mij betreft zal ik waken over het respecteren ervan zoals trouwens opgelegd door de wet.

Regie der posterijen - Uitvoering begroting 1983

Vooraleer over de eigenlijke begroting te handelen, wil ik eerst handelen over de uitvoering van de begroting 1983 van de Regie der Posterijen, die de aanvangsfase vormde van de toepassing van het saneringsplan. Conform dit plan, werd de tussenkomst van de Staat hier beperkt tot een begrotings-enveloppe, bepaald volgens objectieve criteria en die in geen geval mocht worden overschreden.

Ondanks een aanpassingsblad, dat deze enveloppe verminderde met bijna 350 miljoen, werd het gestelde doel bereikt vermits geen enkel bijkrediet voor vorige dienstjaren noodzakelijk is om het budget 1983 in evenwicht af te sluiten.

Dit blijkt uit de lopende operatie « budget control » waar de bevoegde begrotingsinstanties hebben kunnen vaststellen dat op dit punt de Regie der Posterijen de beperkingen van het saneringsplan perfect heeft nageleefd.

Besparingen - Winstvooruitzichten

Dat werd niet zonder moeite bereikt vermits de Regie een minderopbrengst inzake exploitatie-ontvangsten heeft moeten dragen van ongeveer een half miljard, ingevolge de weerslag van de staking der openbare diensten tijdens de maand september 1983, en een trafiekdaling geregistreerd op het einde van het jaar.

Bovendien moest 150 miljoen meer besteed worden, dan aanvankelijk voorzien, voor de terugbetaling aan de Staat van uitgaven met betrekking tot pensioenen.

Deze budgettaire impasse, van meer dan 650 miljoen, werd desondanks meer dan gecompenseerd door besparingen van omstrengt 100 miljoen op de exploitatie-uitgaven en, ik wil dit onderstrepen, vooral door een besparing van meer dan 657 miljoen op de personeelsuitgaven, waarvan iets

raison de la modération salariale en matière d'indexation, le solde étant dû à l'utilisation d'un effectif budgétaire moindre que prévu et à diverses mesures d'économie. Il en résulte, par rapport à l'enveloppe budgétaire octroyée, un boni qu'on peut évaluer à près de 125 millions.

Le montant exact ne sera connu que d'ici quelques semaines, lorsque le compte d'exécution du budget 1983 aura été établi définitivement.

Budget 1984 - Intervention de l'Etat

Le budget 1984, qui constitue la seconde phase d'application du plan d'assainissement, a été élaboré selon les mêmes critères. Ceux-ci prévoient que l'intervention de l'Etat, hors charge des pensions, ne peut croître d'un exercice à l'autre que dans les limites des normes générales applicables au budget de l'Etat, abstraction faite des dépenses afférentes à la dette publique.

Par ailleurs, si ce taux général de croissance peut être appliqué tel quel à la rémunération pour le service des chèques et virements postaux, il doit être diminué d'un pour cent en ce qui concerne la dotation à la poste aux lettres.

Les services du Budget ont estimé que la croissance générale du budget de l'Etat, à l'exclusion de la dette publique, serait en 1984 de 4 p.c. L'intervention de l'Etat en faveur de la Régie des Postes n'excède pas celle de 1983 de plus de 4 p.c. compte non tenu de la charge des pensions. La croissance de la rémunération est de l'ordre de 4 p.c., celle de la dotation de 3 p.c.

Recettes d'exploitation

Les recettes propres de la Régie dans le projet de budget pour 1984 sont en croissance de 9,5 p.c. par rapport à l'exercice précédent. Cela permet de porter le taux de couverture des dépenses par les recettes propres de 61,1 p.c. en 1983 à 61,9 p.c. en 1984. Ce résultat est conforme au plan d'assainissement, qui vise à limiter les subventions de l'Etat. La croissance des recettes d'exploitation est quasi exclusivement due aux hausses tarifaires intervenues les 1^{er} janvier et février derniers.

Le projet de budget pour 1984 postule une stabilisation de l'activité postale. C'est dire que le tassement des recettes enregistré à la fin de l'année dernière doit être combattu. Il doit être combattu par un dynamisme commercial accru, et c'est là le rôle du service commercial créé l'année dernière, qui doit donner cette année sa pleine mesure.

La chute du trafic doit également être combattue par une amélioration et une diversification du service offert à la

minder dan de helft in functie van de matiging inzake loon-indexering en de rest ingevolge de benuttiging van een lager budgettaar effectief dan voorzien. Tenslotte, dank zij nog diverse bezuinigingsinspanningen ten overstaan van de toegekende begrotingsenveloppe, levert dit een boni op van rond de 125 miljoen.

Het juiste bedrag zal pas over enkele weken gekend zijn wanneer de definitieve uitvoeringsrekening van de begroting 1983 zal kunnen afgesloten worden.

Begroting 1984 - Staatstussenkomst

De begroting 1984 die de tweede fase inhoudt van de toepassing van het saneringsplan werd opgesteld overeenkomstig dezelfde criteria. Hierbij is voorzien dat de Staats tussenkomst met uitzondering van de pensioenlasten, van het ene jaar tot het andere, slechts mag toenemen binnen de limieten die vastgelegd worden door de algemene normen met betrekking tot de Staatsbegroting (niet inbegrepen de uitgaven met betrekking tot de openbare schuld).

Bovendien moet die algemene groeinorm, die ongewijzigd mag toegepast worden voor de vergoeding van de postcheckdienst, verminderd worden met één procent wat betreft de dotatie aan de brievenpost.

De diensten van Begroting hebben de algemene groeinorm voor 1984 met betrekking tot de Staatsbegroting, met uitzondering van de openbare schuld, bepaald op 4 pct. De Staatssubsidie aan de Regie der Posterijen overschrijdt deze van 1983 met minder dan 4 pct., abstractie gemaakt van de pensioenlasten. De toename van de vergoeding beloopt ongeveer 4 pct. en deze van de dotatie ongeveer 3 pct.

Exploitatieontvangsten

De eigenlijke ontvangsten van de Regie, voorzien in het ontwerp van begroting voor 1984, stijgen met 9,5 pct. in vergelijking met het vorig dienstjaar. Dit laat toe de uitgaven in 1984 voor 61,9 pct. te dekken met eigen inkomsten, tegen 61,1 pct. in 1983. Op deze wijze wordt tegemoet gekomen aan de bedoelingen van het saneringsplan, dat een vermindering beoogt van de Staatstussenkomst. De stijging van de exploitatieontvangsten is bijna uitsluitend het gevolg van de tariefverhogingen die van kracht werden op 1 januari en 1 februari van dit jaar.

Het begrotingsontwerp voor 1984 stelt een stabilisatie van de postactiviteiten voorop. Dit wil zeggen dat de plotselinge daling van de ontvangsten die op het einde van het voorbije jaar werd vastgesteld, moet worden bestreden. Dit moet worden bestreden met een groter commercieel dynamisme. Daar ligt de rol van de commerciële dienst die vorig jaar werd opgericht en die dit jaar tot volledige ontwikkeling moet komen.

Die tariefdaling moet ook worden bestreden door een verbeterde en gediversifieerde dienstverlening aan de clië-

clientèle, et c'est là le problème de la création éventuelle d'une poste « sur mesure », d'une « poste rapide »... projets à l'étude pour le moment.

Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont en croissance de 7,2 p.c. par rapport à l'année dernière. Elles constituent 80 p.c. du total des dépenses de la Régie.

Le crédit prévu permet l'occupation d'un effectif budgétaire moyen de 49 355 unités, et ce conformément au plan quinquennal d'assainissement. Cela représente une diminution de 95 unités par rapport à l'effectif budgétaire théorique de 1983, à savoir 49 450 unités.

En effet, en raison de la politique suivie de stricte sélectivité des recrutements, l'effectif budgétaire réel en 1983 n'a atteint que 49 401 unités, de sorte que le projet de budget 1984 permet une quasi-stabilisation de l'effectif moyen et autorisera donc le remplacement des départs naturels.

Investissements

Un mot, pour terminer, du programme d'investissements.

La Régie des Postes finance la totalité de ses investissements par autofinancement à charge du fonds d'amortissement, sans faire appel à l'emprunt. Elle n'est donc pas endettée. Traditionnellement, le budget d'investissements était de l'ordre du milliard. Il a pu être porté l'année dernière à 1,8 milliard.

Il est fixé cette année à 1,4 milliard.

Cela permet à la fois de continuer à garantir l'autofinancement intégral des investissements, tout en faisant un effort particulier pour renouveler l'outil de travail des postiers, pour améliorer le patrimoine immobilier et pour assurer progressivement la sécurité par l'achat d'équipements ad hoc. Ainsi, plus de 200 millions seront consacrés aux mesures de sécurité, à savoir l'acquisition de véhicules blindés et l'installation de guichets pare-balles. Plus de 600 millions seront réservés à l'amélioration du patrimoine immobilier, 200 millions à l'achat de véhicules, 120 à la poursuite du programme d'automatisation du tri postal, le solde étant consacré au renouvellement et à l'amélioration de l'outil postal dans son ensemble.

Cet effort au niveau des investissements doit permettre de rendre possible et crédible l'effort commercial de redynamisation de l'activité postale.

teel. Dit is het probleem van de eventuele oprichting van een post « op maat » van een « snelpost »... ontwerpen die momenteel worden bestudeerd.

Personneelsuitgaven

De personeelsuitgaven liggen 7,2 pct. hoger dan het vorige jaar. Zij vertegenwoordigen 80 pct. van de totale uitgaven van de Regie.

Het voorziene krediet laat de benutting toe van een budgetair effectief van gemiddeld 49 355 eenheden, dit conform het vijfjarenplan inzake sanering. Dit betekent, ten opzichte van het theoretisch budgettair effectief voorzien in 1983, te weten 49 450 eenheden, een vermindering met 95 eenheden.

Inderdaad, ingevolge de strikt selectieve aanwervingspolitiek, bereikte het werkelijke effectief slechts 49 401 eenheden, zodat het begrotingsontwerp 1984 een quasi-stabilisatie van het gemiddeld effectief toelaat en aldus de vervanging van de natuurlijke afvloeiingen zal mogelijk worden.

Investeringen

Om te eindigen nog iets in verband met het investeringsprogramma.

De Regie der Posterijen financiert de totaliteit van haar investeringen door middel van autofinanciering ten laste van het afschrijvingsfonds, zonder een beroep te doen op leningen. Zij heeft dus geen schuldenlast. Traditioneel behoort het investeringsbudget ongeveer 1 miljard. Verleden jaar kon dit worden verhoogd tot 1,8 miljard.

Dit jaar werd het vastgesteld op 1,4 miljard.

Op die wijze kan de integrale autofinanciering van de investeringen worden voortgezet zelfs met het leveren van een bijzondere inspanning voor de vernieuwing van de werkuitrusting der postmannen, voor de verbetering van het onroerend patrimonium en ter verzekering van de progresieve verbetering van de veiligheid door de aankoop van uitrustingen die daartoe vereist zijn. Zo zullen meer dan 200 miljoen besteed worden voor veiligheidsmaatregelen, nl. de aanschaffing van gepantserde voertuigen en de plaatsing van kogelvrije loketten. Meer dan 600 miljoen zullen voorbehouden worden voor de verbetering van het onroerend patrimonium, 200 miljoen voor de aankoop van voertuigen en 120 voor de verderzetting van het automatiseringsprogramma der postsortering. Het saldo zal worden aangewend voor de vernieuwing en de verbetering van de postuitrusting in het geheel.

Dit investeringsprogramma moet toelaten de commerciële inspanningen mogelijk en geloofwaardig te maken en de postactiviteiten een meer dynamische impact te bezorgen.

Régie T.T.**Recettes d'exploitation**

Passons maintenant au budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Les recettes brutes d'exploitation attendues en 1984 sont évaluées à un peu plus de 58 milliards contre près de 55 milliards en 1983.

La croissance relativement faible des recettes (5,7 p.c.) s'explique par l'absence d'une hausse tarifaire programmée en 1984 (hormis une augmentation des tarifs des cabines téléphoniques), par un accroissement de plus en plus ralenti du nombre d'abonnés et par une stagnation du trafic.

Cela se traduit, au niveau des recettes nettes d'exploitation, par une croissance de 4,5 p.c. des recettes en téléphonie, une baisse de 5,5 p.c. en télégraphie, une expansion de 8,8 p.c. pour le télex et de 22 p.c. pour la transmission de données.

Le téléphone procure cependant toujours plus de 85 p.c. du total des recettes.

Emprunts à contracter

L'autre grande source de moyens financiers dont dispose la Régie est l'emprunt.

La Régie devra décaisser en 1984 plus de 23 milliards, à savoir 22,3 milliards pour ses investissements et 0,7 milliard pour compléter sa réserve d'approvisionnements.

De ces 23 milliards, elle pourra en autofinancer 12,5 milliards, soit plus de 59 p.c. Le reste, soit 10,5 milliards, devra être financé par l'emprunt.

Il faut ajouter à cela 28,7 milliards de remboursements contractuels d'emprunts en 1984, ce qui porte le total des emprunts à contracter cette année à 39,2 milliards.

Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont strictement limitées dans le projet de budget pour 1984.

Elles permettent le remplacement sélectif des départs naturels et un recrutement supplémentaire de 79 unités.

La faible croissance de ces dépenses n'est possible que par l'application des mesures de modération salariale prises par le Gouvernement en juillet dernier, et notamment le passage en 1984 au paiement des fonctionnaires à terme échu. La charge des traitements du mois de décembre 1984 est ainsi reportée sur l'exercice 1985.

Le plan que l'administrateur général doit présenter en exécution de l'arrêté royal numéroté imposant des mesures d'assainissement à la R.T.T., doit rendre possible le strict respect du crédit budgétaire prévu en 1984.

Regie T.T.**Exploitatieontvangsten**

Laten wij overstappen naar de Regie van Telegrafie en Telefonie.

De bruto exploitatieontvangsten worden voor 1984 geraamd op ruim 58 miljard, in tegenstelling met 55 miljard in 1983.

De relatief zwakke groei van de ontvangsten (5,7 pct.) kan worden verklaard door het niet-doorvoeren van een voor 1984 geprogrammeerde tarifaanpassing (met uitzondering van de tariefverhoging voor de telefooncellen), door de van langsom meer vertragende groei van het aantal abonnees en door een stagnatie van het verkeer.

Op het vlak van de netto exploitatieontvangsten betekent dit een toename van de telefoonontvangsten met 4,5 pct., een daling voor de telegrafie met 5,5 pct., een stijging van 8,8 pct. voor de telex en van 22 pct. voor de datatransmissie.

De telefoon zorgt evenwel nog altijd voor meer dan 85 pct. van het totaal van de ontvangsten.

Aan te gane leningen

De andere grote inkomstenbron waarover de Regie T.T. beschikt is de lening.

De Regie zal in 1984 ruim 23 miljard moeten besteden, te weten 22,3 miljard voor haar investeringen en 0,7 miljard voor de aanvulling van haar reservevoorraad.

Van die 23 miljard, zal 12,5 miljard of meer dan 59 pct. afkomstig zijn van autofinanciering. De rest of 10,5 miljard zal worden gefinancierd door leningen.

Hierbij moet nog 28,7 miljard worden gevoegd voor contractuele terugbetalingen in 1984 van leningen, zodat het totale bedrag dat moet worden geleend dit jaar 39,2 miljard zal bereiken.

Personneelsuitgaven

De personeelsuitgaven worden strikt beperkt in het begrotingsontwerp voor 1984.

Er is voorzien in de selectieve vervanging van de natuurlijke afvloeiing en een bijkomende aanwerving van 79 eenheden.

De geringe stijging van die uitgaven is slechts mogelijk door de loonmatigingsmaatregelen getroffen in juli ll. door de Regering, inzonderheid de invoering in 1984 van de betaling van de ambtenaren na vervallen termijn. De last van de bezoldigingen van de maand december 1984 wordt aldus overgebracht op het dienstjaar 1985.

Het plan, dat de administrateur-generaal moet voorleggen in uitvoering van het genummerd koninklijk besluit betreffende de saneringsmaatregelen bij de R.T.T., moet het mogelijk maken het in 1984 voorziene krediet strikt na te leven.

<p>Dépenses sociales</p> <p>En ce qui concerne les dépenses sociales, la norme budgétaire générale de 6,5 p.c. a été strictement appliquée au subside accordé au service social.</p> <p>Le plan d'assainissement prévoit que le budget de l'A.S.B.I. « Œuvres sociales des T.T. » doit être soumis à l'approbation ministérielle, avec indication précise des objectifs poursuivis, et associe la Régie à l'exécution de ce budget.</p>	<p>Sociale uitgaven</p> <p>Wat betreft de sociale uitgaven, werd de budgettaire norm van 6,5 pct. strikt toegepast op de subsidie aan de sociale dienst.</p> <p>Het saneringsplan voorziet dat de begroting van de V.Z.W. « Sociale Werken van T.T. » ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de Minister, waarbij de doelstellingen nauwkeurig worden aangegeven, en betreft de Regie bij de uitvoering van dit budget.</p>
<p>Dépenses de fonctionnement</p> <p>Les dépenses de fonctionnement ont été ramenées au strict minimum indispensable.</p> <p>Le plan que l'administrateur général doit élaborer en application de l'arrêté royal numéroté imposant l'assainissement de la Régie, devra rendre possible un strict respect des contraintes budgétaires.</p>	<p>Werkingskosten</p> <p>De werkingskosten werden tot het strikt noodzakelijke minimum teruggebracht.</p> <p>Het plan dat de administrateur-generaal moet opmaken in uitvoering van hogervernoemd genummerd besluit, zal de strikte naleving van de budgettaire beperkingen moeten mogelijk maken.</p>
<p>Charges financières</p> <p>En 1984, les charges d'intérêts s'élèveront à quelque 16 milliards et les montants à rembourser sur les emprunts à plus de 28 milliards.</p> <p>Le coefficient d'autofinancement trop faible de la Régie, qui l'oblige à recourir massivement au marché des capitaux pour financer ses investissements, l'a placée dans une situation d'endettement quasi insupportable. Le total des dettes de la Régie atteint 177 milliards pour un capital de 1,7 milliard seulement et des moyens propres de 12,2 milliards. Le plan d'assainissement doit également apporter une solution à ce problème préoccupant par une révision des modalités d'amortissement élargissant les possibilités d'autofinancement et par d'éventuelles augmentations de capital.</p>	<p>Financiële lasten</p> <p>In 1984 zullen de intrestlasten ruim 16 miljard bedragen en de terug te betalen leningen meer dan 28 miljard.</p> <p>De te geringe autofinancieringscoëfficiënt die de Regie T.T. verplicht massaal een beroep te doen op de kapitaalmarkt ten einde haar investeringen te financieren, heeft een bijna ondraaglijke schuldenlast meegebracht. Het totaal van de schulden van de Regie beloopt 177 miljard, het kapitaal slechts 1,7 miljard en de eigen middelen 12,2 miljard. Het saneringsplan moet ook een oplossing brengen voor dit grote probleem door een herziening van de afschrijvingsmodaliteiten, die de mogelijkheden van autofinanciering moet uitbreiden en door eventuele kapitaalverhogingen.</p>
<p>Programme d'investissements</p> <p>Un mot, pour terminer, du programme d'investissements. Le programme global des engagements est maintenu, comme c'est le cas depuis 1981, à 17 milliards en 1984.</p> <p>Cela doit permettre à la Régie de suivre l'évolution technologique dans le domaine en pleine expansion des télécommunications, de soutenir l'activité des entreprises belges compétitives dans ce secteur de pointe et de doter le pays d'un réseau de télécommunications de première qualité.</p>	<p>Investeringsprogramma</p> <p>Tenslotte een woord over het investeringsprogramma. Het globale programma der vastleggingen wordt in 1984 behouden op 17 miljard, zoals dit sinds 1981 in geval is.</p> <p>Dit moet de Regie toelaten de technologische evolutie te volgen in de telecommunicatiesector in volle expansie, de activiteiten te steunen van de Belgische ondernemingen die competitief zijn in die sector van de spits technologie en het land uit te rusten met een telecommunicatiennetwerk van hoge kwaliteit.</p>
<p>Compte tenu de l'intérêt général à maintenir ces investissements à un haut niveau et des difficultés de la Régie d'en supporter seule toute la charge, le Gouvernement a décidé de faire assurer le financement d'une tranche de 4 milliards de ce programme de 17 milliards par l'Etat. Cette tranche est préfinancée par la Régie et remboursée par l'Etat. Des dix-sept milliards du programme d'investissements 1984 de</p>	<p>Rekening houdend met de noodzaak, in het algemeen belang, die investeringen op een hoog niveau te behouden en de moeilijkheden van de Regie alleen die last te dragen, heeft de Regering beslist een schijf van 4 miljard van dit programma van 17 miljard te laten financieren door de Staat. Minstens acht van die 17 miljard van het investeringsprogramma 1984 van de Regie T.T. zullen worden besteed aan</p>

la R.T.T., huit au moins seront consacrés à la communication, près de quatre à la transmission, et un et demi aux réseaux des abonnés.

Un milliard au moins sera consacré aux bâtiments et un demi-milliard au secteur relativement nouveau de la transmission de données. Pour le reste, ce programme constitue la première phase de la programmation triennale 1984-1986.

Structure financière de la R.T.T.

Je voudrais conclure par une réflexion sur le financement des investissements de la R.T.T. et les problèmes d'autonomie financière et de gestion qu'il implique.

Le capital de la R.T.T. est sans commune mesure avec l'actif de la Régie et en particulier avec ses immobilisations corporelles. Cela entraîne des distorsions importantes dans le bilan et le compte de résultats. En particulier, le rapport fonds propres/fonds de tiers est catastrophique, traduisant l'endettement anormal de la Régie, avec ses répercussions sur les charges financières.

Certes, l'effort demandé à l'Etat est important. L'Etat lui aussi est fortement endetté.

Mais il est beaucoup plus sain, beaucoup plus normal, beaucoup plus régulier aussi, que l'Etat augmente le capital de la Régie en fonction de l'évolution des immobilisations plutôt que, comme cela se pratique actuellement, il ne finance lui-même certaines tranches des investissements de la Régie (2 milliards en 1983, 4 milliards en 1984).

Il est dans la logique des choses que l'Etat augmente le capital de la Régie si l'évolution de son actif le justifie et que la R.T.T. finance elle-même ses propres investissements.

Une telle possibilité figure dans l'arrêté royal n° 237 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la R.T.T.

Une telle mesure serait de nature à renforcer l'autonomie financière de la gestion de la Régie et à la rendre plus indépendante de contingences fort compréhensibles et souvent louables, mais étrangères aux principes d'une saine gestion et donc, en définitive, contraires à un objectif de meilleur service à la clientèle.

III. DISCUSSION GENERALE

A. Régie des Télégraphes et Téléphones

1. Données budgétaires

QUESTION

Serait-il possible d'avoir des explications au sujet de la hausse des dépenses de cabinet ?

de commutatie, bijna 4 aan de transmissie en anderhalf aan de abonneenetten.

Ruim een miljard zal worden geïnvesteerd in gebouwen en een half miljard in de relatief nieuwe sector van de data-transmissie. Voor het overige, vormt dit programma de eerste fase van de driejaarlijkse programmatie 1984-1986.

Financiële structuur van de R.T.T.

Ik zou willen besluiten met een bedenking omtrent de financiering van de R.T.T.-investeringen en de problemen op het vlak van de financiële autonomie en het beheer die hiermee verband houden.

Het kapitaal van de R.T.T. staat buiten elke verhouding tot het actief van de Régie en in het bijzonder tot de materiële vaste activa. Dit heeft belangrijke scheeftrekkingen tot gevolg in de balans en de resultatenrekening. De verhouding eigen vermogen/vreemd vermogen in 't bijzonder, is catastrofaal en toont duidelijk de abnormale schuldenlast aan van de Régie, met zijn bijzonder nadelige weerslag op de financiële lasten.

Zeker, de van de Staat vereiste inspanning is belangrijk. De Staat zelf heeft een grote schuldenlast.

Maar het is veel gezonder, normaler en regelmatiger ook dat de Staat het kapitaal van de Régie verhoogt in functie van de evolutie van de activa, dan dat hij, zoals thans gebeurt, zelf bepaalde tranches van de investeringen van de Régie finanziert (2 miljard in 1983, 4 miljard in 1984).

Het is logisch dat de Staat het kapitaal van de Régie verhoogt indien de evolutie van haar actief het rechtvaardigt en dat de Régie zelf haar eigen investeringen finanziert.

Dergelijke mogelijkheid is opgenomen in het koninklijk besluit nr. 237 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de R.T.T.

Zulke maatregel zou van aard zijn de financiële autonomie van de Régie T.T. te verstevigen en haar meer onafhankelijk te maken van begrijpelijke en dikwijls loffelijke contingenties doch die indruisen tegen de principes van gezond beheer en dus uiteindelijk ingaan tegen het gestelde objectief, nl.: een betere dienstverlening aan de cliëntel.

III. ALGEMENE BESPREKING

A. Régie van Telegrafie en Telefonie

1. Begrotingsgegevens

VRAAG

Is het mogelijk inlichtingen te verkrijgen over de stijging van de kabinettsuitgaven ?

REPONSE

Le Ministre répond que cette hausse est due à certaines modifications dans la composition de ce dernier.

Un nombre plus important de membres du cabinet n'étant ni agent de l'Etat ni agent d'une des deux Régies des Postes ou des T.T., cela entraîne une dépense supplémentaire pour rembourser leur traitement à leur organisme ou société d'origine. Au total toutefois, le nombre de membres du cabinet reste inchangé.

QUESTION

Serait-il possible de savoir, en ce qui concerne la charge de la dette de la Régie T.T., quels emprunts devront être remboursés en 1984 et comment se présente l'évolution des amortissements pour les prochaines années ?

En outre, pourquoi la Régie achète-t-elle des obligations ?

REPONSE

Le Ministre fournit les chiffres suivants (en milliers de francs) :

Total des emprunts en cours au 31 décembre 1983	144 654 041
Pertes de change au 31 décembre 1983 . .	9 452 622
Total de la dette à rembourser	154 106 663

De 1984 à 1988, les amortissements (pertes de change comprises) s'élèveront à (en milliers de francs) :

- en 1984 : 19 272 633;
- en 1985 : 13 015 684;
- en 1986 : 29 765 336;
- en 1987 : 15 761 959;
- en 1988 : 27 150 759.

En ce qui concerne l'acquisition d'obligations, il est précisé qu'il s'agit du rachat en bourse d'emprunts obligataires pour lesquels ce mode de remboursement était prévu dans les conditions d'emprunt.

QUESTION

Un membre demande comment on pourrait remédier à l'écart considérable qui existe entre le capital propre de la R.T.T. (1,7 milliard) et le total de la dette, qui se chiffre à 177 milliards.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que le moyen par excellence d'y parvenir à court terme consiste en un apport en capital de la part de l'Etat.

Cette possibilité est d'ailleurs prévue par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

ANTWOORD

De Minister antwoordt dat zij te wijten is aan bepaalde wijzigingen in de samenstelling van het kabinet.

Aangezien een groter aantal kabinetsleden geen ambtenaar noch personeelslid van een van de twee regies der Posterijen of T.T. zijn, brengt dit een bijkomende uitgave met zich mee om hun wedden terug te betalen aan hun instelling of maatschappij van oorsprong. Het totale aantal kabinetsleden is evenwel ongewijzigd gebleven.

VRAAG

In verband met de schuldenlast van de Regie T.T. wenst men te vernemen welke leningen dienen gedeld te worden in 1984 en wat de evolutie is van de aflossingen voor de komende jaren.

Bovendien wordt gevraagd waarom obligaties worden aangekocht.

ANTWOORD

De Minister verstrekt de gevraagde gegevens (in duizendtallen franken) :

Totaal van de op 31 december 1983 lopende leningen	144 654 041
Wisselverlies op 31 december 1983	9 452 622
Totaal te delgen schuld	154 106 663

Vanaf 1984 tot 1988 zal dienen afgelost te worden (wisselverlies inbegrepen) (in duizentallen frank) :

- in 1984 : 19 272 633;
- in 1985 : 13 015 684;
- in 1986 : 29 765 336;
- in 1987 : 15 761 959;
- in 1988 : 27 150 759.

Omtrent de aankoop van obligaties wordt medegedeeld dat het gaat om terugkopen op de beurs met betrekking tot obligatieleningen waarvoor in de desbetreffende contracten van lening deze wijze van aflossing werd opgenomen.

VRAAG

Een lid vraagt op welke wijze de wanverhouding kan worden verholpen die bestaat tussen het eigen kapitaal van de R.T.T., dat 1,7 miljard bedraagt, en de totale schuldenlast ten bedrage van 177 miljard.

ANTWOORD

De Staatssecretaris stelt dat op korte termijn hiervoor het middel bij uitstek een zuivere kapitaalinbreng is vanwege de Staat.

Het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie van Telegrafie en Telefonie voorziet in deze mogelijkheid.

A long terme, un développement substantiel de l'autofinancement pourrait contribuer à résoudre le problème. L'arrêté royal précité tient également compte de cette éventualité.

QUESTION

Un membre fait remarquer que les charges financières sont passées de 8,5 milliards en 1979 à 16 milliards en 1984, alors que pendant cette même période les recettes n'augmentaient que de 50 p.c.

Il s'interroge dès lors sur les mesures prises pour pallier cette situation catastrophique.

REPONSE

Il lui est répondu qu'une des motivations essentielles du plan d'assainissement imposé à la R.T.T. est précisément l'inquiétude provoquée par l'évolution préoccupante des charges financières due à un endettement à la limite du supportable.

Il faudra donc prendre une série de mesures permettant à la fois de stimuler les recettes et de comprimer les dépenses d'exploitation afin de pouvoir consacrer un maximum de ressources à l'autofinancement.

La politique d'amortissement devra également être revue en vue d'améliorer l'autofinancement.

Les taux d'amortissement actuellement pratiqués sont trop faibles compte tenu de la nature des immobilisations et de leur obsolescence rapide dans ce secteur des télécommunications où les équipements sont périssables à un rythme élevé.

Il va sans dire que l'introduction des technologies nouvelles a fortement accéléré ce phénomène d'obsolescence.

Les taux d'amortissement devront être adaptés à la durée de vie économique des immobilisations.

Enfin, le plan d'assainissement prévoit la possibilité d'augmenter le capital de la Régie, permettant d'améliorer la proportion de fonds propres par rapport aux fonds empruntés et d'assainir ainsi la structure financière.

QUESTION

Il est également rappelé qu'on avait annoncé en 1983 que le pourcentage d'autofinancement serait progressivement porté à un niveau optimal, ce qui s'était traduit à l'époque par une augmentation de la dotation pour les amortissements. Cette option sera-t-elle maintenue en 1984 ?

REPONSE

Le Ministre déclare que la persistance de la crise économique et la réduction des recettes d'exploitation qui en résulte ainsi que le fait qu'il n'a pas été prévu d'adaptation générale des tarifs pour 1984, ont eu pour conséquence qu'on n'a pu modifier le taux moyen d'autofinancement.

L'autofinancement pourra cependant atteindre 59 p.c. en 1984, ce qui représente une augmentation substantielle

Op lange termijn zou hier toe kunnen bijgedragen worden door een substantiële verbetering van de autofinanciering. Bovenvermeld koninklijk besluit houdt hiermee eveneens rekening.

VRAAG

Een lid merkt op dat de financiële lasten van 8,5 miljard in 1979 zijn opgelopen tot 16 miljard in 1984, terwijl de ontvangsten over datzelfde tijdsvak slechts met 50 pct. zijn toegenomen.

Daarom vraagt hij welke maatregelen worden genomen om die catastrofale toestand te verhelpen.

ANTWOORD

De Minister antwoordt dat een van de hoofdredenen van het saneringsplan, dat aan de R.T.T. wordt opgelegd, juist de bekommernis is over de zorgwekkende evolutie van de financiële lasten als gevolg van schulden die een uiterste grens hebben bereikt.

Er zal dus een reeks maatregelen moeten worden genomen om tegelijkertijd de ontvangsten te vermeerderen en de exploitatiekosten te drukken, zodat zoveel mogelijk middelen kunnen worden bestemd voor de zelffinanciering.

Het afschrijvingsbeleid zal ook moeten worden herzien om de zelffinanciering te verbeteren.

De huidige afschrijvingspercentages zijn te gering, rekening houdend met de aard van de immobilisaties en hun snelle economische veroudering in deze sector van de telecommunications, waarin de uitrustingen zeer snel zijn voorbijgestreefd.

Het spreekt vanzelf dat de invoering van nieuwe technologieën dat verouderingsverschijnsel sterk versneld heeft.

De afschrijvingspercentages zullen moeten worden aangepast aan de duur van economisch leven van de immobilisaties.

Tenslotte voorziet het saneringsplan in de mogelijkheid om het kapitaal van de Régie te verhogen waardoor de verhouding tussen eigen fondsen en geleend geld kan worden verbeterd en waardoor de financiële structuur aldus kan worden gezondgemaakt.

VRAAG

Ook wordt herinnerd aan de reeds in 1983 aangekondigde politiek ertoe strekkend geleidelijk aan het autofinancieringspercentage op te trekken tot een optimaal peil, wat toen concreet vertaald werd in een verhoging van de afschrijvingsdotatie. De vraag wordt gesteld of die optie in 1984 doorgetrokken wordt.

ANTWOORD

Door de Minister wordt hierop geantwoordt dat de aanhoudende economische crisis met als gevolg de vermindering der exploitatieontvangsten, evenals het feit dat geen algemene tarifaanpassing werd voorzien voor 1984 tot gevolg hebben gehad dat het gemiddeld autofinancieringspercentage ongewijzigd diende behouden te worden.

Wel zal de autofinanciering in 1984 kunnen oplopen tot 59 pct., wat in tegenstelling met de voor 1983 vooropgestelde

par rapport au chiffre de 52,6 p.c. prévu pour 1983. Il est à noter que cette augmentation résulte de la diminution des dépenses d'investissement que la R.T.T. finance elle-même.

Cependant, pour la période de 1984 à 1990, l'arrêté royal n° 237 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Télégraphes et des Téléphones prévoit que le plan d'assainissement à élaborer définira la politique d'amortissement, étant entendu que le pourcentage moyen des amortissements sera adapté annuellement et devra augmenter progressivement.

QUESTION

Serait-il possible d'obtenir un tableau récapitulatif des créances douteuses pour les cinq dernières années ?

REPONSE

Les montants des diverses créances douteuses sont les suivants :

- en 1979 : 341 millions de francs;
- en 1980 : 360 millions de francs;
- en 1981 : 484 millions de francs;
- en 1982 : 524 millions de francs;
- en 1983 : 584 millions de francs (estimation).

Par ailleurs, les abandons de créances ont atteint :

- en 1979 : 30,6 millions de francs;
- en 1980 : 34,3 millions de francs;
- en 1981 : 45,5 millions de francs;
- en 1982 : 53 millions de francs;
- en 1983 : 45 millions de francs (estimation).

A ce propos, il est intéressant de rappeler la dette de l'O.N.P.T.Z. à l'égard de la R.T.T.

Le montant de cette dette, fixé par la convention du 16 décembre 1981, était de 965 995 000 francs. Une somme de 295 millions de francs a déjà été versée.

Le Ministre ajoute qu'il n'a pas encore été possible de fixer le montant exact de la dette conformément au protocole d'accord du 27 septembre 1983, en raison du fait que l'O.N.P.T.Z. n'a pas encore communiqué toutes les données relatives au trafic.

QUESTION

Ne pourrait-on prendre des mesures pour freiner l'augmentation de la dette, notamment par la réduction de certaines dépenses, en exécutant par exemple des travaux en régie propre ou en contrôlant mieux l'application des tarifs sociaux ?

REPONSE

Bien qu'on enregistre actuellement une tendance à la baisse du prix de la pose de câbles par entreprise, la politique de la R.T.T. est d'exécuter un maximum de travaux en régie propre.

cijfers van 52,6 een substantiële verhoging betekent. Die toename is wel het gevolg van de daling der investeringsuitgaven die door de R.T.T. zelf worden gefinancierd.

Voor de periode van 1984 tot 1990 voorziet het koninklijk besluit nr. 237 met betrekking tot de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie van Telegrafie en Telefonie evenwel dat het op te stellen saneringsplan het afschrijvingsbeleid zal bepalen, met dien verstande dat het gemiddeld afschrijvingspercentage jaarlijks zal worden aangepast en gestadig zal dienen te stijgen.

VRAAG

Graag zouden we een overzicht krijgen van de dubieuze debiteuren van de vijf laatste jaren.

ANTWOORD

Het bedrag van de dubieuze vorderingen allerhande beliep :

- in 1979 : 341 miljoen frank;
- in 1980 : 360 miljoen frank;
- in 1981 : 484 miljoen frank;
- in 1982 : 524 miljoen frank;
- in 1983 : 584 miljoen frank (raming).

Anderdeels beliep het bedrag van de prijsgegevene vorderingen :

- in 1979 : 30,6 miljoen frank;
- in 1980 : 34,3 miljoen frank;
- in 1981 : 45,5 miljoen frank;
- in 1982 : 53 miljoen frank;
- in 1983 : 45 miljoen frank (raming).

In dit verband is het interessant te herinneren aan de schuld van de O.N.P.T.Z. bij de Regie T.T.

Het verschuldigde bedrag vastgesteld met de overeenkomst van 16 december 1981 beliep 965 995 000 frank. Daarvan is reeds 295 miljoen frank betaald.

De Minister verklaart dat de exacte vaststelling van de schuld overeenkomstig het protocolakkoord van 27 september 1983 tot nog toe niet kon gebeuren daar nog niet alle verkeersgegevens door het O.N.P.T.Z. zijn medegedeeld.

VRAAG

Kan men geen maatregelen treffen om een aangroei van de schuldenlast in te tomen, o.a. door vermindering van bepaalde uitgaven zoals werken te laten uitvoeren in eigen beheer of een betere controle inzake de toepassing van sociale tarieven ?

ANTWOORD

Schoon er zich thans een duidelijke tendens tot vermindering van de kostprijs voor kabelleggingen door aannemers aftekt, is de politiek van de Regie T.T. erop gericht zoveel mogelijk werken in eigen beheer uit te voeren.

Les circonscriptions flamandes le font déjà dans une mesure accrue mais, dans la partie wallonne du pays, les efforts doivent encore être intensifiés dans ce sens.

Le Secrétaire d'Etat donnera des instructions pour que cette question soit suivie attentivement et pour inviter les circonscriptions T.T. qui accusent un retard dans ce domaine à réduire au strict minimum l'intervention de firmes privées.

En ce qui concerne le contrôle du droit au tarif téléphonique social, on doit se contenter actuellement d'une déclaration sur l'honneur au sujet des revenus du ménage.

Un contrôle efficace n'est possible que si les services des contributions acceptent de communiquer les revenus des intéressés. Jusqu'ici, on n'a obtenu aucune collaboration de ce côté, mais la R.T.T. fera de nouvelles démarches.

QUESTION

Des précisions sont demandées au sujet des investissements, en particulier dans des technologies nouvelles.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat confirme que, comme elle l'a déjà indiqué dans son exposé introductif, le programme global des engagements en 1984 est maintenu à 17 milliards, de manière à permettre à la R.T.T. de suivre l'évolution technologique d'un secteur des télécommunications en pleine expansion et d'équiper le pays d'un réseau de télécommunication de haute qualité.

En plus des nombreux projets qui seront repris pour les technologies avancées dans le programme fonctionnel des investissements de base, quatre milliards seront consacrés exclusivement à l'acquisition de technologies de pointe.

2. Politique du personnel

QUESTION

Un membre croit savoir qu'il y a des vacances d'emploi en raison du départ de membres du personnel. Il demande comment il y est pourvu.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il y a en effet des vacances d'emplois en raison de licenciements, de mises à la retraite, de décès, de promotions, etc.

En 1984, quelque 700 emplois deviendront ainsi vacants.

Pour pourvoir à ceux-ci, il est fait appel aux lauréats des concours organisés en vue de la constitution de réserves de recrutement et ce, en fonction de la place qu'ils occupent dans l'ordre de classement.

Comme il importe de suivre de près l'évolution technique extrêmement rapide en matière de télécommunications, il y

De Vlaamse gewesten doen dit reeds in toenemende mate maar in het Waalse landsgedeelte, dienen er op dat stuk nog meer inspanningen te worden gedaan.

De Staatssecretaris zal de Regie T.T. opdracht geven deze kwestie op de voet te volgen en de gewesten T.T. die in dat opzicht ten achter blijven, aan te manen de hulp van privé-firma's tot het strikte minimum te beperken.

Wat de controle op het recht op het sociaal telefoonarief betreft, moet men zich thans inderdaad vergenoegen met een verklaring op de eer inzake de inkomsten van het gezin.

Een doeltreffende controle is slechts mogelijk, mits de diensten der belastingen de inkomsten van de betrokkenen zouden willen opgeven. Tot dusver is er van die zijde echter geen medewerking verkregen, maar de Regie T.T. zal daartoe opnieuw stappen doen.

VRAAG

Er wordt ook om enige nadere toelichtingen gevraagd omtrent de problematiek van de investeringen, inzonderheid met betrekking tot nieuwe technologieën.

ANTWOORD

De Staatssecretaris bevestigt, zoals zij in haar inleidende toelichting reeds heeft gezegd, dat het globale programma der vastleggingen in 1984 behouden wordt op 17 miljard ten einde de Regie T.T. toe te laten de technologische evolutie, in de telecomunicatiesector in volle expansie, op de voet te kunnen volgen en ons land uit te rusten met een telecomunicatienetwerk van hoge kwaliteit.

Behalve tal van projecten die met betrekking tot geavanceerde technologieën in het functionele basisinvesteringsprogramma zullen worden opgenomen, zal vier miljard worden besteed aan de aankoop van uitsluitend spitstechnologie.

2. Personeelsbeleid

VRAAG

Een lid meent dat door afvloeiing van personeel vacaturen ontstaan. Hij vraagt hoe de opvulling gebeurt.

ANTWOORD

Hierop antwoordt de Staatssecretaris dat er wegens ontslagen, pensioneringen, overlijdens, bevorderingen, enz. inderdaad vacatures ontstaan.

Voor 1984 zullen aldus een zevenhonderdtal betrekkingen vacant komen.

Om de aldus ontstane openstaande bedieningen op te vullen wordt, in de orde van de bekomen rangschikking, geput uit de geslaagden voor vergelijkende wervingsexamens die met het oog op het aanleggen van een werfreserve worden afgangen.

Omdat het met rasse schreden voortschrijdende technische ontwikkeling van de telecomunicatie op de voet moet

a lieu, notamment dans le cadre de la politique d'économies, de procéder de manière sélective pour ce qui est des recrutements.

Cette évolution nécessitera sans aucun doute une meilleure qualification du personnel T.T.

QUESTION

Où en est le cadre linguistique ? De nouveaux aménagements sont-ils prévus dans les services centraux ?

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que, pour les cadres linguistiques des services centraux de la Régie des T.T., l'arrêté royal du 6 décembre 1979 avait prévu une proportion de 51 N. pour 49 F. pour les emplois des échelles 3 à 12.

Or, conformément à l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, l'arrêté royal du 15 juillet 1983 prévoit une proportion de 53 N. pour 47 F. pour ces emplois.

Au départ, le Secrétaire d'Etat avait proposé à la Commission permanente de contrôle linguistique une proportion de 55 N. pour 45 F. fondée exclusivement sur le nombre d'abonnés au téléphone respectivement en région de langue française et en région de langue néerlandaise et sur le nombre d'abonnés de la région de Bruxelles-Capitale, compte tenu de leur choix linguistique.

Les contacts avec la Commission permanente de contrôle linguistique ont convaincu le Secrétaire d'Etat de la nécessité de prendre également en considération d'autres éléments et c'est pourquoi elle a suivi sans plus l'avis de la Commission afin d'éviter toute perte de temps supplémentaire.

La Commission de contrôle linguistique a toutefois chargé la Régie des T.T. de préparer immédiatement un nouveau dossier, de manière à ce que les cadres linguistiques puissent être revus au plus tôt sur la base de données plus nuancées et plus justifiées.

Par ailleurs, il y a peu, a été introduit à la Commission de contrôle linguistique, le dossier concernant les cadres linguistiques des services exécutifs de la Régie des T.T. qui ont leur siège à Bruxelles-Capitale et dont l'activité couvre l'ensemble du pays.

Pour ces services, il est proposé de retenir une proportion de 57 N. pour 43 F.

QUESTION

Un membre demande quelles sont les mesures envisagées en vue de promouvoir la mise au travail de handicapés à la R.T.T.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat renvoie à la loi du 16 avril 1963 relative au classement social des handicapés en vertu duquel le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le

worden gevuld moet, mede gelet op de besparingspolitiek, momenteel selectief worden tewerk gegaan bij aanwervingen.

De genoemde evolutie zal noodzakelijkerwijze leiden tot een hogere kwalificatie van het T.T.-personeel.

VRAAG

Hoever staat het met het taalkader ? Zijn er nieuwe aanpassingen voor de centrale diensten ?

ANTWOORD

De taalkaders van de centrale diensten van de Régie T.T., waren door het koninklijk besluit van 6 december 1979, wat de betrekkingen van de trappen 3 tot 12 betreft, vastgesteld volgens een verhouding van 51 N./49 F.

Welnu, door het koninklijk besluit van 15 juli 1983 is, overeenkomstig het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, voor de bewuste betrekkingen een verhouding van 53 N./47 F. toegepast.

Aanvankelijk had de Staatssecretaris bij de Vaste Commissie voor Taaltoezicht een verdeling naar rata van 55 N./45 F. voorgesteld, een verhouding die uitsluitend was gebaseerd eensdeels op het aantal telefoonabonnees respectievelijk uit het Nederlandse en Franse taalgebied en anderzijds op het aantal uit Brussel-Hoofdstad volgens de door de betrokkenen verkozen taal.

Uit de contacten met de Vaste Commissie voor Taaltoezicht is de overtuiging gegroeid dat inderdaad nog andere elementen in aanmerking behoren te worden genomen en daarom heeft de Staatssecretaris het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht gevuld om verder tijdverlies te vermijden.

Ze heeft echter de Régie T.T. opdracht gegeven, onmiddellijk een nieuw dossier voor te bereiden om zo spoedig mogelijk de taalkaders opnieuw te herzien, op basis van een meer genuanceerd en verantwoord dossier.

Anderdeels is kortelings bij de gezegde Commissie het dossier ingediend betreffende de taalkaders van de uitvoeringsdiensten van de Régie T.T. met zetel te Brussel-Hoofdstad en waarvan de werking het gehele land bestrijkt.

Voor die diensten is een verhouding 57 N./43 F. in het voorstel opgenomen.

VRAAG

Een lid stelt de vraag welke maatregelen er overwogen worden om de tewerkstelling van minder-validen bij de R.T.T. te bevorderen.

ANTWOORD

De Staatssecretaris verwijst naar de wet van 16 april 1963, betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, die bepaalt dat de Koning, bij een in Ministerraad overlegd

nombre de handicapés qui doivent être occupés dans les administrations publiques et les organismes d'intérêt public.

Dans une première phase, ce nombre est fixé à 50 pour la Régie des Télégraphes et des Téléphones. Ce nombre tient compte de l'obligation imposée à la Régie de remettre au travail des membres de son personnel qui n'ont plus qu'une capacité de travail réduite à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie ou en raison de leur âge.

Chaque année, la Régie des T.T. confie en outre aux ateliers protégés des travaux pour un montant élevé.

Le Fonds national de reclassement social des handicapés a marqué son accord en la matière et un projet d'arrêté royal visant à promouvoir la mise au travail de handicapés sera soumis dans les prochains jours au chef de l'Etat.

QUESTION

Un membre voudrait savoir comment s'opère, à la R.T.T., l'intégration de certains agents contractuels dans le cadre du personnel nommé à titre définitif.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'à la R.T.T., les agents contractuels recrutés après le 25 juillet 1972 et avant le 31 décembre 1973 ne pouvaient être nommés à titre définitif qu'après avoir réussi un concours de recrutement.

Elle ajoute que pour augmenter les chances des autres agents contractuels, la possibilité a été offerte à un certain nombre d'entre eux, en vertu de décisions spécifiques prises par ses prédécesseurs, d'accéder au cadre du personnel nommé à titre définitif par la voie d'un concours d'accession ou de promotion au grade de classeur expéditionnaire ou de correspondant adjoint.

En vertu de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, ces nominations sont interdites depuis le 1^{er} janvier 1983.

Au cours de la discussion que le Conseil des ministres a consacrée, le 29 décembre 1983, au projet d'arrêté royal n° 237 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Télégraphes et des Téléphones (paru au *Moniteur belge* du 18 janvier 1984), il a été convenu de soumettre au Conseil un projet d'arrêté royal visant à intégrer dans les cadres permanents les lauréats qui n'ont pu être nommés faute d'emplois vacants. La procédure en question a été ouverte.

QUESTION

En ce qui concerne la prime de fin d'année, un membre demande comment s'expliquent les fluctuations sensibles enregistrées depuis 1982.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que ces fluctuations sont liées exclusivement aux modalités de calcul de ces primes et que ces modalités sont fixées par voie réglementaire.

besluit, het aantal minder-validen vaststelt, die in de openbare besturen en instellingen van openbaar nut moeten tewerkgesteld worden.

Bij een eerste faze wordt bij de Regie van Telegrafie en Telefonie het aantal op 50 bepaald. Hierbij werd rekening gehouden met de aan de Regie opgelegde verplichting tot wedertewerkstelling van eigen personeelsleden, die, wegens arbeidsongeval, ziekte of ouderdom nog slechts over een verminderd prestatievermogen beschikken.

Bovendien vertrouwt de Regie T.T. jaarlijks voor belangrijke bedragen werken toe aan beschutte werkplaatsen.

Het Rijksfonds voor Sociale Reklassering van de minder-validen heeft zijn instemming betuigd en een ontwerp van koninklijk besluit tot bevordering van de tewerkstelling van minder-validen zal eerstdaags aan het Staatshoofd worden voorgelegd.

VRAAG

Een lid wenst te vernemen hoe de integratie in de vaste personeelsformatie van sommige contractuelen bij de R.T.T. verloopt.

ANTWOORD

De Staatssecretaris zegt dat bij de R.T.T. contractuelen, die geworven werden na 25 mei en vóór 31 december 1973 slechts in vast verband konden benoemd worden, mits te slagen voor een vergelijkend wervingsexamen.

Teneinde de kansen van de overblijvenden te verhogen kon een aantal contractuelen in de vaste personeelsformatie worden opgenomen via vergelijkende overgangs- en bevorderingsexamens voor klasseerde-expeditionair en adjunct-correspondent, naar aanleiding van specifieke beslissingen, die haar achtbare voorgangers troffen.

Sedert 1 januari 1983 laat het koninklijk besluit nr. 56, van 16 juli 1982 betreffende werving in sommige overheidsdiensten, soortgelijke benoeming niet meer toe.

Tijdens de besprekking, in de Ministerraad van 29 december 1983, van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de saneringsmaatregelen bij de R.T.T. (verschenen in het *Belgisch Staatsblad* nr. 237, van 18 januari 1983) werd overeengekomen dat aan de Raad een ontwerp van koninklijk besluit zal worden voorgelegd om de laureaten, die niet konden benoemd worden, bij gebrek aan vacatures, in de vaste kaders op te nemen. De procedure is ingeleid.

VRAAG

Wat de eindejaarspremie betreft wordt naar de redenen gevraagd van de grote schommelingen die ter zake sedert 1982 worden vastgesteld.

ANTWOORD

Die belangrijke verschillen zijn uitsluitend het gevolg van de wijze waarop de eindejaarstoelagen werden berekend en waarvoor de modaliteiten reglementair werden bepaald.

Pour 1982, la dépense globale a été de 612 252 000 francs et les primes individuelles qui ont été liquidées comportaient une partie forfaitaire de 8 000 francs et une partie variable égale à 2,5 p.c. du traitement.

Conformément aux instructions du Ministre du Budget, seule la partie forfaitaire de la prime a pu être liquidée en 1983 et, par conséquent, la partie variable égale à 2,5 p.c. du traitement fut supprimée.

Cela entraîna une réduction sensible du crédit en la matière qui tomba à 233 656 000 francs. Toutefois, à la suite des mesures prises en la matière par le Gouvernement, les primes ne furent pas liquidées.

Pour ce qui est de 1984, le crédit de 1 335 943 000 francs couvre les primes de fin d'année de 1983 et de 1984. Le Conseil des Ministres du 7 octobre 1983 a en effet décidé de liquider le 1^{er} juillet 1984 les primes de fin d'année de 1983 et de 1984, afin de compenser le fait qu'à partir de cette date, les traitements ne seront payés non plus à l'avance mais à terme échu.

3. Fonctionnement et extension des services

QUESTION

Un membre estime que la Régie ne tient pas compte des besoins de la clientèle, notamment en ce qui concerne le téléphone sans fil. Pour l'instant, son utilisation est interdite par la loi. Il aimeraient savoir quelles mesures on envisage de prendre pour remédier à cette situation.

REPONSE

Les appareils de téléphone sans fil qui sont déjà actuellement en vente sur le marché ne peuvent être raccordés au réseau public, étant donné qu'aucun modèle n'a encore été approuvé par la R.T.T.

L'utilisation de ces appareils suscitait un certain nombre de difficultés auxquelles il fallait trouver une solution au niveau international (CEPT), à savoir le risque que les messages émanant de ces appareils ne soient facturés à charge d'un mauvais numéro, que les conversations puissent être écoutes et la difficulté d'attribuer une fréquence adéquate. Ces problèmes sont actuellement résolus et les spécifications techniques ont été précisées. La procédure d'achat de l'appareil de la R.T.T. est en cours et les fournisseurs privés pourront également présenter leurs appareils pour approbation.

Les appareils approuvés pourront être raccordés au réseau téléphonique.

La vente d'appareils non approuvés, même ceux dont la puissance d'émission est inférieure à 10 milliwatts, est interdite par la réglementation.

QUESTION

Il est souvent question de la différenciation du coût des conversations téléphoniques en fonction de la zone.

Cette formule va-t-elle être appliquée ?

Voor 1982 was de uitgave van 612 252 000 frank gesteund op de betaling van een vast gedeelte van 8 000 frank, verhoogd met 2,5 pct. van de wedde.

Overeenkomstig de instructies van de Minister van Begroting mocht voor 1983 slechts worden voorzien in het vast gedeelte van de toelage, zodat het variabele gedeelte ten belope van 2,5 pct. van de wedde verviel.

Dit leidde tot een aanzienlijk lager krediet, nl. 233 656 000 frank. De toelage werd evenwel niet uitbetaald, ingevolge de ter zake getroffen regeringsmaatregelen.

Wat 1984 betreft, behelst het bedrag van 1 335 943 000 frank de eindejaarstoelagen voor 1983 en 1984. In de Ministerraad van 7 oktober 1983 werd immers beslist de eindejaarstoelagen voor 1983 en 1984 op 1 juli 1984 uit te betalen, ter compensatie van de uitbetaling vanaf die datum van de wedden na vervallen termijn in plaats van op voorhand.

3. Werking en uitbouw van de diensten

VRAAG

Een lid meent dat de Régie de behoeften van de cliënteel mistent o.a. inzake de draadloze telefoon. Het gebruik ervan is thans wettelijk verboden. Hij vraagt welke maatregelen men overweegt om dit te verhelpen.

ANTWOORD

De draadloze telefoon toestellen die thans reeds te koop zijn mogen niet op het openbare net worden aangesloten daar nog geen enkel model door de Régie T.T. is goedgekeurd.

Tegen het gebruik van die toestellen bestonden een aantal bezwaren waarvoor op internationaal vlak (CEPT) een oplossing diende te worden gezocht : het gevaar dat de gesprekken uitgaande van die toestellen op een verkeerd nummer zouden worden aangerekend, de kans dat gesprekken zouden worden afgeluisterd, de moeilijkheid om een geschikte frequentie toe te kennen. Die problemen zijn thans opgelost en de technische specificaties opgesteld. De aankoopprocedure voor het R.T.T.-toestel is aan de gang en de privé-leveranciers zullen eveneens hun toestellen ter goedkeuring mogen voorleggen.

Goedgekeurde toestellen zullen met het telefoonnet mogen verbonden worden.

De verkoop van niet-goedgekeurde toestellen, zelfs met een zendvermogen van minder dan 10 milliwatt, is door de reglementering verboden.

VRAAG

Vaak spreekt men van differentiatie van de kostprijs per telefoongesprek al naargelang van de zone.

Is een toepassing in 't verschiet ?

REPONSE

Dans sa réponse, le Ministre signale que l'instauration du comptage de la durée en trafic téléphonique zonal (P.P.M.) est déjà envisagée depuis longtemps.

Une demande de prix a été adressée aux constructeurs des centraux téléphoniques utilisés par la R.T.T. Cette demande porte notamment sur le coût afférent aux différentes modalités d'introduction du P.P.M. en trafic zonal : ces modalités ont trait aux possibilités du système et établissent, en outre, une distinction entre la zone bruxelloise et l'ensemble de la Belgique.

Les prix indiqués tiennent compte de l'instauration du P.P.M. comme une facilité supplémentaire dans le cadre du système actuel et partent de l'hypothèse que toutes les livraisons et tous les travaux seront faits par les constructeurs eux-mêmes.

Prix obtenus :

Pour l'instauration du système dans la zone bruxelloise : de 459 millions de francs à 1 046 millions de francs en fonction de l'option retenue; pour l'introduction du système dans toute la Belgique : de 2 595 millions de francs à 4 478 millions de francs.

Ces prix sont valables jusqu'à la moitié de 1984. Ils concernent la mise en œuvre définitive d'une seule option. Si l'option plus poussée devait être réalisée progressivement par l'instauration et l'extension des options plus simples, il en résulterait un supplément de coût important.

En fonction de l'option retenue, le délai de livraison est estimé à 41 à 48 mois, à dater de la commande.

Le coût de l'instauration du P.P.M. est surtout déterminé par la transformation des centraux classiques, électromécaniques, et principalement des centraux sans taxation autonome.

Par conséquent, si le P.P.M. est mis en place après le renouvellement de ces centraux, ceci permettrait de réduire sensiblement le coût, pour autant que ce renouvellement soit nécessaire pour d'autres raisons.

Il n'est toutefois pas possible d'attendre le renouvellement complet du système de commutation.

Une alternative possible serait d'introduire graduellement le P.P.M., par exemple par zone, en utilisant les renouvellements qui seraient concentrés dans ces zones.

A cet égard, il convient de noter qu'une part plus que proportionnelle des recettes supplémentaires que l'on peut espérer de l'introduction du P.P.M. ira aux grandes zones et surtout à celle de Bruxelles.

Une autre alternative serait d'instaurer le P.P.M. pour les abonnés dont le raccordement n'entraînerait qu'un coût supplémentaire très réduit (centraux semi-électroniques et, dans une moindre mesure, centraux électromécaniques à taxation autonome). A ce propos, il convient cependant de faire observer qu'une grande partie des clients les plus inté-

ANTWOORD

In zijn antwoord wijst de Minister erop dat de invoering van de tijdsduurtelling in zonaal telefoonverkeer (P.P.M.) reeds geruime tijd overwogen wordt.

Er is een prijsvraag gericht aan de constructeurs van de door de R.T.T. gebruikte telefooncentrales. Hierbij werd de kostprijs gevraagd voor verschillende modaliteiten van invoering van P.P.M. in zonaal verkeer : deze modaliteiten betreffen de mogelijkheden van het systeem en maken daarnaast het onderscheid tussen invoering voor de zone Brussel en invoering voor gans België.

De aangegeven prijzen zien het invoeren van P.P.M. als een bijkomende faciliteit van het huidige systeem en gaan uit van de veronderstelling dat alle leveringen en werken gebeuren door de constructeurs zelf.

Bekomen prijzen :

Voor invoering in de zone Brussel : van 459 miljoen frank tot 1 046 miljoen frank naargelang van de gekozen optie; voor invoering in gans België : van 2 595 miljoen frank tot 4 478 miljoen frank.

Deze prijzen zijn geldig medio 1984 en betreffen de definitieve invoering van één optie. Wanneer de meest geavanceerde optie progressief zou worden gerealiseerd door invoering en uitbreiding van de meer eenvoudige opties, kan een belangrijke meerkost worden verwacht.

In functie van de gekozen optie wordt de leveringstermijn geraamd op 41 tot 48 maanden, te rekenen vanaf bestelling.

De kostprijs van invoering van P.P.M., staat vooral in verband met de ombouw van de klassieke, elektromechanische centrales, vooral deze zonder autonome taxatie.

Het invoeren van P.P.M. na vernieuwing van deze centrales, zou dan ook een belangrijke kostenreductie betekenen, voor zover deze vernieuwing vereist is om andere redenen.

Wachten op de volledige vernieuwing van het commutatiesysteem is echter niet mogelijk.

Een mogelijk alternatief zou erin kunnen bestaan P.P.M. geleidelijk in te voeren, bijvoorbeeld per zone, daarbij gebruik makende van de vernieuwingen die in deze zones zouden geconcentreerd worden.

In dit verband is aan te stippen dat aan de grote zones, en dan vooral aan de zone Brussel, een meer dan evenredig deel der, door invoering van P.P.M. te verwachten meerontvangsten kan worden toegeschreven.

Een laatste alternatief zou erin bestaan de P.P.M. in te voeren voor deze abonnees waar dit met zeer kleine meerkosten kan gebeuren (semi-elektronische centrales en, in mindere mate, elektromechanische centrales met autonome taxatie). Hierbij is echter op te merken dat een groot deel der meest interessante klanten wellicht buiten de toepassing van

ressants ne seront sans doute pas concernés par l'application du P.P.M. et, qu'en outre, celle-ci nécessiterait une structure tarifaire très complexe.

QUESTION

La définition des circonscriptions par zones varie; les abonnés des petites zones sont désavantagés. Compte-t-on remédier à cette situation ?

REPONSE

Une nouvelle structure tarifaire est à l'étude. Une analyse approfondie du trafic s'impose pour pouvoir définir une politique tarifaire bien articulée.

L'équilibre financier de la Régie T.T. ne peut en effet être mis en péril.

Le problème des possibilités plus restreintes offertes en matière de trafic zonal à un abonné d'une petite zone par rapport à un abonné appartenant à une grande zone n'est pas perdu de vue. Il est particulièrement aigu dans les zones frontalières.

Certes, les possibilités plus limitées qu'a un abonné d'une zone petite ou moyenne de passer des communications au tarif zonal sont déjà compensées dans une certaine mesure par la différence non négligeable de la redevance de l'abonnement en fonction du nombre d'abonnés d'une zone, mais le problème n'en reste pas moins réel.

Aussi le Secrétaire d'Etat fera-t-il étudier une solution adéquate de portée générale.

Comme il n'est pas possible de modifier la structure technique du réseau téléphonique de manière radicale sans engager des frais énormes qui ne seraient en outre daucune utilité pour l'exploitation, on envisage une nouvelle répartition administrative qui serait basée sur la fusion d'un certain nombre de petites et moyennes zones en circonscriptions tarifaires.

Les « circonscriptions tarifaires » devraient être constituées par des zones présentant un maximum d'affinités mutuelles sur le plan économique, social, géographique et administratif. Ce dernier objectif ne pourra toutefois jamais être réalisé de manière intégrale.

Compte tenu des nombreuses implications, une telle modification ne peut être escomptée qu'à plus ou moins long terme.

Ci-après figure pour information la répartition des zones en fonction du nombre d'abonnés.

Décembre 1983

P.P.M. zouden vallen en dat bovendien een zeer ingewikkelde tarievenstructuur zou ontstaan.

VRAAG

De gebiedsomschrijving per zone is uiteenlopend; abonnees van kleine zones zijn benadeeld. Komt hierin verandering ?

ANTWOORD

De studie van een nieuwe tariefstructuur is aan de gang. Een grondige analyse van het verkeer is noodzakelijk om een wel doordachte tarievenpolitiek te kunnen vastleggen.

Het financieel evenwicht van de Regie T.T. mag immers niet in het gedrang worden gebracht.

De geringere potentiële gelegenheid die een telefoon-abonnee van een kleine zone op het stuk van zonaal verkeer wordt geboden, in vergelijking met een abonnee die tot een grote zone behoort, wordt niet uit het oog verloren. De kwestie doet zich bijzonder gevoelen in grenszones.

Weliswaar worden de beperkter mogelijkheden die een abonnee van een kleine of middelgrote zone heeft om tegen zonaal tarief met zijn medeaangeslotenen te telefoneren, reeds enigermate gecompenseerd door het niet-onaanzielijke verschil in abonnementsgeld naargelang van het aantal abonnees in een zone, maar het probleem blijft niettemin reëel.

Daarom zal de Staatssecretaris in het algemeen een passende oplossing doen bestuderen.

Daar aan de technische structuur van het telefoonnet niet op ingrijpende wijze kan worden geraakt zonder enorme kosten te veroorzaken die voorts van geen enkel nut zijn voor de exploitatie, wordt gedacht aan een administratieve herindeling door samenvoeging van een aantal kleine en middelgrote zones in tariefgebieden.

De zogenaamde « tariefgebieden » zouden dienen te worden gevormd door zones die zoveel mogelijk onderlinge affiniteten vertonen op economisch, sociaal, aardrijkskundig en administratief vlak. Dat laatste zal evenwel nooit volledig kunnen worden bewerkstelligd.

Gelet op de vele implicaties, kan zo'n wijziging pas op min of meer lange termijn worden verwacht.

Hierna ter informatie de indeling van de zones volgens het aantal abonnees.

December 1983

Nombre d'abonnés
Aantal abonnees

A. Grande zone. — Grote zone

100 000 abonnés et plus. — 100 000 en meer abonnees

Bruxelles. — Brussel	580 102
Anvers. — Antwerpen	380 238
Liège. — Luik	183 390

	Nombre d'abonnés Aantal abonnees
Gand. — <i>Gent</i>	182 770
Charleroi	144 742
Hasselt	136 497
Courtrai. — <i>Kortrijk</i>	84 156
+ Mouscron. — <i>Moeskroen</i>	19 871 } 104 027
Total. — <i>Totaal</i>	1 711 766

B. Zone moyenne. — *Middelgrote zone*

Au moins 25 000 abonnés et moins de 100 000 abonnés. —
Minstens 25 000 en minder dan 100 000 abonnees

Bruges. — <i>Brugge</i>	87 399
Louvain. — <i>Leuven</i>	82 080
Herentals	76 456
Mons. — <i>Bergen</i>	65 097
Roulers. — <i>Roeselare</i>	64 449
Malines. — <i>Mechelen</i>	58 391
Verviers	54 779
Namur. — <i>Namen</i>	53 394
Alost. — <i>Aalst</i>	44 864
Tournai. — <i>Doornik</i>	42 157
La Louvière	41 126
Termonde. — <i>Dendermonde</i>	40 149
Ostende. — <i>Oostende</i>	39 427
Wavre. — <i>Waver</i>	31 643
Nivelles. — <i>Nijvel</i>	27 738
Total. — <i>Totaal</i>	809 149

Petite zone. — *Kleine zone*

Moins de 25 000 abonnés. — *Minder dan 25 000 abonnees*

Huy. — <i>Hoei</i>	23 811
Ninove	23 623
Renaix. — <i>Ronse</i>	23 687
Arlon. — <i>Aarlen</i>	22 618
Diest	22 713
Ypres. — <i>Ieper</i>	21 090
Furnes. — <i>Veurne</i>	19 150
Libramont	18 722
Stavelot	17 834
Ath. — <i>Aat</i>	16 770
Waregem. — <i>Borgworm</i>	14 951
Marche (Jemelle)	13 909
Tongres. — <i>Tongeren</i>	13 573
Dinant	12 481
Chimay	10 248
Ciney	8 981
Durbuy (Barvaux)	7 550
Bastogne. — <i>Bastenaken</i>	5 458
Total. — <i>Totaal</i>	297 169

Total général. — *Algemeen totaal* 2 818 084

QUESTION

Le raccordement d'habitations et de constructions isolées entraîne des frais énormes. Un tarif approprié ne devrait-il pas dans ce cas être appliqué ?

REPONSE

A ce propos, le Secrétaire d'Etat répond qu'à l'exception des cas où est prescrit un raccordement sous le régime de l'abonnement temporaire (art. 6, 2^e, de l'arrêté ministériel du 20 septembre 1978), à savoir pour un raccordement dans un abri qui peut être facilement déplacé, une baraque sur un chantier ou une autre construction temporaire, une construction définitive ou non dans un parc récréatif ou un camping et en général, dans une construction qui ne peut être considérée comme définitive, il est fait application du principe de l'imputation des frais de raccordement forfaitaire sans exception.

La Régie T.T. exploite son réseau dans l'intérêt général et ne peut donc préjudicier certaines catégories d'usagers, tels que par exemple les habitants d'une ferme isolée. Les dérogations pour cas exceptionnels doivent d'ailleurs également être écartées pour les raisons suivantes : il est difficile de déterminer des critères, leur application suscite également des difficultés et constitue une source de réclamations et d'interventions.

QUESTION

Un membre de la Commission demande alors l'état de la question sur les nouveaux services informatiques et leur commercialisation à la Régie.

REPONSE

Si, pour de futurs services nouveaux tels que visioconférence et téléécriture, des études et normalisations sont en cours, le Secrétaire d'Etat annonce par contre que plusieurs services sont en exploitation commerciale depuis plus d'un an : le service de transmission de données qui couvre actuellement tout le pays et le service de télécopie à distance. En ce qui concerne le télépaiement ou « banque à domicile », la R.T.T. a mis sur le marché un nouveau poste télématique appelé Téledata qui permettra la vérification des cartes de crédits et les transferts électroniques de fonds.

Cette année 1984, trois services importants seront commercialisés : le vidéotex, le télétex et le service de messages électroniques.

Le vidéotex interactif démarra par une expérience limitée à environ 1 000 abonnés du secteur professionnel répartis dans plusieurs secteurs du monde des affaires.

Dans le deuxième semestre 1984, le télétex sera lancé.

Cette technique qui allie le traitement de textes et leur transmission à distance est une étape importante dans l'évolution de la bureautique; plus de 100 firmes sont déjà intéressées par ce service qui placerait la Belgique dans les cinq premiers pays à lancer ce système.

Enfin, pour le service de messagerie électronique, on envisage une commercialisation d'ici quelques mois.

VRAAG

De aansluiting van afgelegen woningen en constructies vergt hoge kosten. Is een aangepast tarief hier niet wenselijk ?

ANTWOORD

In verband met deze aangelegenheid antwoordt de Staatssecretaris dat met uitzondering van de gevallen waarin een aansluiting onder het stelsel van het tijdelijk abonnement is voorgeschreven (art. 6, 2^e, van het ministerieel besluit van 20 september 1978), namelijk : voor een aansluiting in een gemakkelijk verplaatsbaar object, een bouwkeet of een andere tijdelijke optrek, een al dan niet definitieve constructie in een recreatiepark of camping en in het algemeen, in een constructie die niet als definitief kan worden aangezien, het principe van de aanrekening van forfaitaire aansluitingskosten zonder uitzondering wordt toegepast.

De Regie T.T. exploiteert in het algemeen belang en mag dus sommige categorieën van gebruikers niet benadelken, zoals bijvoorbeeld de bewoners van een afgelegen hoeve. Afwijken in uitzonderlijke gevallen dienen trouwens ook om de volgende redenen te worden afgewezen : het bepalen van criteria is moeilijk, de toepassing ervan levert eveneens moeilijkheden op en is een bron van klachten en interventies.

VRAAG

Een lid vraagt naar de stand van zaken bij de nieuwe informaticadiensten en hun commercialisering bij de R.T.T.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat voor nieuwe diensten zoals visioconferentie en telescriptor studies en normalisaties aan de gang zijn, maar dat verscheidene diensten sinds meer dan een jaar commercieel geëxploiteerd worden : de dienst gegevensoverbrenging die thans het gehele land bestrijkt en de dienst telecopie. Wat de telebetalung of « bank ten huize » betreft, heeft de R.T.T. een nieuwe telecommunicatiestoel op de markt gebracht, dat Teledata heet en de controle van de kredietkaarten en de elektronische overmaking van gelden mogelijk zal maken.

Nog in 1984 zullen drie belangrijke diensten worden gecommercialiseerd : videotex, teletex en de elektronische berichtendienst.

De interactieve videotex zal starten met een experiment, beperkt tot ongeveer 1 000 abonnees in de beroepssector, verspreid over verscheidene sectoren van de zakenwereld.

In het tweede semester van 1984 wordt met teletex gestart.

Deze techniek die de tekstverwerking verbindt met de tekstoverbrenging op afstand is een belangrijke fase in de ontwikkeling van de bureautica; reeds meer dan 100 firma's tonen belangstelling voor die dienst, en België zou één van de eerste vijf landen zijn die het systeem ingang doen vinden.

Voor de elektronische berichtendienst tenslotte, zou de commercialisering over enkele maanden een aanvang nemen.

Rappelons que par ce système, les usagers ont accès, grâce à un terminal connecté au réseau de télécommunication, à une sorte de boîte aux lettres par l'intermédiaire de laquelle ils peuvent se communiquer des informations. Une « boîte aux lettres » est réservée à chaque usager et un abonné peut, à tout moment, interroger sa boîte aux lettres et demander de visualiser la liste des messages qui lui sont adressés.

QUESTION

Prévoit-on d'augmenter le nombre des cabines téléphoniques publiques et que compte-t-on faire pour lutter contre le vandalisme croissant ?

REONSE

En ce qui concerne l'extension du nombre de cabines téléphoniques, la R.T.T. a élaboré un programme pluriannuel qui prévoit que jusqu'en 1988, 800 nouvelles cabines seront ajoutées chaque année.

Selon le Ministre, cela portera le nombre des cabines à environ 13 000 d'ici à la fin de 1988.

De plus, une attention toute particulière est consacrée à la mise en place d'appareils « telecard », étant donné que ce type d'appareil présente les avantages suivants :

- il n'est plus nécessaire de recueillir l'argent;
 - le trafic est plus intensif, ce qui augmente les recettes;
 - on ne constate pratiquement aucune fraude ni vandalisme (en 1983, il n'y a eu que 23 actes de vandalisme pour 509 appareils);
 - la R.T.T. peut déjà disposer d'avance des recettes.

L'année passée, la Régie a dès lors fait l'acquisition des 1 500 appareils « telecard », dont les 1 000 derniers seront installés en 1984 et en 1985.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le degré de vandalisme diminue dans les cabines téléphoniques.

Malgré cette constatation, de nouvelles mesures sont prises pour lutter encore plus efficacement contre les dépravations dans les cabines.

C'est dans cette optique qu'a été lancée la campagne « adoptez une cabine téléphonique ». Pour l'instant, une soixantaine d'écoles primaires sont associées à l'entretien et à la protection des cabines.

Wijzen wij erop dat de gebruikers, dank zij een terminal verbonden met het telecommunicatienet, toegang hebben tot een soort brievenbus, door middel waarvan zij elkaar informatie kunnen overbrengen. Voor elke gebruiker is er een « brievenbus » en een abonnee kan op elk ogenblik zijn eigen brievenbus ondervragen, en vragen om de lijst van berichten die hem zijn overgezonden in beeld te brengen.

VRAAG

Voorziet men in een opvoering van de openbare telefooncellen en wat gaat men ondernemen om het stijgend vandalisme tegen te gaan?

ANTWOORD

De R.T.T. heeft aangaande de uitbreiding van het aantal telefooncellen een meerjarenplan uitgewerkt waarin voorzien wordt dat, tot 1988, per jaar, 800 nieuwe cellen worden bijgeplaatst.

Aldus zal volgens de Minister het aantal cellen einde 1988 ongeveer 13 000 bedragen.

Er wordt daarenboven veel belang gehecht aan de opstelling van telecard-toestellen omdat dit type tal van voordeelen biedt, nl. :

- geldophaling is niet meer nodig;
 - het verkeer is intensiever, wat tot meer inkomsten leidt;
 - er wordt nagenoeg geen fraude en vandalisme vastgesteld (in 1983 slechts 23 daden van vandalisme voor 509 toestellen);
 - de R.T.T. kan reeds vooraf over de ontvangsten beschikken.

Vorig jaar werden dan ook 1 500 telecard-toestellen aangekocht waarvan de laatste 1 000 in 1984 en 1985 zullen worden opgesteld.

Zoals blijkt uit de onderstaande tabel daalt het vandalisme in de telefooncellen.

Ondanks deze vaststelling worden nieuwe maatregelen getroffen om de beschadigingen van de cellen nog meer tegen te gaan.

Zo werd gestart met de actie « adopteer een telefooncel ». Momenteel worden aldus een 60-tal lagere scholen bij het onderhoud en de beveiliging van de cellen betrokken.

L'aménagement d'un nombre plus important de coupoles téléphoniques avec coffre-fort et coupole transparente et placées à des endroits bien visibles aura sans nul doute un effet favorable.

Par ailleurs, le public est davantage sensibilisé par des communiqués de presse ainsi que par des avis apposés sur les cabines elles-mêmes et la surveillance de la police sur les cabines est renforcée.

Tous les nouveaux appareils à pièces sont pourvus d'une enveloppe en acier et le coffret est séparé de l'appareil, de sorte que celui-ci n'est pas endommagé en cas de vol.

Enfin, on est occupé à mettre au point un système de « télé-alarme » et de « télé-entretien », qui signalera automatiquement certains dérangements et actes de vandalisme au central téléphonique.

Dans le courant du mois d'avril prochain, ce nouveau système sera expérimenté dans la zone de Bruxelles.

QUESTION

Un membre s'inquiète de savoir si aucun engagement n'a été contracté avec la firme Bell Telephone en vue du prochain renouvellement des conventions en matière d'installations de commutation, à l'occasion des tractations menées pour le dossier Promedia, ce qui affaiblirait la position de monopole de la R.T.T.

REPONSE

Le Ministre répond formellement par la négative.

QUESTION

Pourquoi la Belgique occupe-t-elle la dernière place sur la liste des pays industrialisés en ce qui concerne la densité du réseau téléphonique ?

REPONSE

En Belgique, la densité du réseau téléphonique est en effet sensiblement moins importante que dans les pays voisins.

Ceci s'explique incontestablement par la nature et la mentalité de la population.

C'est ainsi qu'il n'existe pas seulement d'importantes différences de densité entre les régions urbaines et rurales, mais aussi d'une région à l'autre.

A titre d'illustration et de comparaison, voici quelques chiffres :

Circonscription T.T. Bruxelles : 38;

Réseau Stro : 55.

Circonscription T.T. Anvers : 29,5;

Réseau Anvers-Central : 59;

Réseau Sint-Gillis-Waas : 19.

Het opstellen van meer openkapcellen met versterkte kluis en doorzichtbare kap, op duidelijk zichtbare plaatsen zal zonder twijfel eveneens een gunstig effect tot gevolg hebben.

Verder wordt het publiek, door persmededelingen alsmede berichten op de cellen zelf, meer gesensibiliseerd en het politietoezicht op de cellen verscherpt.

Alle nieuwe munttelefoonpostellen zijn van een stalen mantel voorzien en de geldkoffer is van het toestel gescheiden zodat het toestel bij diefstal niet wordt beschadigd.

Tot slot wordt gewerkt aan een systeem « telealarm » en « teleonderhoud » waardoor bepaalde storingen en daden van vandalisme automatisch aan de telefooncentrale worden gemeld.

In de loop van de maand april ek. zal het nieuwe systeem in de zone Brussel worden beproefd.

VRAAG

Een lid wenst te vernemen of een verbintenis is aangegaan met de firme Bell Telephone voor de eerstvolgende vernieuwing van de overeenkomsten inzake commutatie-instellingen naar aanleiding van de geheime onderhandelingen in verband met het dossier Promedia, hetgeen de monopoliepositie van de R.T.T. zou verzwakken.

ANTWOORD

De Minister antwoordt uitdrukkelijk ontkennend.

VRAAG

Waarom komt België achteraan op de lijst van de industrielanden wat betreft de telefoondichtheid.

ANTWOORD

De telefoondichtheid is in België inderdaad gevoelig lager dan de in ons omringende landen.

De oorzaken daarvan zijn ongetwijfeld gelegen in de aard en mentaliteit van de bevolking.

Zo zijn er immers niet alleen reeds belangrijke verschillen in telefoondichtheid in stedelijke en landelijke gebieden, maar ook tussen de regio's onderling.

Ter illustratie en vergelijking, geef ik hierna enkele cijfers (per 100 inwoners) :

Gewest T.T. Brussel : 38;

Net Stro : 55.

Gewest T.T. Antwerpen : 29,5;

Net Antwerpen-Centraal : 59;

Net Sint-Gillis-Waas : 19.

Bastogne	72	Bastogne	72
Bruges	571	Brugge	571
Bruxelles	6 920	Brussel	6 920
Charleroi	4 083	Charleroi	4 083
Chimay	161	Chimay	161
Ciney	64	Ciney	64
Termonde	381	Dendermonde	381
Diest	187	Diest	187
Dinant	144	Dinant	144
Durbuy	288	Durbuy	288
Gand	1 153	Gent	1 153
Hasselt	1 978	Hasselt	1 978
Herentals	942	Herentals	942
Huy	261	Huy	261
Ypres	88	Ieper	88
Courtrai (dont 548 au C.E. de Mouscron)	1 393	Kortrijk (waarvan 548 in E.C. Moeskroen)	1 393
La Louvière	2 998	La Louvière	2 998
Louvain	1 093	Leuven	1 093
Libramont	195	Libramont	195
Liège	5 321	Liège	5 321
Marche	184	Marche	184
Malines	458	Mechelen	458
Mons	1 953	Mons	1 953
Namur	361	Namur	361
Ninove	97	Ninove	97
Nivelles	730	Nivelles	730
Ostende	228	Oostende	228
Roulers	954	Roeselare	954
Renaix	265	Ronse	265
Stavelot	168	Stavelot	168
Tongres	229	Tongeren	229
Tournai	536	Tournai	536
Verviers	644	Verviers	644
Furnes	99	Veurne	99
Waregem	225	Waregem	225
Wavre	248	Wavre	248
Total	40 351	Totaal	40 351

QUESTION

Liaison radio sol-train à l'usage du public.

REPONSE

Le réseau mobilophone actuel ne permet pas du point de vue technique de lancer des appels téléphoniques à partir de trains.

Le réseau mobilophone de la nouvelle génération, qui sera mis en service en 1986, offrira une solution technique optimale pour une telle utilisation.

Si un jour, le besoin du téléphone dans les trains se faisait sentir, des appareils adaptés à cet usage spécifique pourraient être mis en service. A ce moment, il conviendrait

VRAAG

Verbinding grond-trein ten behoeve van de reizigers.

ANTWOORD

Technisch gezien, laat het huidig mobilofoonnet geen telefonische oproepen van uit de trein toe.

Het mobilofoonnet van de nieuwe generatie, dat in 1986 in dienst zal gesteld worden, zal echter wel een optimale technische oplossing bieden voor dergelijk gebruik.

Mocht er op dat tijdstip een werkelijke behoefte bestaan aan een telefoon in de trein, dan zouden speciaal hiervoor aangepaste toestellen in gebruik genomen kunnen worden.

(1) Chiffres non encore disponibles.

(1) Cijfers nog niet beschikbaar.

On peut déduire de ces données que les coûts de pose des câbles par le personnel de la Régie T.T. sont en général plus élevés que les poses de câbles par des sociétés privées.

Il ne faut toutefois pas en tirer des conclusions hâtives car :

1. Les équipes de pose de câbles de la R.T.T. servent principalement à exécuter de petits travaux, mais des travaux difficiles et très urgents, ne permettant pas de recourir à des machines.

Les travaux courants et importants sont attribués à des sociétés privées. Il s'agit d'habitude de travaux de terrassement en profondeur avec réfection ou non de la chaussée.

2. Le coût d'un travail exécuté par les équipes de la R.T.T. est influencé défavorablement par la petite échelle de ces travaux.

Dans certains cas, le coût obtenu n'est dès lors nullement significatif. Le montant élevé engagé pour la circonscription T.T. de Verviers, par exemple, s'explique par le fait que des sections très peu importantes atteignant à peine 3 et 5 km ont été posées par le personnel de la Régie pendant les années susvisées, ce qui donne évidemment une moyenne non réaliste.

3. Certaines circonscriptions T.T., telles que par exemple celle de Malines affectent également leurs équipes de pose à des travaux courants.

Il ressort des chiffres fournis que dans des conditions identiques, elles sont tout à fait à même de faire face à la concurrence.

Uit deze gegevens kan men afleiden dat de kosten van kabelleggingen door personeel van de Regie T.T. in het algemeen hoger zijn dan kabelleggingen door privé-firma's.

Men mage daaruit echt geen overhaaste conclusies trekken, want :

1. De kabelploegen van de R.T.T. worden hoofdzakelijk ingezet voor kleine, doch moeilijke en ook zeer dringende werken, waarbij weinig machines kunnen worden ingezet.

De courante en omvangrijke werken worden toegewezen aan privé-firma's. Het betreft dan veelal graafwerken in volle grond, al dan niet met herbestrating.

2. De kostprijs voor een werk uitgevoerd door R.T.T.-ploegen wordt ongunstig beïnvloed door de kleinschaligheid.

In sommige gevallen is de bekomen kostprijs dan ook geenszins significant. De hoge bedragen voor het gewest T.T. Verviers bijvoorbeeld vinden hun oorsprong in de uiterst gering eigen kabelleggingen van respectievelijk amper 3 en 5 km voor de vermelde jaren, hetgeen uiteraard resul teert in een niet-realistisch gemiddelde.

3. Sommige gewesten T.T. zoals bijvoorbeeld Mechelen zetten hun eigen kabelploegen ook in voor courante kabelleggingen.

Uit de verstrekte cijfers blijkt dat ze in gelijkblijvende omstandigheden alvast de concurrentie aankunnen.

4. Télégraphe**QUESTION**

Il semblerait que l'on envisage de fermer certains bureaux des télégraphes. Quels seront les critères appliqués et comment se présente la situation par région.

REPONSE

Sauf quelques exceptions, la fermeture de bureaux des télégraphes ne concerne que la période des week-ends, les bureaux n'étant utilisés effectivement, au cours de ceux-ci, que pendant une durée de 4 heures à moins de 8 heures.

Les bureaux visés sont les suivants :

a) Fermeture de 19 bureaux les dimanches et jours fériés

Région flamande : 12

Alost, Bruges, Termonde, Dixmude, Grammont, Hasselt, Courtrai, Louvain, Menin, Ostende, Tongres, Waregem.

Région wallonne : 7

Arlon, Ath, Mons, Dinant, Mouscron, Namur, Verviers.

Bureaux restant ouverts :

Bruxelles-C

Anvers-C, Gand-C, Aéroport de Zaventem

Charleroi-S

Liège-C

b) Fermeture de 26 bureaux le samedi

Région flamande : 17

Boom, Brasschaat, Diest, Dixmude, Grammont, Herentals, Ypres, Izegem, Knokke, Lierre, Menin, Ninove, Renaix, Saint-Trond, Tongres, Vilvorde, Waregem.

Région wallonne : 9

Arlon, Ath, Eupen, Jemelle, Libramont, Malmedy, Tamines, Waregem.

Restent ouverts :

Région flamande : 17

Alost, Asse, Bruges, Termonde, Courtrai, Furnes, Genk, Hal, Hasselt, Louvain, Malines, Ostende, Roulers, Saint-Nicolas, Anvers-C, Gand-C, aéroport de Zaventem.

Région wallonne : 15

Mons, Braine-l'Alleud, Braine-le-Comte, Dinant, Huy, La Louvière, Mouscron, Namur, Nivelles, Seraing, Tournai, Verviers, Wavre, Liège, Charleroi.

Bruxelles-Midi.

Bruxelles-C.

4. Telegraaf**VRAAG**

Men overweegt een sluiting van telegraafkantoren; volgens welke criteria wordt dit toegepast en graag een overzicht per gewest ?

ANTWOORD

De sluiting van telegraafkantoren heeft behalve een paar uitzonderingen slechts betrekking op de weekendprestaties waar er slechts een werkelijke benutting is van 4 tot minder dan 8 uur.

De volgende kantoren zijn er bij betrokken :

a) Sluiting op zon- en feestdagen van 19 kantoren

Vlaamse : 12

Aalst, Brugge, Dendermonde, Diksmuide, Geraardsbergen, Hasselt, Kortrijk, Leuven, Menen, Oostende, Tongeren, Waregem.

Waalse : 7

Aarlen, Aat, Bergen, Dinant, Moeskroen, Namen, Verviers.

Blijven open :

Brussel-C

Antwerpen-C, Gent-C, Luchthaven Zaventem

Charleroi-S

Luik-C.

b) Sluiting op zaterdag van 26 kantoren

Vlaamse : 17

Boom, Brasschaat, Diest, Diksmuide, Geraardsbergen, Herentals, Ieper, Izegem, Knokke, Lier, Menen, Ninove, Ronse, Sint-Truiden, Tongeren, Vilvoorde, Waregem.

Waalse : 9

Aarlen, Aat, Borgworm, Eupen, Jemelle, Libramont, Malmedy, Quiévrain, Tamines.

Blijven open :

Vlaamse : 17

Aalst, Asse, Brugge, Dendermonde, Kortrijk, Veurne, Genk, Halle, Hasselt, Leuven, Mechelen, Oostende, Roeselare, Sint-Niklaas, Antwerpen-C, Gent-C, Zaventem-Luchthaven.

Waalse : 15

Bergen, Eigenbrakel, 's-Gravenbrakel, Dinant, Hoei, La Louvière, Moeskroen, Namen, Nijvel, Seraing, Doornik, Verviers, Waver, Luik, Charleroi.

Brussel-Zuid.

Brussel-C.

QUESTION

Il est prétendu que le prix payé pour les télégrammes est inférieur à leur coût, qui s'élèverait à quelque 900 à 960 francs par exemplaire. Est-ce exact, et que peut-on faire pour remédier à cette situation ?

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat confirme que ces chiffres sont exacts. L'exploitation du service des télégraphes est fort déficitaire. Il n'y eut pas moins de 1,131 milliard de francs de déficit d'exploitation en 1982 et l'on a atteint à peu près le même chiffre en 1983.

Un certain nombre de mesures ont déjà été prises en vue de l'assainissement du télégraphe. C'est ainsi que :

- les quatre bureaux temporaires de la côte n'ont plus été ouverts depuis la saison 1983;
 - la durée d'ouverture des bureaux des télégraphes est écourtée les samedis et dimanches;
 - vingt-six bureaux sont fermés le samedi et il n'y aura plus que cinq grands bureaux ouverts les dimanches et jours fériés;
 - la durée d'ouverture d'un certain nombre de bureaux les jours ouvrables sera fortement écourtée et certains bureaux seront supprimés.

La suppression des télégrammes de luxe qui représentaient quelque 52 p.c. du total des télégrammes et qui constituaient un poste fort déficitaire est une autre mesure importante.

Cette suppression permettra de mieux répartir le personnel et d'organiser les services d'une manière plus rationnelle. Pour le début du mois d'avril 1984, la Régie des postes lancera sur le marché le postogramme, qui viendra en lieu et place du télégramme de luxe.

Bien que l'on envisage déjà depuis longtemps de procéder à une adaptation des tarifs, il a fallu y surseoir en attendant que les mesures de rationalisation précitées puissent être appliquées effectivement.

Il n'est possible d'obtenir un résultat positif dans ce secteur de services, résultat qui se traduirait par un endiguement progressif du déficit, que par l'effet combiné de mesures d'assainissement et des adaptations justifiées des tarifs.

Les tarifs figurant ci-dessous sont soumis actuellement à l'avis de la Commission des prix.

VRAAG

Men zegt dat de kostprijs van de telegrammen verlieslatend is en men spreekt van 900 à 960 frank per exemplaar; is dit juist en wat kan hier tegen ondernomen worden?

ANTWOORD

Men kan bevestigen dat deze cijfers inderdaad juist zijn. De telegraafexploitatie is sterk verlieslatend. Het exploitatieverlies beliep in 1982 niet minder dan 1 131 miljard frank en in 1983 bedroeg het ongeveer evenveel.

In verband met de sanering van de telegraaf zijn reeds een aantal maatregelen getroffen, namelijk:

- de vier tijdelijke kustkantoren zijn sinds het seizoen 1983 niet meer opengesteld;
 - de openstelling van telegraafkantoren zaterdags en zondags wordt ingekrompen;
 - op zaterdagen worden zesentwintig kantoren gesloten en op zon- en feestdagen zullen nog slechts vijf grote kantoren open blijven;
 - op werkdagen worden de openstellingsuren van een aantal kantoren merkelijk ingekrompen terwijl nog andere kantoren worden afgeschaft.

Een andere belangrijke maatregel is de afschaffing van de luxe-telegrammen die circa 52 pct. van het totaal verkeer vertegenwoordigen en die een grote verliespost zijn.

De afschaffing zal het mogelijk maken het personeel beter te verdelen en de diensten rationeler in te richten. In de plaats van de luxe-telegrammen zal de Regie der Posterijen de Postogram op de markt brengen tegen begin april 1984.

Alhoewel een aanpassing van de tarieven al lang werd overwogen diende zij steeds verdaagd tot de bovenvermelde maatregelen tot rationalisering daadwerkelijk zouden kunnen worden doorgevoerd.

Een gunstig effect nl. een geleidelijke indijking van het deficit in die diensttak, kan slechts de resultante zijn van het samenspel tussen saneringsmaatregelen en een verantwoorde tarifaanpassing.

De hieronder vermelde voorgestelde nieuwe tarieven zijn thans voor advies voorgelegd aan de Prijzencommissie.

5. Radios libres, programmes radio, télédistribution, C.B., redevances radio et télévision

QUESTION

Un membre déclare que, la semaine dernière, plusieurs journaux ont publié des articles préconisant que l'on accorde des autorisations pour des radios régionales qui seraient gérées et exploitées par la presse. Il aimeraient savoir si le Secrétaire d'Etat a l'intention de réservé une suite favorable à cette demande.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat fait tout d'abord remarquer qu'avant de pouvoir envisager la délivrance de semblables autorisations, il faudrait tout d'abord créer le cadre réglementaire qui lui donnerait le droit de délivrer ce genre d'autorisation.

Autoriser des radios régionales signifie en effet que les prescriptions techniques actuelles (100 watts de puissance et antenne de 35 mètres maximum émettant en monophonie, ce qui permet une portée de 8 km) devraient être remplacées par d'autres permettant une portée beaucoup plus grande.

Or, la bande FM s'étend actuellement de 87,5 à 108 MHz.

Dans la bande des 87,5 à 100 MHz, les instituts publics belges de radiodiffusion assurent l'émission de trois programmes FM sur la base du plan des fréquences de Stockholm de 1961.

En 1982, lors d'une conférence internationale préparatoire à la Conférence internationale de Genève de 1984 sur la FM, il a été convenu de ne pas modifier l'utilisation de cette bande parce qu'elle est couverte de stations dont le fonctionnement est bien coordonné sur le plan international.

Afin de pouvoir assurer l'émission d'un quatrième programme, la B.R.T. a présenté un plan de fréquences impliquant l'utilisation de toutes les fréquences disponibles pour la Flandre comprises entre 100 et 104,1 MHz. Avec la protection de 600 kHz que la B.R.T. réclame, cela implique que, pour une grande partie de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale, il ne reste plus jusqu'à 104,7 MHz aucune fréquence disponible pour un autre usage.

La R.T.B.F. va encore plus loin pour la Wallonie. Pour la réalisation de son quatrième programme, cet institut estime avoir pratiquement besoin de toutes les fréquences disponibles entre 100 et 105,5 MHz. Même si la R.T.B.F. se contentait d'une protection de 400 kHz pour ses stations, il s'ensuivrait malgré tout qu'en Wallonie et dans une grande partie de la Flandre, aucune fréquence ne pourrait être attribuée à un autre usage en-dessous de 106 MHz.

Les Exécutifs de chacune des deux Communautés soutiennent les propositions respectives de l'institut relevant de leur tutelle.

Si ce quatrième réseau venait à être réalisé dans la forme envisagée, il ne subsisterait que fort peu de possibilités

5. Vrije radio's, radio programmas, kabeldistributie, C.B., kijk- en luistergeld

VRAAG

Een lid merkt tevens op dat vorige week in verscheidene dagbladen artikels zijn verschenen waarin wordt gepleit voor het verlenen van vergunningen voor regionale radio's die door de pers zouden beheerd en geëxploiteerd worden. Dit lid wenst te vernemen of het in de bedoeling van mevrouw de Staatssecretaris ligt op deze verzoeken in te gaan.

ANTWOORD

De Staatssecretaris wijst erop dat vooraleer de aflevering van dergelijke vergunningen zelfs maar zou kunnen worden overwogen eerst een reglementair kader zou moeten geschapen worden dat haar het recht zou verlenen dergelijke vergunningen af te leveren.

Regionale radio betekent inderdaad dat de huidige technische voorschriften (vermogen 100 watt - antenne van maximum 35 meter en in monofonie uitzenden, wat een actiestraal van 8 km toelaat), zouden moeten worden vervangen door andere die een veel ruimere actiestraal toelaten.

Welnu de FM-band strekt zich uit van 87,5 tot 108 MHz.

In de band 87,5 tot 100 MHz verzekeren de Belgische openbare omroepinstututen de uitzending van 3 FM-programma's op basis van het frequentieplan van Stockholm 1961.

Tijdens een in 1982 gehouden internationale conferentie tot voorbereiding van de internationale FM-conferentie van Genève 1984, werd overeengekomen aan het gebruik van die band praktisch niets te wijzigen, omdat hij eenvoudig zit met stations die thans op internationaal vlak degelijk gecoördineerd functioneren.

Ten einde de B.R.T. de mogelijkheid te geven een vierde FM-programma te verzekeren heeft dit instituut een frequentieplan ingediend dat alle voor Vlaanderen beschikbare frequenties tussen 100 en 104,1 MHz inpalmt. Met de 600 kHz bescherming die de B.R.T. opeist brengt dit mede dat in een groot deel van Oost- en West-Vlaanderen tot 104,7 MHz geen enkele frequentie nog vrijblijft voor ander gebruik.

De R.T.B.F. gaat voor Wallonië nog veel verder. Voor de realisatie van zijn vierde programma meent dit instituut behoeft te hebben aan praktisch alle beschikbare frequenties tussen 100 en 105,5 MHz. Zelfs indien de R.T.B.F. zich tevreden zou stellen met een bescherming van zijn stations van 400 kHz, heeft dit niettemin tot gevolg dat in Wallonië en in een groot deel van Vlaanderen praktisch geen enkele frequentie beneden 106 MHz meer zou kunnen toegekend worden voor andere doeleinden.

De Executieven van elk van de beide Gemeenschappen staan achter de respectieve voorstellen van het instituut dat onder hun voogdij staat.

Indien dit vierde net in de geplande vorm ooit zou worden gerealiseerd, zouden er nog heel weinig frequentietoewijzings-

d'attribution de fréquences pour les radios locales, pour lesquelles les demandes d'agrément et d'autorisation ont été introduites sur la base des décrets des 9 septembre 1981 et 6 mai 1982 et de l'arrêté royal du 20 août 1981.

La Communauté flamande a agréé provisoirement 435 radios locales.

La Communauté française a accordé 11 agréments définitives et 110 agréments provisoires et invité le Secrétaire d'Etat à tenir compte également, dans l'établissement du plan de fréquences provisoire, des 144 demandes pour lesquelles il n'a pas encore été pris de décision. Quant à la Communauté germanophone, 6 demandes devraient, semble-t-il, être introduites.

Cela signifie donc que les services compétents doivent s'efforcer de trouver une fréquence pour plus de 700 radios locales.

Il ne fait aucun doute qu'il sera techniquement impossible d'attribuer une fréquence propre à toutes ces radios, même si elles n'ont qu'une puissance très limitée et donc une faible portée et même si l'on ne tient pas compte provisoirement des plans de la B.R.T. et de la R.T.B.F.

Par conséquent, si l'on veut créer des radios régionales pour la presse, on devra commencer par les caser quelque part.

Si les Communautés renoncent au quatrième réseau des instituts, ces radios pourront trouver place dans la bande 100-104 MHz, mais alors, elles ne pourront être plus de 20 pour l'ensemble du pays, voire même 10, comme c'était le cas dans le plan de Darmstadt de 1971.

Si les Communautés entendent réaliser le quatrième réseau, les radios régionales ne sont possibles que si l'on supprime les radios locales.

Cependant, comme on constate que plus de 700 radios locales entrent en ligne de compte pour l'agrément et que, en Région flamande en tout cas, près de la moitié des demandes ont été écartées, le Secrétaire d'Etat considère qu'il est pour ainsi dire impensable d'envisager pareille mesure.

L'atmosphère est malheureusement limitée quant aux possibilités de fréquences. Refuser d'admettre cette évidence conduirait au chaos, ce qu'il faut éviter à tout prix.

QUESTIONS

Un membre aimerait savoir quand les radios locales se verront enfin attribuer leur fréquence définitive.

Un autre membre estime qu'on peut parler, à propos des radios locales, de pollution de l'éther et il demande quelles mesures on envisage de prendre pour y mettre bon ordre.

mogelijkheden overblijven voor de lokale radio's, waarvoor de erkennings- en vergunningsaanvragen werden ingediend op basis van de decreten van 9 september 1981 en 6 mei 1982 en van het koninklijk besluit van 20 augustus 1981.

Welnu de Vlaamse Gemeenschap heeft 435 lokale radio's voorlopig erkend.

De Franse Gemeenschap sprak 11 definitieve en 110 voorlopige erkenningen uit en verzocht de Staatssecretaris bij het opmaken van het voorlopig frequentieplan ook rekening te houden met de 144 aanvragen waarvoor nog geen beslissing werd getroffen. Van de Duitse Gemeenschap zullen naar verluidt 6 aanvragen worden ingediend.

Dit betekent dus dat de diensten moeten trachten voor meer dan 700 lokale radio's een frequentie te vinden.

Het lijdt geen twijfel dat het technisch onmogelijk zal zijn aan al deze radio's, ook al hebben zij een zeer beperkt vermogen en dus een kleine actiestraal, een eigen frequentie toe te kennen, zelfs niet indien men voorlopig geen rekening houdt met de plannen van de B.R.T. en de R.T.B.F.

Zo men derhalve regionale radio's voor de pers wil oprichten, dan zal men voor hen eerst ergens een plaats moeten vrijmaken.

Verzaken de Gemeenschappen aan het geplande vierde net van de instituten, dan kunnen die radio's in de band 100-104 MHz worden ondergebracht, maar dan worden dit er ten hoogste een twintigtal voor het ganse land, misschien maar een tiental, zoals dit in het plan van Darmstadt 1971 het geval was.

Wensen de Gemeenschappen dit vierde net te realiseren, dan zijn de regionale radio's maar mogelijk indien de lokale radio's worden opgedoekt.

Doch als men vaststelt dat meer dan 700 lokale stations in aanmerking komen voor erkenning en dat, zeker van Vlaamse zijde, bijna de helft van de aanvragen werden afgewezen, dan lijkt het haast praktisch niet denkbaar iets dergelijks zelfs maar in overweging te nemen.

De ether is spijtig genoeg beperkt qua frequentiemogelijkheden. Zij besluit dan ook dat het niet-onderkennen van deze evidentie zou leiden tot een warboel die te allen prijs moet worden vermeden.

VRAAG

Een lid vraagt hem te willen mededelen wanneer de lokale radio's nu eindelijk hun definitieve frequentie zullen toegewezen krijgen.

Een ander lid is van oordeel dat men in verband met de lokale radio's van ether-verontreiniging mag spreken en vraagt welke maatregelen worden overwogen om orde op zaken te stellen.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat estime qu'avant de répondre à ces questions, il faut faire la distinction entre la période d'avant le 1^{er} janvier 1986 et celle qui suit.

Pour la période antérieure à 1986, on ne doit tenir compte que du plan des fréquences de Darmstadt de 1971, et encore uniquement des stations de radiodiffusion qui ont été mises en service sur la base de ce plan dans la bande 100-104MHz.

Par suite des objections de la France et de la Grande-Bretagne à l'égard du plan, le nombre de ces stations est très limité. De ce fait, il existera pas mal de possibilités dans la bande 100-108 MHz, dès l'instant où la bande 100-104 MHz prévue dans l'arrêté royal du 20 août 1981 relatif aux radios locales aura été étendue à 108 MHz.

La R.T.T. a pu entamer depuis quelques semaines l'élaboration d'un plan de fréquences provisoires pour les quelques 700 radios locales entrant en ligne de compte pour l'agrément.

Etant donné que ce nombre de radios est élevé, il est quasi certain que, pour les villes d'une certaine importance, le nombre des demandes dépassera les possibilités d'attribution, de sorte que pour tous les cas, les conclusions de l'enquête technique seront renvoyées aux Communautés en application de l'article 4 de l'arrêté royal afin de décider si :

- a) il y a lieu de procéder à une répartition des temps d'émission;
- b) ces stations devront limiter leur portée à 2 kilomètres;
- c) il doit être fixé un ordre de priorité et, le cas échéant, lequel.

C'est seulement lorsque cette décision sera prise qu'il sera possible de déterminer les fréquences qui seront attribuées aux radios locales jusqu'à la fin de 1985.

Le Secrétaire d'Etat estime que le plan de fréquences provisoire sera prêt d'ici 3 ou 4 mois, mais il lui est impossible de dire combien de temps il faudra aux Exécutifs pour lui communiquer leur décision.

Pour la période qui débute en 1986 et qui seule peut être qualifiée de période définitive, un plan de fréquence ne pourra être élaboré que lorsque seront connues les décisions de la Conférence internationale de Genève de 1984 sur la FM.

Si l'on veut donner une chance réelle aux radios locales, il sera nécessaire de réservé une partie de la bande 100-108 MHz aux stations de faible puissance. En regroupant sur la même partie de bande les stations de petite, de moyenne et de grande puissance, on ne ferait que gaspiller les fréquences. La délégation belge à la Conférence de Genève aura donc pour consigne de défendre cette thèse.

ANTWOORD

De Staatssecretaris meent dat zij voor het antwoord op deze vragen onderscheid moet maken tussen de periode vóór 1 januari 1986 en die welke er op volgt.

Voor de periode vóór 1986 moet enkel rekening worden gehouden met het frequentieplan van Darmstadt 1971, en dan nog maar enkel met de omroepstations die op basis van dit plan in de band 100-104 MHz in werking werden gesteld.

Gelet op de bezwaren van Frankrijk en Groot-Brittannië tegen dit plan is dit aantal zeer beperkt. Hierdoor zijn er thans tamelijk veel mogelijkheden binnen de frequentieband 100-108 MHz van zodra de band 100-104 MHz opgenomen in het koninklijk besluit van 20 augustus 1981 betreffende de lokale radio's tot 108 MHz uitgebreid zal zijn.

De Regie van T.T. is sedert een paar weken kunnen beginnen met het opstellen van een voorlopig frequentieplan voor de meer dan 700 lokale radio's die in aanmerking komen voor erkenning.

Gelet op dit grote aantal radio's is het bijna zeker dat voor de steden van enig belang het aantal aanvragen de frequentietoewijzingsmogelijkheden zal overtreffen, zodat voor al die gevallen de conclusies van het technisch onderzoek bij toepassing van het artikel 4 van het koninklijk besluit naar de gemeenschappen zullen teruggezonden worden om te beslissen of :

- a) er aan verdeling van de uitzendtijden moet worden gedaan;
- b) deze stations hun reikwijdte tot 2 km moeten beperken;
- c) er een orde van voorrang wordt vastgesteld en zo ja, welke.

Slechts wanneer deze beslissing in haar bezit zal zijn, zullen de frequenties, die tot einde 1985 aan de lokale radio's toegezwezen worden, kunnen bepaald worden.

De Staatssecretaris verwacht dat het voorlopig frequentieplan binnen 3 à 4 maanden zal opgesteld zijn, doch kan niet zeggen hoeveel tijd de Executieven zullen nodig hebben om hun beslissing mede te delen.

Voor de periode die in 1986 aanvangt en die slechts als de definitieve periode mag worden betiteld, zal maar aan het opmaken van een frequentieplan kunnen gewerkt worden nadat de besluiten van de internationale FM-Conferentie van Genève 1984 zullen gekend zijn.

Om de lokale radio's een reële levenskans te kunnen schenken, zal het noodzakelijk zijn in de band 100-108 MHz een subband voor te behouden die enkel door stations met beperkt vermogen mag worden gebruikt. Stations met klein, middelmatig en groot vermogen in dezelfde subband onderbrengen, heeft immers frequentieverspilling tot gevolg. Het is om die reden dat aan de Belgische delegatie op de genoemde Conferentie opdracht zal worden gegeven deze thesis te verdedigen.

Le Secrétaire d'Etat se dit convaincu que le chaos actuel prendra fin dès que le plan de fréquences provisoire pourra être appliqué.

QUESTION

Un membre déclare qu'il y avait initialement 260 000 cibistes et qu'ils ne sont plus actuellement que 50 000. Il sait que les utilisateurs de la *Citizen Band* ont reçu un aide-mémoire où sont exposés leurs droits et leurs obligations. Les contrevenants s'exposent à des sanctions. Il se demande si l'on ne pourrait envisager d'interdire l'importation et la vente de matériels qui ne sont pas conformes aux prescriptions légales.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare qu'il n'y a jamais eu plus de 105 000 cibistes titulaires d'une autorisation et que ce nombre a effectivement baissé et est actuellement d'environ 50 000.

Elle ajoute que la vente de matériels non agréés est interdite puisque l'article 7 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications dispose notamment qu'« aucun émetteur ou récepteur de radiocommunication ne peut être mis en vente ou en location si un exemplaire n'a pas été agréé par la Régie des Télégraphes et des Téléphones comme satisfaisant aux prescriptions techniques fixées par le Ministre ». Elle ajoute qu'elle n'a aucune compétence pour interdire l'importation d'appareils.

Le Service national du contrôle du spectre dresse cependant toujours procès-verbal quand, lors du contrôle des ventes, il constate que des appareils non agréés sont vendus ou proposés à la vente.

QUESTION

Un membre a appris que la R.T.B.F. se propose d'émettre prochainement le programme de T.V. 5 sur une troisième fréquence à partir d'une station installée à Bruxelles. Il aimerait savoir quelle position le Secrétaire d'Etat compte adopter en ce qui concerne la distribution de ce programme sur le réseau bruxellois et les autres réseaux belges.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare que la décision d'autoriser ou d'interdire la distribution d'un programme de télévision sur un réseau bruxellois relève de la compétence conjointe des deux Ministres de l'Education nationale et qu'elle doit être prise en application de l'arrêté royal du 24 décembre 1966.

Pour les réseaux qui se trouvent en région unilingue, cette compétence appartient, en vertu du même arrêté royal, au Ministre de la Culture de la Communauté intéressée, et ce aussi longtemps que cet arrêté n'est pas modifié par un décret promulgué par ladite Communauté.

D'autre part, la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications dispense les instituts publics d'émission de toute obligation d'obtenir une autorisation pour les stations

Zij is overtuigd dat de huidige etherchaos zal ophouden van zodra het voorlopig frequentieplan kan worden toegepast.

VRAAG

Een lid verklaart dat er aanvankelijk 260 000 CBers waren en dat dit aantal thans tot 50 000 is gedaald. Hij is ervan op de hoogte dat de gebruikers van de *citizen band* een vademecum kregen waarin hun rechten en plichten zijn opgenomen. Afwijking hiervan is strafbaar. Hij vraagt zich af of het niet aanvaardbaar zou zijn de invoer en de verkoop van materialen die niet beantwoorden aan de wettelijke voorschriften te verbieden.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat er nooit meer dan 105 000 CB-ers een vergunning hebben gehad en dat dit aantal inderdaad thans tot ongeveer 50 000 is gedaald.

Zij wijst er op dat de verkoop van niet-goedgekeurde toestellen verboden is daar het artikel 7 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving ondermeer voorzcrijft dat « geen zend- of ontvangsttoestel voor radioverbinding te koop of ter verhuring mag worden aangeboden als een exemplaar ervan niet door de Regie van T.T. goedgekeurd is als beantwoordend aan de technische voorschriften vastgesteld door de Minister ». Zij voegt erbij dat zij geen enkele bevoegdheid bezit om de invoer van toestellen te verbieden.

De Nationale Dienst voor Controle van het Frequentiespectrum stelt evenwel steeds proces-verbaal op wanneer bij de controle van verkopen vastgesteld wordt dat niet goedgekeurde toestellen werden verkocht of te koop worden aangeboden.

VRAAG

Een lid heeft vernomen dat de R.T.B.F. eerlang met een station de Brussel opgesteld, het programma van T.V. 5 op een derde frequentie gaat uitzenden. Hij wenst te vernemen welk standpunt de Staatssecretaris ter zake gaat innemen wat de verdeling ervan in de Brusselse en in de andere Belgische televisienetten betreft.

ANTWOORD

De Staatssecretaris wijst er op dat voor het toelaten of het verbieden van de verdeling van een bepaald televisieprogramma in een Brussels distributienet de twee Ministers van Onderwijs gezamenlijk bevoegd zijn en dat een dergelijke beslissing moet worden getroffen in toepassing van het koninklijk besluit van 24 december 1966.

Voor de netten die zich bevinden in gebieden die tot één enkel taalgebied behoren is, in toepassing van hetzelfde koninklijk besluit en dit tot zolang dit laatste niet wordt gewijzigd bij decreet uitgevaardigd door die gemeenschap, de Gemeenschapsminister van Cultuur van die gemeenschap bevoegd.

Anderzijds ontslaat de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving de openbare uitzendingsinstituten van elke verplichting enige vergunning te bekomen voor de ra-

radio qu'elles créent en vue de la réalisation de leur mission. Ils sont cependant tenus de communiquer à la R.T.T. les données nécessaires pour le contrôle des risques de brouillage et pour la coordination internationale et la notification de l'emploi de ces fréquences à l'Union internationale des télécommunications à Genève.

Si donc la R.T.B.F. émet ce programme comme lui étant propre, le Secrétaire d'Etat ne peut s'y opposer.

Mais il y a plus. L'article 20 de l'arrêté royal du 24 décembre 1966 prescrit que, sauf en cas d'impossibilité reconnue par la R.T.T., tout réseau de distribution d'émissions de radiodiffusion télévisée doit transmettre simultanément et dans leur intégralité toutes les émissions de Radiodiffusion-Télévision belge.

A son sens, cela signifie que tous les réseaux de distribution par câble, y compris en Flandre, qui ne sont pas en mesure de démontrer sur la base de mesures de la valeur du champ que les signaux de programme de T.V. 5 ne sont pas suffisamment puissants, sont réglementairement tenus de distribuer ces programmes sur leur réseau jusqu'au moment où ledit article aura été modifié par décret.

QUESTION

Sur quels critères s'est-on basé pour autoriser les sociétés de télédistribution à facturer des droits d'auteur et des droits accessoires (405 francs + T.V.A.) à leurs abonnés ?

REPONSE

En vertu des conventions internationales relatives aux droits d'auteur et autres droits accessoires, les sociétés de télédistribution ont été dans l'obligation de conclure un contrat avec les organisations représentant les organismes d'émission, l'industrie cinématographique et les auteurs.

Ce contrat est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1983 et impose aux sociétés de télédistribution une charge supplémentaire hors T.V.A. de 405 francs par an et par abonné.

L'Association de la radio et télévision distribution a demandé, au nom des distributeurs intéressés, à pouvoir majorer les tarifs d'abonnement de 405 francs à partir du 1^{er} juillet 1983.

Compte tenu de l'avis de la Commission des prix et du Ministre des Affaires économiques, le Secrétaire d'Etat a donné son accord pour que soit appliquée, à partir du 1^{er} novembre 1983, une augmentation de tarif de 405 francs par an hors T.V.A., destinée à couvrir les charges précitées.

Quant à la demande de l'Association tendant à facturer les droits d'auteur avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1983, elle a été rejetée conformément à l'avis du Ministre des Affaires économiques.

diostations die zij opstellen met het oog op de uitvoering van hun opdracht. De gegevens voor controle van de storingsmogelijkheden en die welke nodig zijn voor de internationale coördinatie en de notificatie aan de Internationale Unie voor Telecommunicatie te Genève van het gebruik van die frequenties, moeten zij evenwel aan de Regie van T.T. verstrekken.

Wanneer derhalve de R.T.B.F. dit programma als een eigen programma uitzendt, dan kan zij zich daartegen niet verzetten.

Er is zelfs meer : het artikel 20 van het koninklijk besluit van 24 december 1966 schrijft voor dat behoudens in het geval van door de Regie van T.T. erkende onmogelijkheid elk net voor distributie van omgeroept televisie-uitzendingen gelijktijdig en in hun geheel al de uitzendingen van de Belgische Radio en Televisie moet doorgeven.

Volgens haar betekent dit dat alle kabeldistributienetten, ook die in Vlaanderen, die niet kunnen bewijzen, op basis van veldsterktemetingen, dat de programmasignalen van T.V. 5 onvoldoende sterk zijn, tot op het ogenblik dat dit artikel bij decreet wordt gewijzigd, reglementair verplicht zijn die programma's in hun net te verdelen.

VRAAG

Op welke criteria men zich gebaseerd heeft om aan de kabeldistributiemaatschappijen toelating te verlenen om de auteurs- en nevenrechten (405 frank + B.T.W.) aan hun abonnees door te rekenen ?

ANTWOORD

In toepassing van de internationale overeenkomsten met betrekking tot de auteurs- en nevenrechten zijn de kabeldistributiemaatschappijen verplicht geweest een contract af te sluiten met de organisaties die de zendorganismen, de film-industrie en de auteurs vertegenwoordigen.

Dit contract is op 1 juli 1983 ingegaan en legt aan de kabeldistributiemaatschappijen een extra last op van 405 frank per jaar en per abonnee, exclusief B.T.W.

De Beroepsvereniging van de Radio- en Televisiedistributie heeft in naam van de betrokken verdelers, om toelating gevraagd om hun abonnementstarieven vanaf 1 juli 1983 met een bedrag van 405 frank te verhogen.

Rekening gehouden met het advies van de Prijzencommissie en van de Minister van Economische Zaken heb ik mij akkoord verklaard met een tarifaanpassing met ingang van 1 november 1983 voor het dekken van bovenvermelde lasten, naar rata van 405 frank per jaar, exclusief B.T.W.

De vraag van de Beroepsvereniging om de auteursrechten met terugwerkende kracht van 1 juli 1983 af te mogen aanrekenen heb ik overeenkomstig het advies van de Minister van Economische Zaken afgewezen.

QUESTION

Un autre membre demande s'il est équitable que tous les abonnés à la télédistribution doivent s'acquitter des 405 francs de droits d'auteur alors que certains réseaux ne transmettent pas les programmes de la B.B.C.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat fait remarquer que les droits d'auteur ne sont pas dus pour les seuls programmes de la B.B.C., mais pour tous les programmes retransmis et qu'ils comprennent également les droits accessoires à verser aux producteurs cinématographiques, aux exécutants et aux autres ayants droit.

Les montants perçus par les distributeurs sont versés intégralement à la Sabam qui en assure la répartition entre les ayants droit.

Il est donc équitable que les abonnés de tous les réseaux doivent payer ces droits.

QUESTION

Un membre demande si le Secrétaire d'Etat pourrait faire connaître son point de vue au sujet de l'affirmation du Ministre communautaire des Affaires intérieures, M. Galle, selon lequel la facturation des 405 francs de droits d'auteur doit être considérée comme une adaptation tarifaire de la télédistribution à soumettre à son approbation.

REPONSE

L'article 16 de l'arrêté royal du 24 décembre 1966 relatif aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion aux habitations de tiers dispose que c'est le Ministre des P.T.T. ou le Secrétaire d'Etat aux P.T.T. qui fixe les tarifs maxima de raccordement et d'abonnement au réseau de distribution d'émissions de radiodiffusion.

Il est donc évident que les modifications tarifaires qui pourraient intervenir ultérieurement relèvent également des attributions de l'autorité nationale.

Cependant, dans le cadre de la politique économique générale du Gouvernement, les augmentations de tarif sont soumises à l'avis de la Commission des prix et du Ministre des Affaires économiques.

La même procédure a d'ailleurs été suivie pour la demande des sociétés de télédistribution tendant à récupérer à charge de leurs abonnés les 405 francs de droits d'auteur et de droits accessoires.

Les distributeurs qui sont soumis, en raison de leurs statuts, à d'autres dispositions légales, notamment à la loi du 1^{er} mars 1922, doivent veiller à obtenir, le cas échéant, l'accord de leurs autorités de tutelle pour pouvoir appliquer ces tarifs dans leurs réseaux respectifs.

VRAAG

Een ander lid vraagt of het billijk is dat alle teledistributie-abonnees de 405 frank auteursrechten moeten betalen terwijl sommige netten de B.B.C.-programma's niet doorgeven.

ANTWOORD

De Staatssecretaris wijst er evenwel op dat de auteursrechten niet voor de B.B.C.-programma's alleen verschuldigd zijn maar voor alle programma's die worden doorgegeven en dat zij ook de nevenrechten die verschuldigd zijn aan de filmproducers, uitvoerenden en andere rechthebbenden omvatten.

De door de verdelers geïnde bedragen worden integraal aan Sabam overgedragen die de verdeling ervan onder de rechthebbenden verzekert.

Het is derhalve billijk dat de abonnees van alle netten deze rechten moeten betalen.

VRAAG

Een lid vraagt de Staatssecretaris haar standpunt te willen laten kennen betreffende de bewering van Gemeenschapsminister Galle van Binnenlandse Aangelegenheden, als zou het doorrekenen van de 405 frank voor de auteursrechten als een tarifaanpassing voor de televisiedistributie moet worden beschouwd, die aan zijn goedkeuring onderworpen is.

ANTWOORD

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 24 december 1966 betreffende de netten voor distributie van radio-omroepzendingen in de woningen van derden bepaalt dat het de Minister of Staatssecretaris voor P.T.T. is die de maximatarieven voor aansluiting en abonnement op een net voor distributie van radio-omroepzendingen vestigt.

Het is dan ook evident dat eventuele latere tariefwijzigingen eveneens tot de bevoegdheid van de nationale overheid behoren.

In het kader van de algemene economische politiek van de Regering worden de tariefverhogingen niettemin onderworpen aan het advies van de Prijzencommissie en van de Minister van Economische Zaken.

Dezelfde procedure werd trouwens gevuld wat het verzoek betreft van de kabelmaatschappijen om de 405 frank, verschuldigd voor de auteurs- en nevenrechten, op hun abonnees te kunnen verhalen.

De verdelers die evenwel onderworpen zijn aan andere wettelijke voorschriften, op grond van hun statuut, en onder andere aan de wet van 1 maart 1922 moeten er zelf voor waken dat zij in voorkomend geval van hun voogdijoverheden de toestemming krijgen om die tarieven in hun respectieve netten te mogen toepassen.

QUESTION

Comment se fait-il que les stations de radiodiffusion de la B.R.F. puissent être captées en Allemagne et qu'en Belgique, cela soit pratiquement impossible en dehors de la région de langue allemande ?

Où en est la procédure qui doit en faire un émetteur à part entière ?

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare que, selon les informations en sa possession, la B.R.F. utilise actuellement deux stations de radiodiffusion d'une puissance relativement importante :

1. un émetteur de 50 kW à Ougrée sur 88,5 MHz, dont le rayonnement vers l'ouest (entre 150° et 20°) doit être limité à 5 kW conformément aux plans annexés à l'Accord de Stockholm de 1961, en raison du risque de brouillage d'un émetteur français de 50 kW qui utilise la même fréquence;

2. un émetteur de 10 kW à la Baraque Fraiture, dont le rayonnement vers l'ouest (entre 180° et 360°) doit être limité à 1 kW pour la même raison.

Cependant, même si la délégation belge à la Conférence internationale sur la F.M. qui se tiendra fin 1984 à Genève parvenait à faire supprimer la mise sous écran de ces émetteurs vers l'ouest, une station de radiodiffusion installée dans la province de Liège ou de Luxembourg ne permettrait pas d'offrir des programmes F.M. d'une qualité technique convenable aux auditeurs de langue allemande habitant Bruxelles ou plus à l'ouest.

QUESTION

Où en est le nouveau projet de loi sur la radiotélévision-redevance ? La perception restera-t-elle confiée à la R.T.T. ? N'envisage-t-on pas de la ristourner aux Communautés ou aux Régions ?

REPONSE

On pensait initialement que les mesures d'économie et d'assainissement envisagées pourraient être prises par arrêté royal numéroté.

Le Conseil d'Etat a cependant estimé que la loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi devait faire l'objet d'une interprétation restrictive, de telle sorte qu'elle ne pouvait être considérée comme habilitant le Roi à prendre des mesures modifiant le taux et l'assiette des taxes, mesures qui constituent l'objet essentiel de l'arrêté prévu et que par conséquent, celui-ci était dépourvu du fondement juridique requis.

Le projet d'arrêté a donc été converti en projet de loi et, à nouveau, soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Quand le projet, adapté à cet avis, aura été approuvé par les départements intéressés, il sera à nouveau soumis au Conseil des ministres en vue d'être déposé sur le bureau des Chambres législatives.

La R.T.T. restera chargée de percevoir les redevances.

VRAAG

Hoe komt het dat de radio-omroepstations van de B.R.F. in Duitsland wel te beluisteren zijn en in België praktisch niet buiten het Duitse taalgebied ?

Welke is de stand der procedure om hiervan een volwaardige zender te maken ?

ANTWOORD

Volgens de inlichtingen bezit de B.R.F. op dit ogenblik twee radiostations met relatief groot vermogen, namelijk :

1. een 50 kilowattzender te Ougrée op 88,5 MHz waarvan de uitstraling naar het westen, (tussen 150° en 20°) volgens de plannen gevoegd bij het Akkoord van Stockholm, 1961, moet beperkt worden tot 5 kW wegens het gevaar voor storingen van een Franse 50 kilowattzender op dezelfde frequentie;

2. een 10 kilowattzender te Baraque Fraiture, waarvan de uitstraling naar het westen (tussen 180° en 360°) om dezelfde reden tot 1 kilowatt moet worden beperkt.

Doch zelfs indien de Belgische delegatie op de internationale F.M.-conferentie die einde 1984 te Genève wordt gehouden er zou in slagen de afscherming naar het westen van die zenders te doen schrappen dan zou het evenwel nog niet mogelijk zijn om de te Brussel of meer westwaarts wonende Duitssprekende luisteraars F.M.-programma's van een behoorlijke technische kwaliteit te kunnen aanbieden met een in de provincies Luik of Luxemburg opgesteld radio-omroepstation.

VRAAG

Hoever staan we met het nieuwe wetsontwerp inzake kijk- en luistergeld, of de inning bij de R.T.T. blijft en of geen ristorno's aan de Gewesten of Gemeenschappen worden overwogen ?

ANTWOORD

Oorspronkelijk werd gemeend dat de beoogde besparings- en saneringsmaatregelen bij genummerd koninklijk besluit mochten worden uitgevaardigd.

De Raad van State was evenwel van oordeel dat de wet tot toekenning van bijzondere machten aan de Koning, restrictief moet worden uitgelegd, zodat zij niet kan worden geacht de Koning te machtigen tot het nemen van de maatregelen tot wijziging van het tarief en van de grondslag van de taksen, welke maatregelen het hoofddoel van het ontworpen besluit vormden en dat het besluit om die reden de vereiste rechtsgrond niet had.

Dit ontwerp van besluit werd dan tot een ontwerp van wet omgewerkt dat opnieuw aan het advies van de Raad van State werd onderworpen.

Nadat het aan dit advies aangepaste ontwerp door de belanghebbende departementen zal goedgekeurd zijn, zal het opnieuw aan de Ministerraad worden overgelegd met het oog op het indienen ervan bij de Wetgevende Kamers.

De R.T.T. zal verder met de inning belast blijven.

En vertu des articles 9 et 10 de la loi ordinaire de réforme des institutions du 9 août 1980, la radiotélévision-redevance peut être ristournée aux Communautés.

Le projet de loi ne prévoit aucune modification à cet égard.

6. Annuaire des téléphones

QUESTION

Comment peut-on remédier aux plaintes concernant l'illisibilité des annuaires des téléphones ?

REPONSE

Pour ce qui est des plaintes émises, principalement par des personnes âgées, quant à l'illisibilité des annuaires des téléphones, on peut faire observer qu'un agrandissement du type de caractère employé ou une mise en page différente accroîtrait encore le volume, déjà considérable, desdits annuaires ainsi que leur prix de revient.

Par ailleurs, le Ministre peut dire que l'introduction d'un type de caractère offrant une meilleure lisibilité est à l'étude.

QUESTION

Un membre a appris qu'un nouveau contrat avait été conclu avec la S.A. Promedia pour l'édition de l'annuaire des téléphones durant la période de 1985 à 1994. Ce contrat garantit à la R.T.T. un revenu d'au moins 1,5 milliard par an, alors que celui-ci n'atteignait que 300 millions les quinze années précédentes. L'intervenant estime que cela suscite des questions.

REPONSE

Chacune des offres a été examinée sous tous les points de vue et comparée aux autres, déclare le Ministre.

L'offre de Promedia était globalement équivalente à n'importe quelle autre, mais elle offrait des perspectives favorables sur le plan financier, surtout à court terme et dans les prochaines années.

A l'heure actuelle, la R.T.T. a grand besoin de moyens financiers à court terme. L'offre de la S.A. Promedia y répondait au mieux.

De plus, on n'a pas perdu de vue qu'au cours des années antérieures, la R.T.T. et la S.A. Promedia ont collaboré en très bon termes et que cette firme a toujours fourni d'excellents services et a incontestablement le plus d'expérience en ce qui concerne la confection des annuaires belges des téléphones.

L'âpre concurrence entre firmes plurinationales dans le domaine des télécommunications peut expliquer que des prix aussi élevés aient été offerts.

QUESTION

Est-il possible de revoir le contrat avec Promedia pendant le cours de celui-ci ?

Overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen komt het kijk- en luistergeld in aanmerking voor ristorno's aan de Gemeenschappen.

Het wetsontwerp voorziet in geen enkele wijziging ter zake.

6. Telefoongids

VRAAG

Hoe kan men verhelpen aan de klacht inzake de onleesbaarheid van de telefoongidsen ?

ANTWOORD

Aangaande de klachten van voornamelijk bejaarden over de leesbaarheid van de telefoongidsen kan worden opgemerkt dat een vergroting van het gebruikte lettertype of een andere bladschikking het reeds aanzienlijk volume van de gidsen nog zou doen toenemen en tevens de kostprijs zou opdrijven.

Anderdeels kan de Minister mededelen dat de invoering van een lettertype dat een betere leesbaarheid biedt, wordt bestudeerd.

VRAAG

Een lid heeft vernomen dat voor de uitgave van de telefoongids tijdens de periode 1985-1994 een nieuw contract met de N.V. Promedia werd bedongen, dat de R.T.T. een inkomen garandeert van minstens 1,5 miljard per jaar, terwijl dit de vorige vijftien jaren slechts 300 miljoen bedroeg. Hij meent dat zulks vragen doet rijzen.

ANTWOORD

De offertes van alle aanbieders werden uit alle oogpunten onderzocht en tegen elkaar afgewogen, verklaart de minister.

De offerte van Promedia was globaal gelijkwaardig met om het even welk ander aanbod, doch bood vooral op korte termijn en in de eerstvolgende jaren financieel gunstige vooruitzichten.

Op het huidig ogenblik heeft de R.T.T. een grote behoefte aan financiële middelen op korte termijn. Het bod van de N.V. Promedia kwam daar op de beste wijze aan tegemoet.

Tevens werd niet uit het oog verloren dat de R.T.T. gedurende de vorige jaren in zeer goede verstandhouding met de N.V. Promedia heeft samengewerkt en dat deze firma steeds een zeer goede service heeft geleverd en ongetwijfeld de meeste ondervinding heeft wat betreft de aanmaak van de Belgische telefoongidsen.

De scherpe concurrentiestrijd tussen wereldconcerns op het gebied van de telecommunicatie zal er wellicht de oorzaak van zijn dat dergelijk hoge prijzen werden geboden.

VRAAG

Bestaat de mogelijkheid het contract met Promedia tijdens de looptijd te herzien ?

REPONSE

La réponse est affirmative, notamment au cas où les conditions du marché subiraient une modification fondamentale.

B. Régie des Postes**1. Données budgétaires****QUESTION**

Les pertes et déficits ont augmenté de manière angoissante au cours des trois dernières années. Comment cela s'explique-t-il ?

REPONSE

Les dépenses sur cet article du budget sont déterminées par les arrêts de la Cour des comptes en la matière.

QUESTION

Un membre souhaiterait obtenir quelque information sur les investissements que la Régie des postes réalise par la voie de l'autofinancement.

REPONSE

Le Ministre répond que les investissements sont intégralement autofinancés à charge du fonds d'investissement.

Cette politique, qui permet à la Régie de ne pas être endettée, sera bien sûr poursuivie.

Il faut ajouter que cette contrainte n'a pas empêché de porter le programme d'investissement à 1,8 milliard en 1983 et à 1,4 milliard cette année.

2. Politique du personnel**QUESTION**

Un membre voudrait savoir comment s'opère, à la Régie des postes, l'intégration de certains agents contractuels dans le cadre du personnel nommé à titre définitif.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'en application de l'article 10 de l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982, relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des postes, un arrêté royal a été pris le 8 décembre 1983 (*Moniteur belge* du 3 janvier 1984) qui prévoit la possibilité, pour certains agents contractuels des niveaux 3 et 4, à l'exclusion des aides-ouvriers B recrutés sur une base légale au plus tard le 30 juin 1975, d'obtenir leur intégration dans le cadre du personnel nommé à titre définitif.

S'ils ne sont pas encore lauréats de l'un ou l'autre concours, il faut qu'ils réussissent un concours spécial de recrutement qui sera organisé à deux reprises.

Le programme de ce concours doit encore être approuvé par la Fonction publique en concertation avec le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat.

ANTWOORD

Het antwoord is ja, inzonderheid wanneer de marktomsstandigheden ten gronde gewijzigd zouden worden.

B. Regie der Posterijen**1. Begrotingsgegevens****VRAAG**

De tekorten en verliezen gedurende de drie laatste jaren stijgen angstwekkend; welke uitleg heeft men hiervoor ?

ANTWOORD

De uitgaven op dit artikel van de begroting worden bepaald bij de arresten van het Rekenhof in dezen.

VRAAG

Graag enige informatie omtrent de investeringen door de Regie der Posterijen via autofinanciering.

ANTWOORD

De Minister verklaart dat de investeringen bij zelffinanciering volkomen ten laste van het investeringsfonds komen.

Dit beleid, dat schulden van de Regie voorkomt, zal stellig worden voortgezet.

Hier moet nog worden aan toegevoegd dat deze verplichting niet heeft verhinderd om het investeringsprogramma te brengen op 1,8 miljard in 1983 en op 1,4 miljard dit jaar.

2. Personeelsbeleid**VRAAG**

Een lid wenst te vernemen hoe de integratie in de vaste personeelsformatie van sommige contractuelen bij de Post verloopt.

ANTWOORD

Bij de Regie der Posterijen werd bij toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 182, van 30 december 1982, met betrekking tot de saneringsmaatregelen toepasselijk op bedoelde Regie, een koninklijk besluit genomen op 8 december 1983 (*Staatsblad* van 3 januari 1984) waarbij sommige contractuelen van de niveau's 3 en 4, met uitsluiting van de hulpwerkmannen B, wanneer ze op een wettelijke basis uiterlijk op 30 juni 1975 werden geworven, een integratie in de vaste kader kunnen bekomen.

Indien ze nog geen laureaat zijn van een of ander wervingsexamen dienen ze te slagen voor een bijzonder vergelijkend wervingsexamen dat tweemaal zal worden ingericht.

Het programma van dit examen moet nog, in overleg met het Vast Wervingssecretariaat, door het Openbaar Ambt worden goedgekeurd.

QUESTION

Un membre voudrait savoir comment sont recrutés les chômeurs mis au travail.

REPONSE

Le C.M.C.E.S. a accordé, au cours de sa réunion du 31 mars 1983, à la Régie des postes, un contingent de chômeurs à utiliser pour résorber le surcroît de travail supplémentaire et pour assurer un fonctionnement plus efficace du service postal.

Pour pouvoir résorber la masse de journées de repos cumulées dans le passé, 2 200 chômeurs ont été mis à la disposition de la Régie jusqu'au 31 décembre 1985.

Ces chômeurs devaient être choisis en toute priorité parmi les lauréats des concours de recrutement d'agents des postes auxiliaires et de sous-perceuteurs auxiliaires.

La Régie disposait en effet de quelque 5 200 lauréats agents des postes auxiliaires et de quelque 1 200 lauréats sous-perceuteurs auxiliaires.

Les noms de tous ces lauréats ont été communiqués à l'Office national de l'Emploi et ce, en fonction de leur classement au concours, pour que celui-ci puisse vérifier s'il s'agissait oui ou non de personnes ayant droit aux allocations de chômage.

Ceux des lauréats qui avaient droit aux allocations de chômage furent ensuite appelés, par groupe de quelque 150 personnes (francophones et néerlandophones réunis), au fur et à mesure des besoins de la Régie.

Les candidats furent invités à se rendre au siège principal de la Régie (situé à Bruxelles), où furent remplies les formalités de recrutement requises.

Jusqu'à présent, quelque 1 800 chômeurs ont été appelés et mis au travail dans les régions où leur aide était le plus nécessaire.

QUESTION

Un membre fait observer que le volet de la pension que l'Etat verse à d'anciens agents des postes et que la Régie des postes doit lui rembourser, augmente d'année en année et il demande dans quel sens ira l'évolution en la matière à l'avenir.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'un montant de 813 millions a été prévu au budget de 1984 pour couvrir la part des pensions que la Régie des postes doit rembourser à l'Etat depuis le 1^{er} janvier 1972. Il ajoute que, selon les prévisions en prix constants, ce montant évoluera comme suit :

- 982 millions pour 1985
- 1 099 millions pour 1986
- 1 214 millions pour 1987
- 1 375 millions pour 1988.

VRAAG

Men wenst te weten hoe de aanwerving van tewerkgestelde werklozen gebeurt.

ANTWOORD

Het M.C.E.S.C. heeft in zijn zitting van 31 maart 1983 aan de Regie der Posterijen een contingent werklozen toegekend dat diende aangewend te worden voor het opslorpen van het overschot aan overwerk en het verzekeren van een efficiëntere werking van de postdienst.

Voor de aanzuivering van het in het verleden gecumuleerde rustdagen werden alsdan 2 200 tewerkgestelde werklozen ter beschikking van de Regie gesteld tot 31 december 1985.

Deze werklozen dienden bij absolute voorrang geput te worden uit de laureaten van de aanwervingsexamens van hulpkracht-postman en hulpkracht-onderpostontvanger.

De Regie beschikte immers over ongeveer 5 200 laureaten hulpkracht-postman en ongeveer 1 200 laureaten hulpkracht-onderpostontvanger.

De namen van al deze laureaten werden volgens hun rangschikking van het examen doorgespeeld aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening om na te gaan of zij al dan niet uitkeringsgerechtigde werklozen waren.

Diegenen die uitkeringsgerechtigde werklozen waren, werden naderhand volgens de behoeften van de Regie in groepen van ongeveer 150 man (Nederlands- en Franstalige kandidaten samen) opgeroepen door de diensten van de R.V.A.

De kandidaten dienden zich aan te bieden op de hoofdzetel van de Regie (gelegen te Brussel) waar de nodige werkingsformaliteiten vervuld werden.

Tot op heden werden reeds ongeveer 1 800 werklozen opgeroepen en tewerkgesteld in de gewesten waar de nood aan dergelijk personeel het grootst was.

VRAAG

Een lid doet opmerken dat het gedeelte van het pensioen door de Staat betaald aan gewezen postpersonelsleden, en dat door de Regie der Posterijen aan de Staat dient terugbetaald, van jaar tot jaar stijgt en vraagt hoe dit aandeel in de toekomst zal evolueren.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat voor het aandeel in de pensioenen, door de Regie der Posterijen aan het Rijk terugbetaald sinds 1 januari 1972, datum van oprichting van de Regie, in de begroting van 1984 een bedrag van 813 miljoen is voorzien. Zij voegt daaraan toe dat, aan constante prijzen, voor de volgende jaren de hiernavolgende bedragen worden verwacht :

- 982 miljoen voor 1985
- 1 099 miljoen voor 1986
- 1 214 miljoen voor 1987
- 1 375 miljoen voor 1988.

QUESTION

Un membre demande où l'on en est en ce qui concerne la délégation de compétences au directeur régional et la désignation d'un adjoint (de rang 13) au directeur régional.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'un projet d'arrêté royal modifiant le cadre organique du personnel de niveau 1 et prévoyant la conversion d'emplois existants en six emplois de conseiller a été soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Ces six conseillers seront adjoints dès à présent aux directeurs régionaux qui se trouvent à la tête des principales régions. L'importance des régions est surtout déterminée en fonction de l'effectif de leur personnel et du nombre de bureaux à contrôler. Ces régions sont les suivantes : Bruxelles, Gand, Bruges, Charleroi, Anvers et Liège.

D'autre part, des emplois de conseiller seront également transférés à l'avenir de l'Administration centrale à d'autres régions.

Entre-temps, l'Administration a élaboré, en concertation avec les directeurs régionaux et les organisations syndicales, des propositions en vue de la délégation de compétences.

QUESTION

Un membre demande qui est chargé, à la Régie des postes, de l'organisation des concours.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare que c'est le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat qui s'occupe de l'organisation tant des concours de recrutement que des concours de promotion.

Les examens de personnel auxiliaire sont organisés par la Régie des postes sous le contrôle du Secrétariat précité.

Le concours de recrutement spécial en vue de l'intégration de certains agents contractuels sera également organisé par le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat et ce, en collaboration avec la Régie.

QUESTION

Un membre demande quelles sont les mesures envisagées en vue de promouvoir la mise au travail de handicapés à la Régie des postes.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat renvoie à la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés en application duquel le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le nombre de handicapés qui doivent être occupés dans les administrations publiques et les organismes d'intérêt public.

A la Régie des postes, la procédure a été un peu plus rigide.

VRAAG

Er wordt gevraagd hoever het staat met de delegatie van bevoegdheden naar de gewestelijk directeur en de toevoeging van een adjunct (met rang 13) aan de gewestelijk directeur.

ANTWOORD

Een ontwerp van koninklijk besluit, tot wijziging van de organieke personeelsformatie van het niveau 1, waarbij bestaande betrekkingen worden omgevormd in zes betrekkingen van adviseur, ter ondertekening aan het Staatshoofd werd voorgelegd.

Deze zes adviseurs zullen nu reeds toegevoegd worden aan de gewestelijk directeurs die aan het hoofd staan van de belangrijkste gewesten. Belangrijkheid, die vooral bepaald wordt in functie van het effectief van het gewest en het aantal te controleren kantoren. Deze gewesten zijn : Brussel, Gent, Brugge, Charleroi, Antwerpen en Luik.

Verder zullen, in de toekomst ook, betrekkingen van adviseur van het Centraal bestuur naar andere gewesten worden overgeheveld.

Intussen werden door de administratie, in overleg met de gewestelijk directeurs en de vakbonden, voorstellen in verband met de delegatie van bevoegdheden uitgewerkt.

VRAAG

De vraag wordt gesteld wie er bij de Regie der Posterijen bevoegd is om de examens in te richten.

ANTWOORD

De Staatssecretaris zegt dat het Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel zowel de vergelijkende wervingsexamens als de vergelijkende examens voor verhoging in graad volledig op zich neemt.

De examens voor hulpkracht-personeel worden door de Regie der Posterijen, onder toezicht van voormeld Officie, ingericht.

Het bijzonder vergelijkend wervingsexamen voor de integratie van sommige contractuelen zal eveneens door het Vast Wervingssecretariaat, in samenwerking met de Regie worden afgangen.

VRAAG

Een lid stelt de vraag welke maatregelen er overwogen worden om de tewerkstelling van minder-validen bij de Post te bevorderen.

ANTWOORD

De Staatssecretaris verwijst naar de wet van 16 april 1963, betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, die bepaalt dat de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, het aantal minder-validen vaststelt, die in de openbare besturen en instellingen van openbaar nut moeten tewerkgesteld worden.

Bij de Regie der Posterijen verliep de procedure enigszins stroever.

Le nombre de handicapés à recruter y a également été fixé à 50.

La Fonction publique estima que ce nombre était insuffisant puisqu'il représentait à peine 0,1 p.c. de l'effectif global.

C'est pourquoi il a fallu recueillir tout d'abord l'avis du Fonds national de reclassement des handicapés.

Ce Fonds s'est déclaré d'accord pour que l'on recrute 50 handicapés, dans un premier temps, à condition que ce nombre soit sensiblement augmenté dans un second temps.

Il a tenu compte des éléments suivants :

— Parmi les 51 068 membres du personnel, il y en a plus de 32 000 du niveau 4, dont la plupart sont des agents des postes chargés de la distribution du courrier qui doivent porter un poids moyen de 15 kg.

— A l'heure actuelle il y a déjà plus de 200 handicapés inscrits et en service qui ne tombent pas sous l'application du nouvel arrêté royal.

— Il y a quelque 1 000 membres du personnel qui ont obtenu un allègement de fonction sur l'avis du médecin du travail.

Le projet d'arrêté royal a été soumis à la Fonction publique en même temps que l'avis favorable du Fonds national de reclassement social des handicapés pour que celui-ci puisse donner son accord définitif.

QUESTION

Y a-t-il encore des adjudications prévues en matière de vêtements de travail des agents des postes ?

REPONSE

Le Ministre répond qu'en ce qui concerne le mode d'attribution des marchés pour la fourniture d'uniformes des agents de la Régie des postes, on continuera à faire appel à la concurrence et qu'une telle procédure est d'ailleurs en cours actuellement, pour laquelle neuf firmes ont été consultées.

QUESTION

Un membre voudrait savoir quelle est la situation en ce qui concerne les examens linguistiques et le cadre linguistique à la Régie des postes.

REPONSE

Les examens linguistiques sont organisés régulièrement par le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat. Les membres du personnel peuvent s'y inscrire librement, mais ils y sont également inscrits d'office par l'Administration s'ils sont occupés dans la région bilingue du pays.

Le Secrétaire d'Etat répond qu'en ce qui concerne le cadre linguistique de la Régie des Postes, un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques pour tous les échelons de la hiérarchie a été soumis, le 12 janvier 1983, à la Commission permanente de contrôle linguistique, après consultation de tous les organes consultatifs et des organisations professionnelles représentatives.

Ook daar werd het aantal te werven minder-validen op 50 vastgesteld.

Het Openbaar Ambt oordeelde dat dit aantal te klein was, daar het nauwelijks 0,1 pct. van het globaal effectief weergaf.

Om die reden moest eerst het advies van het Rijksfonds voor minder-validen worden ingewonnen.

Bedoeld Rijksfonds verklaarde zich evenwel akkoord om, in een eerste fase, 50 minder-validen te werven en in een tweede het aantal gevoelig te verhogen.

Volgende bijzonderheden werden hierbij in acht genomen :

— Van de 51 068 personeelsleden zijn er meer dan 32 000 van het niveau 4, de meeste zijn postmannen, die met de uitreiking belast zijn en een gemiddeld gewicht van 15 kg moeten dragen.

— Op dit ogenblik zijn er reeds meer dan 200 ingeschreven minder-validen in dienst, die niet onder het toepassingsgebied van het nieuw koninklijk besluit vallen.

— Er zijn ongeveer 1 000 gevallen van personeelsleden die een taakverlichting bekomen hebben op advies van de arbeidsgenesheer.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd samen met het gunstig advies van het Rijksfonds voor sociale reclassering aan het Openbaar Ambt voorgelegd om een definitief akkoord te krijgen.

VRAAG

Zijn er in de toekomst nog aanbestedingen voor de kledij van de postmannen ?

ANTWOORD

De Minister antwoordt dat, wat betreft de wijze van toeëkennung van opdrachten voor de levering van uniformen voor de personeelsleden van de Regie der Posterijen, ook in de toekomst een beroep zal worden gedaan op de concurrentie en dat een dergelijke procedure thans trouwens aan de gang is, waarvoor negen firma's zijn geraadpleegd.

VRAAG

Een lid wenst te weten hoe het staat met de taalexamens en het taalkader bij de Regie der Posterijen.

ANTWOORD

De taalexamens worden regelmatig door het Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel ingericht. De personeelsleden kunnen zich vrijwillig inschrijven — doch worden ook ambtshalve door de Administratie ingeschreven als ze in de tweetalige landstreek tewerkgesteld zijn.

Wat het taalkader bij de Posterijen betreft, werd er een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van taalkaders, voor alle trappen in de hiërarchie, na raadpleging van alle adviesorganen en de representatieve beroepsorganisaties, op 12 januari 1983 aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht overgelegd.

Afin d'avoir une bonne perception du milieu de travail et des activités de certains services comme le centre de tri de Bruxelles X, les services du timbre de Malines, le service des stocks, etc., la Commission permanente a dû organiser plusieurs réunions de travail avec des fonctionnaires de la Régie.

Tout permet de penser que l'avis détaillé sera transmis dans les prochains jours.

Le projet d'arrêté royal ad hoc sera alors soumis à la signature du Chef de l'Etat.

3. Fonctionnement et extension des services

QUESTION

Un membre aimerait savoir comment fonctionnera le nouveau service Postogramme et quelle incidence il aura sur les télégrammes de luxe de la R.T.T.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il a été décidé que les postogrammes seraient disponibles dans les bureaux de poste à partir du 2 avril 1984.

Il s'agit d'un produit complet (carte + enveloppe + port) pouvant être utilisé pour les messages de circonstance (naissance, anniversaire, décès,...).

Le postogramme est remis à domicile à la date indiquée par l'expéditeur.

Pour les cartes, le client peut choisir dès le début entre 16 illustrations différentes.

Ce postogramme est destiné à remplacer graduellement le secteur déficitaire des télégrammes de luxe de la R.T.T.

QUESTION

Un membre croit savoir qu'il y a des problèmes en ce qui concerne les liaisons entre Bureaufax, qui dispose d'appareils rapides, et Telefax, dont les appareils sont plus lents.

REPONSE

Un échange de documents entre les appareils du groupe 3 du réseau Bureaufax (Régie des postes) et les appareils du groupe 2 et du groupe 3 du réseau Telefax (Régie des T.T.) est parfaitement possible.

Il existe toutefois une incompatibilité entre les quelques appareils du groupe 1 encore en service dans le réseau Telefax et les appareils Bureaufax.

QUESTION

Un membre aimerait savoir où en est l'installation de terminaux dans les bureaux de poste.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'en 1983, on a achevé l'opération qui permet de gérer les comptes postaux au moyens d'ordinateurs centraux.

Om een zeer duidelijk inzicht te krijgen over de werkkring en de activiteiten van welbepaalde diensten als bijvoorbeeld het sorteercentrum Brussel X, de zegeldienst Mechelen, de dienst der voorraden, enz., dienden door de Vaste Commissie verschillende werkvergaderingen met ambtenaren van de Regie belegd.

Alles laat voorzien dat het grondig uitgewerkte advies eerstdaags mag worden verwacht.

Het passend ontwerp van koninklijk besluit zal dan aan het Staatshoofd ter ondertekening worden overgelegd.

3. Werking en uitbouw van de diensten

VRAAG

Een lid stelt de vraag hoe de nieuwe dienst Postogram zal werken en welke invloed hij zal hebben op de luxe-telegrammen van de R.T.T.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat er beslist werd dat vanaf 2 april 1984 in de postkantoren postogrammen worden aangeboden.

Het betreft een volledig produkt (kaart + omslag + port) dat voor gelegenheidsboodschappen (geboorte, verjaardag, overlijden...) kan gebruikt worden.

Het postogram wordt besteld op de door de afzender gewenste datum.

Voor de kaarten kan bij de start een keuze gemaakt worden uit 16 verschillende illustraties.

Dit postogram beoogt geleidelijk de verlieslatende sector van de luxe-telegrammen van de R.T.T. te vervangen.

VRAAG

Een lid meent te weten dat er problemen zijn met de verbindingen tussen Bureaufax, dat over snelle toestellen beschikt en Telefax dat tragere apparaten heeft.

ANTWOORD

Het uitwisselen van documenten tussen de toestellen van groep 3 van het Bureaufax-net (Regie der Posterijen) en de toestellen van groep 2 en groep 3 van het Telefax-net (Regie T.T.) gebeurt zonder moeilijkheden.

Er bestaat echter incompatibiliteit tussen de enkele nog in dienst zijnde toestellen van de groep 1 van het Telefax-net en de Bureaufax-toestellen.

VRAAG

Een lid wenst te weten hoever het staat met de installatie van terminals in postkantoren.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat in 1983 de operatie voltooid werd die toelaat de postrekeningen te beheren op centrale computers.

A partir de cette date, il a été possible de relier des terminaux à ces ordinateurs par des lignes téléphoniques.

En 1983, huit bureaux importants ont déjà été pourvus d'un terminal relié aux ordinateurs des compte chèques. Ces terminaux permettent d'effectuer le paiement de chèques en un temps minimum. Cette année, vingt-huit autres bureaux seront équipés de terminaux. A l'avenir, on entend équiper tous les bureaux de poste du télédataphone de la R.T.T.

Les premières expériences seront également entamées cette année.

QUESTION

Un membre aimerait savoir si l'on envisage de réaliser une déconcentration des services centraux.

REPONSE

Le Ministre répond que l'arrêté royal n° 182 prévoit une délégation de certaines compétences aux directions régionales. Seul l'Office des chèques postaux entre en ligne de compte pour une déconcentration poussée des services centraux.

Depuis l'automatisation complète de tous les comptes sur les ordinateurs en juin 1983, cela est théoriquement possible. On n'a pas encore œuvré à une déconcentration sur la base d'un réseau informatique étendu, étant donné qu'on s'attache en premier lieu à étendre l'éventail des services qu'offre l'automatisation.

QUESTION

Un membre, constatant que l'automatisation des centres de tri provoque le mécontentement du personnel, se demande comment il est possible de remédier à cette situation.

REPONSE

Avant de prendre une décision quant à l'extension et à l'automatisation des centres de tri, la Régie entend examiner une série d'autres données fondamentales. C'est la raison pour laquelle elle a entamé une étude, à l'issue de laquelle un rapport final devra être établi au mois de juillet de cette année.

Cette étude a principalement pour but de répondre aux questions suivantes :

1. Quels produits la Régie se verra-t-elle confier aux environs de 1995 ?
2. Comment ces produits seront-ils transportés ?
3. Comment seront-ils triés ?

Les conclusions du rapport seront appliquées aux centres de tri.

QUESTION

Un membre aimerait savoir s'il n'est pas possible d'envisager le rétablissement de la distribution du courrier le samedi, moyennant paiement spécial.

Vanaf dat ogenblik werd het mogelijk om terminals via telefoonlijnen met deze computers te verbinden.

In 1983 werden reeds acht grote kantoren voorzien van een terminal verbonden met de computers van de postchecks. Deze terminals laten de uitbetaling van cheques toe in een minimum van tijd. Dit jaar worden achtentwintig andere kantoren met terminals uitgerust. Nadien is het de bedoe-ling alle postkantoren met de teledatafoon van de R.T.T. uit te rusten.

De eerste experimenten hiermee zullen eveneens dit jaar van start gaan.

VRAAG

Een lid vraagt of een deconcentratie van centrale diensten wordt overwogen.

ANTWOORD

De Minister antwoordt dat het koninklijk besluit nr. 182 een delegatie van sommige bevoegdheden naar de gewestelijke directies voorziet. Voor een verregaande deconcentratie van centrale diensten komt alleen het Bestuur der Postcheks in aanmerking.

Sinds de volledige automatisering van alle rekeningen op computers in juni 1983, is dit theoretisch mogelijk. Aan een deconcentratie op basis van een uitgestrekt informaticanet, is nog niet gewerkt, omdat in eerste instantie aandacht besteed wordt aan uitbreiding van de dienstverlening die door de automatisering mogelijk gemaakt wordt.

VRAAG

Een lid stelt vast dat de automatisering van de X-kantoren (sorteercentra) niet naar de wens van het personeel verloopt en vraagt zich af hoe hieraan kan verholpen worden.

ANTWOORD

Alvorens over de verdere uitbouw en de automatisering van de sorteercentra te beslissen, wil de Regie een reeks andere fundamentele gegevens onderzoeken. Daarom werd een studie aangevangen die een eindrapport moet opleveren in de maand juli van dit jaar.

De voornaamste onderwerpen van deze studie zijn :

1. Welke produkten zal de Regie tegen 1995 toevertrouwd krijgen ?
2. Hoe zullen deze produkten vervoerd worden ?
3. Hoe zullen ze gesorteerd worden ?

De conclusies van het rapport zullen op de X-kantoren toegepast worden.

VRAAG

Een lid stelt de vraag of de herinvoering van de postbedeling op zaterdag niet kan overwogen worden mits het heffen van een speciale betaling.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que dès que le système de la poste rapide sera mis en place, la distribution du courrier le samedi redeviendra effective. Il va de soi qu'un tarif spécial devra être payé pour cette prestation et qu'il faudra attendre l'extension généralisée de l'expérience à l'ensemble du pays avant de pouvoir parler d'une nouvelle distribution du courrier le samedi.

QUESTION

Un membre se demande si le programme d'investissements prévoit la construction de bureaux de poste ?

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que le programme définitif n'a pas encore été établi, mais que des crédits seront probablement inscrits au budget pour financer la construction d'une quinzaine de bureaux.

QUESTION

Un membre aimerait savoir si l'on envisage d'adapter les numéros de code postal dans les communes fusionnées.

REPONSE

L'adaptation des structures postales à la situation résultant des fusions de communes est une œuvre de longue haleine, qui ne pourra être menée à bien que graduellement.

En ce qui concerne les numéros postaux, la Régie part du principe qu'il faut maintenir autant que possible ceux attribués précédemment, pour éviter la confusion dans leur utilisation.

Rien ne s'oppose toutefois à l'emploi, dans l'adresse, de la dénomination de la nouvelle commune. Le tri est en effet opéré sur la base du code postal indiqué et non de la destination.

QUESTION

Un membre aimerait obtenir un complément d'information sur la fraude constatée il y a quelques années au bureau de Bruxelles X dans l'utilisation de machines à affranchir.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que le Comité supérieur de contrôle vient de déposer son rapport sur la question. Il s'agit maintenant d'attendre que l'affaire soit inscrite au rôle du tribunal correctionnel. Ce n'est qu'après que le tribunal aura statué que la situation administrative des fonctionnaires impliqués dans l'affaire pourra être réglée.

QUESTION

Un membre signale que les banques disposent déjà de terminaux dans des points de vente, principalement dans les stations d'essence. Des expériences analogues sont déjà en cours dans des grands magasins qui disposent de caisses spéciales.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt hierop dat bij de oprichting van de Snelpost de postbedeling op zaterdag terug een feit wordt. Vanzelfsprekend zal een speciaal tarief voor deze prestatie moeten bepaald worden en zal er dienen gewacht te worden tot de algehele uitbreiding van het experiment over het ganse land vooraleer van een hernieuwde postbedeling op zaterdag kan gesproken worden.

VRAAG

Een lid vraagt zich af of het investeringsprogramma de bouw van nieuwe postkantoren voorziet.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat het definitief programma nog niet is opgesteld, maar dat er vermoedelijk ruimte zal zijn in het budget om de bouw van een vijftiental kantoren vast te leggen.

VRAAG

Een lid wenst te vernemen of een aanpassing van de postnummers in de gefuseerde gemeenten wordt overwogen.

ANTWOORD

Het aanpassen van de postale structuren aan de toestand geschapen door de fusies van gemeenten, is een werk van lange adem dat maar geleidelijk aan kan worden uitgevoerd.

Wat de postnummers daarbij aangaat, volgt de Régie het principe van zoveel mogelijk de eertijds toegekende nummers te behouden ten einde verwarring bij het gebruik ervan te voorkomen.

Niets verzet er zich evenwel tegen dat in de adressering de nieuwe gemeentebenaming wordt gebruikt. Het is namelijk zo dat de sortering volgens het aangebrachte postnummer gebeurt en niet volgens de bestemmingsplaats.

VRAAG

Een lid vraagt of er nog niet meer informatie kan worden bekomen over de fraude die enige jaren geleden in het kantoor van Brussel X werd vastgesteld bij het gebruik van frankeermachines.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat het Hoog Comité van Toezicht zijn rapport ter zake onlangs heeft neergelegd. Het wachten is nu op de inschrijving van de zaak op de rol van de correctionele rechtbank. Pas nadat de rechtbank uitspraak zal hebben gedaan, kan de administratieve toestand van de bij de zaak betrokken ambtenaren worden geregeld.

VRAAG

Een lid deelt mee dat de banken reeds over verkooppunt-terminals beschikken, voornamelijk in de benzinestations. Er hebben ook reeds experimenten plaats met speciale kassa's in grootwarenhuizen.

L'intervenant aimerait savoir si l'O.C.H. compte également adopter ces nouvelles techniques.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond qu'il est certainement dans les intentions de l'O.C.H. de faire en sorte que la carte Postomat puisse être utilisée comme moyen de paiement aux caisses des grands magasins par exemple. Comme il s'agit d'une option très importante aux implications techniques considérables, l'O.C.H. n'a pas encore opéré son choix parmi les différentes possibilités techniques qui existent. Cela se fera certainement dans le courant de l'année.

QUESTION

Un membre aimerait savoir pourquoi on ne continue pas à étendre le réseau Postomat.

Par ailleurs, l'intervenant aimerait savoir où en est la coopération entre Postomat, Bancontact et Mister Cash.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat répond que la Régie des Postes dispose pour l'instant de 42 distributeurs automatiques de billets. Ceux-ci connaissent un grand succès; en 1983, le nombre des retraits a augmenté de pas moins de 99,77 p.c. C'est pourquoi elle a décidé, à la fin de 1983, d'augmenter de 10 unités l'extension prévue de 15 appareils en 1984, pour arriver à 25 appareils.

Elle craint qu'une augmentation trop brutale du nombre des appareils ne crée des problèmes de rentabilité, et elle préfère par conséquent opter pour une solution graduelle.

En ce qui concerne la coopération entre Postomat, Bancontact et Mister Cash, le C.M.C.E.S. a souhaité dès 1979 que les trois réseaux soient rendus compatibles.

En choisissant les pistes magnétiques sur la carte Postomat, l'Office des chèques postaux a déjà tenu compte de cette éventualité.

Il est évident que sur le plan économique également, une intégration des trois réseaux est préférable à une pléthora, basée sur la concurrence.

Un groupe de travail P.T.T.-organismes financiers vient d'être créé, pour examiner les possibilités de coopération entre les trois réseaux.

4. Office des chèques postaux

QUESTION

Un membre constate que l'Office des chèques postaux accuse une baisse du volume des opérations. Il se demande si c'est là une conséquence de la suppression de l'obligation qui avait été faite aux fonctionnaires de faire verser leur traitement sur un compte postal.

Hij wenst te weten of het B.C.H. plannen heeft om deze nieuwe technieken eveneens in te voeren ?

ANTWOORD

De Staatssecretaris deelt mee dat het zeer zeker in de bedoeling van het B.C.H. ligt om de Postomat-kaart als betaalmiddel aan te bieden aan kassa's van bijvoorbeeld warenhuizen. Aangezien het hier om een zeer belangrijke optie gaat met belangrijke technische implicaties heeft het B.C.H. nog geen keuze gemaakt uit de verschillende technische mogelijkheden die vandaag bestaan. Dit zal zeker in de loop van dit jaar gebeuren.

VRAAG

Een lid wenst te weten waarom de uitbreiding van het Postomatnet niet wordt doorgesteld.

Bovendien wil het lid vernemen hoeveel het staat met de samenwerking tussen Postomat, Bancontact en Mister Cash.

ANTWOORD

De Staatssecretaris verklaart dat de Regie der Posterijen momenteel over 42 automatische biljettenverdelers beschikt. Deze kennen een groot succes; in 1983 steeg het aantal afnemingen met niet minder dan 99,77 pct. Daarom heeft zij eind 1983 beslist om de voorziene uitbreiding van 15 toestellen in 1984 te verhogen met 10 eenheden, dus tot 25 toestellen.

Zij vreest dat een te brutale verhoging van het aantal toestellen problemen van rentabiliteit zou stellen, zodat de uitbreiding geleidelijk moet gebeuren.

Wat de samenwerking tussen Postomat, Bancontact en Mister Cash betreft, sprak het M.C.E.S.C. reeds in 1979 de wens uit om de drie netten verenigbaar te maken.

Bij de keuze van de magnetische sporen op de Postomat-kaart hield het Bestuur der Postchecks reeds rekening met deze eventualiteit.

Het is duidelijk dat ook op het economische vlak een integratie van de drie netten te verkiezen is boven een wildgroei, gebaseerd op concurrentie.

Onlangs werd een werkgroep P.T.T.-financiële instellingen opgericht, om de samenwerking tussen de drie netten te onderzoeken.

4. Bestuur der Postchecks

VRAAG

Een lid stelt vast dat het Bestuur der Postchecks af te rekenen heeft met een vermindering van het geldverkeer. Hij vraagt zich af of dit een gevolg is van de afschaffing van de verplichting van de ambtenaren, hun wedde te doen overschrijven via een postrekening.

REPONSE

L'évolution du montant annuel des opérations effectuées par l'Office des chèques postaux se présente comme suit (en milliards de francs) :

1978 : 22,149;
 1979 : 23,857;
 1980 : 25,526;
 1981 : 27,711;
 1982 : 30,114;
 1983 : 31,265.

Ces chiffres ne permettent guère de tirer une conclusion quant à l'influence de l'introduction de la mesure en question (en 1981) et de sa suppression (en 1983).

Le volume des opérations est influencé par de nombreux facteurs, tels que la situation économique générale, l'inflation, l'offre de nouveaux services, etc.

QUESTION

Un membre constate que l'intérêt du public pour l'Office des chèques postaux diminue. Pourquoi l'Office n'essaie-t-il pas de se mesurer aux banques ?

REPONSE

Le Ministre répond que le statut de l'Office des chèques postaux ne lui permet pas de déployer les mêmes activités qu'une banque. Par exemple, il ne peut accorder de crédits.

L'Office des chèques postaux ne gère que des comptes à vue et, dans ce domaine, il s'efforce de défendre sa position par une exécution rapide des opérations, sans essayer de tirer parti d'un blocage des fonds qui lui sont confiés par la clientèle.

De même, les extraits de compte sont envoyés rapidement, de sorte que le titulaire est toujours bien informé de sa situation financière. En outre, ce service est gratuit.

QUESTION

Un membre constate avec satisfaction que les frais de fonctionnement de l'Office des chèques postaux ont sensiblement diminué. Les perspectives demeurent-elles aussi favorables ?

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare que la baisse des frais de fonctionnement de l'Office des chèques postaux résulte principalement de la modernisation de l'infrastructure informatique, qui est maintenant opérationnelle.

Tout indique que cette tendance favorable va se poursuivre, puisque le programme d'automatisation sera encore développé. Cela permettra non seulement de comprimer les dépenses de fonctionnement, mais aussi de mettre de nouveaux services à la disposition du public.

ANTWOORD

Het jaarlijks bedrag van de verrichtingen evolueerde bij het Bestuur der Postchecks als volgt (uitgedrukt in biljoen frank) :

1978 : 22,149;
 1979 : 23,857;
 1980 : 25,526;
 1981 : 27,711;
 1982 : 30,114;
 1983 : 31,265.

Aan de hand van deze cijfers kan moeilijk een besluit getrokken worden over de invloed van het invoeren van bedoelde maatregel (in 1981) en van het afschaffen ervan (in 1983).

Het geldverkeer wordt beïnvloed door vele factoren als algemene economische toestand, inflatie, aanbieding van nieuwe diensten, enz.

VRAAG

Een lid stelt vast dat het Bestuur der Postchecks een verminderde belangstelling krijgt vanwege het publiek. Waarom worden geen pogingen ondernomen om zich te meten met de banken ?

ANTWOORD

De Minister antwoordt dat het statuut van het Bestuur der Postchecks niet toelaat dezelfde activiteiten te ontwikkelen als een bank. Zo kunnen bijvoorbeeld geen kredieten door de postchecks toegelaten worden.

Het Bestuur der Postchecks beheert alleen maar zichtrekeningen en op dit vlak tracht het zich zoveel mogelijk te laten gelden door een snelle uitvoering van de opdrachten, waarbij niet getracht wordt munt te slaan uit de blokkering van de gelden die door het cliëntel worden toevervrouwd.

Ook de rekeninguittreksels worden prompt verstuurd zodat de rekeninghouder altijd goed overzicht heeft over de stand van zijn rekening. Deze dienst wordt gratis verleend.

VRAAG

Een lid stelt met genoegen vast dat de werkingskosten van het Bestuur der Postchecks aanzienlijk zijn verminderd. Zijn de vooruitzichten even rooskleurig ?

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat de lagere werkingskosten van het Bestuur der Postchecks voornamelijk te danken zijn aan de modernisering van de informatica-infrastructuur die nu voorgoed op gang is gekomen.

Alles laat voorzien dat deze gunstige lijn verder kan doorgetrokken worden, daar het automatiseringsprogramma nog verder uitgebreid wordt. Dit laat niet alleen toe de werkingskosten te drukken, maar hierdoor kunnen ook nieuwe diensten aan het publiek worden aangeboden.

QUESTION

Un membre aimerait connaître le montant de l'avoir des particuliers et des autres clients à l'Office des chèques postaux.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat communique que, pour l'année 1983, l'avoir moyen en dépôt à l'Office des chèques postaux se présente comme suit :

87 019 045 732 francs au compte des particuliers;
164 200 331 116 francs au compte des comptables de l'Etat;
14 979 437 146 francs au compte de la Régie des postes.

QUESTION

Un membre constate que près de trois ans après que l'Office des chèques postaux a lancé le chèque garanti, il existe enfin une réglementation légale permettant d'accorder une indemnité aux victimes de vols de chèques lorsque ceux-ci ont été utilisés par les auteurs du vol.

Les victimes sont désormais informées par l'O.C.P. qu'elles bénéficieront d'une intervention, mais qu'elles devront payer des intérêts débiteurs importants (des dizaines de milliers de francs même dans certains cas).

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare que l'arrêté ministériel du 13 janvier 1984 règle les modalités d'octroi d'une indemnité aux titulaires de comptes dont les chèques ont été volés.

Cet arrêté ministériel prévoit que le dommage résultant du vol n'a pas de rapport avec les intérêts débiteurs.

Le Secrétaire d'Etat estime que cet arrêté pourrait être adapté de manière à inclure dans l'indemnité versée les intérêts débiteurs imputés sur celle-ci.

Etant donné que les dispositions légales nécessaires au règlement de l'indemnité se sont fait attendre si longtemps, elle estime qu'il serait équitable de ne pas réclamer d'intérêts débiteurs aux titulaires de comptes qui viennent seulement de recevoir une indemnité pour un vol qui avait eu lieu avant la publication de l'arrêté ministériel.

QUESTION

Un membre demande si l'on ne pourrait favoriser le paiement des pensions à l'intervention de l'Office en élargissant les possibilités du compte postal, sur lequel la pension est versée.

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat fait remarquer que les restrictions applicables au compte postal sur lequel une pension est versée, ne sont pas imposées par l'Office des chèques postaux, mais par les caisses de pensions.

VRAAG

Een lid wenst het tegoed van de particulieren en van de overige kliënteel bij het Bestuur der Postchecks te kennen.

ANTWOORD

De Staatssecretaris deelt mee dat, wat het jaar 1983 betreft, het gemiddeld tegoed bij het Bestuur der Postchecks er als volgt uitzielt :

87 019 045 732 frank op rekening van particulieren;
164 200 331 116 frank op rekening van de Staatsrekenplichtigen;
14 979 437 146 frank op rekening van de Regie der Postterijen.

VRAAG

Een lid stelt vast dat bijna drie jaar nadat de gewaborgde check door het Bestuur der Postchecks werd gelanceerd, er eindelijk een wettelijke regeling bestaat om de slachtoffers van diefstal van checks een vergoeding toe te kennen, wanneer die checks door de daders werden gebruikt.

De slachtoffers van diefstallen krijgen nu bericht van het B.C.H. dat ze wel een tussenkomst krijgen, maar dat ze belangrijke debetinteressen (soms zelfs tienduizenden franken) moeten betalen.

ANTWOORD

De Staatssecretaris antwoordt dat het ministerieel besluit van 13 januari 1984 de modaliteiten regelt voor het toekennen van een vergoeding aan de rekeninghouders die het slachtoffer werden van een diefstal van hun checks.

Dit ministerieel besluit voorziet dat de schade van de diefstal geen betrekking heeft op de debetinteressen.

Zij meent dat dit besluit best zou aangepast worden om de debetinteressen die aangerekend werden op de vergoeding, te voegen bij de uitgekeerde vergoeding.

Omdat de wettelijke bepalingen, nodig om de vergoeding te regelen, zolang zijn uitgebleven, meent zij dat het rechtvaardig zou zijn om geen debetinteressen te vragen aan de rekeninghouders die nu pas een vergoeding hebben gekregen voor een diefstal die plaatshad vóór de publicatie van het ministerieel besluit.

VRAAG

Een lid vraagt of de uitbetaling van pensioenen via het postcheckambt niet in de hand kan worden gewerkt door de mogelijkheden van de postrekening, waarop het pensioen wordt gestort, uit te breiden.

ANTWOORD

De Staatssecretaris wijst erop dat de beperkingen van de postrekening, waarop een pensioen wordt gestort, niet opgelegd worden door het Bestuur der Postchecks, maar door de pensioenkassen.

Il serait intéressant pour les pensionnés et pour l'Office des chèques postaux que les caisses de pensions acceptent de lever ces restrictions. Elle doit cependant constater que, manifestement, ces caisses recherchent plutôt un accord avec les banques privées.

5. Sécurité

QUESTION

Ces derniers temps, la poste a fait l'objet de très nombreuses agressions.

Plusieurs membres voudraient savoir quelles sont les mesures arrêtées en vue de garantir la sécurité dans les bureaux de poste et lors des transports de fonds.

REPONSE

En 1983, le nombre des attaques dont la poste a été victime a augmenté de quelque 30 p.c. Cette situation appelle un effort budgétaire constant en vue d'améliorer la sécurité.

Les mesures sur le plan de l'organisation sont le premier facteur de la sécurité des personnes et des fonds. L'installation de vitres à l'épreuve des balles aux guichets est poursuivie sans relâche.

Actuellement, plus de 190 bureaux sont équipés de telles vitres et 345 le seront bientôt, de sorte que quelque 540 bureaux seront ainsi protégés à la fin de 1984. Pour ce qui est du transport des fonds, l'acquisition de 125 véhicules intégralement blindés est requise.

Jusqu'à présent, 26 véhicules de ce type ont déjà été livrés. Un nouveau dossier à charge du budget de 1983 et prévoyant livraison de 25 autres de ces véhicules est en cours d'élaboration et le budget de 1984 prévoit l'acquisition de 25 véhicules supplémentaires.

Le Secrétaire d'Etat a en outre chargé la Régie de suivre de près l'évolution des techniques les plus modernes de nature à accroître la sécurité.

On examine en outre pour l'instant s'il est opportun de créer, au sein de la Régie, un service distinct s'occupant exclusivement de l'ensemble des aspects de la sécurité.

6. Federal-Express

QUESTION

Un membre aimerait obtenir de plus amples informations concernant la poste rapide et l'installation éventuelle de « Federal-Express » dans notre pays.

REPONSE

La poste rapide est un nouveau service, qui sera lancé à Bruxelles le 1^{er} avril. Il sera organisé de manière à pouvoir garantir, dans 90 p.c. des cas, la distribution dans les trois heures à l'intérieur de l'agglomération.

Voor de gepensioneerden en voor het Bestuur der Postchecks zou het interessant zijn, mochten de pensioenkassen deze beperkingen willen afschaffen. Ze moet nochtans vaststellen dat, kennelijk, eerder een overeenkomst met de privé-banken nagestreefd wordt.

5. Beveiliging

VRAAG

De post is de laatste tijd het mikpunt geweest van zeer vele overvallen.

Verschillende leden wensen te vernemen welke maatregelen worden genomen om de postkantoren en het vervoer van de fondsen te beveiligen.

ANTWOORD

In 1983 is het aantal overvallen tegen de post met ongeveer 30 pct. gestegen. Dit vraagt een volgehouden inspanning op budgetair vlak om de veiligheid te verhogen.

De beveiliging van personen en fondsen wordt in de eerste plaats bevorderd door maatregelen op organisatorisch vlak. De installatie van kogelwerend glas voor de loketten gaat onverminderd verder.

Momenteel zijn er meer dan 190 kantoren uitgerust met kogelwerend glas en 345 nieuwe realisaties staan op het getouw zodat eind 1984 rond de 540 kantoren zullen beschermd zijn. Wat het vervoer van de fondsen betreft, zijn 125 integraal geblindeerde voertuigen nodig.

Momenteel zijn er reeds 26 geleverd. Een nieuw dossier ten laste van de begroting 1983 voor de levering van 25 andere van die voertuigen is in voorbereiding en nog 25 andere worden in de begroting 1984 opgenomen.

De Staatssecretaris heeft tevens de Régie opdracht gegeven om de modernste technieken die de veiligheid kunnen bevorderen, op de voet te volgen.

Bovendien wordt thans onderzocht of het opportuin is om binnen de Régie een afzonderlijke dienst op te richten, die zich uitsluitend met alle aspecten van veiligheid zou bezighouden.

6. Federal-Express

Een lid wenst meer informatie over snelpost en over de mogelijke komst van Federal-Express naar ons land.

ANTWOORD

Snelpost is een nieuwe dienst die op 1 april in Brussel start. Hij zal derwijze functioneren dat binnen de agglomeratie een gegarandeerde bestelling in 90 pct. van de gevallen binnen de drie uur mogelijk wordt.

Nous avons l'intention d'organiser prochainement un service de poste rapide dans d'autres centres agglomérés. Il s'agira dans une première phase de Gand, Anvers, Liège et Charleroi. Cela suppose cependant une réorganisation des services et une meilleure coordination des transports dans chacune de ces agglomérations.

La création de ce service rapide n'entraîne en principe aucune charge budgétaire. Pour organiser la poste rapide dans les meilleures conditions et pouvoir concurrencer les entreprises privées, il faut que le service soit le plus rentable possible et qu'on utilise l'organisation existante là où c'est possible.

Le système repose sur les bureaux de distribution et sur les facteurs en tournée, qui distribueront également ce nouveau produit au cours de leurs différentes tournées.

D'autre part, nous avons constaté une insuffisance de coordination entre l'arrivée de la correspondance au bureau de distribution et la distribution effective.

Nous avons estimé devoir assainir fondamentalement l'acheminement de la correspondance dans les limites de l'agglomération bruxelloise.

Il s'ensuivra une économie sur les activités de transport, que nous exploiterons partiellement pour organiser un service de poste rapide.

Le bureau de distribution reste l'élément central du système. Pour qu'il fonctionne le mieux possible, un certain nombre de chauffeurs du centre de tri seront transférés dans ces divers bureaux.

Si la firme « Federal-Express » vient s'installer chez nous, la poste rapide réceptionnera le courrier de la firme à Zaventem et le distribuera sur l'ensemble du territoire.

QUESTION

Un autre membre aimerait savoir quelle attitude adoptera la Régie des Postes à l'égard de l'implantation éventuelle de « Federal-Express ».

REPONSE

Le Secrétaire d'Etat déclare que la poste ne saurait admettre de dérogation au monopole que lui a confié le législateur.

Ce monopole se fonde principalement sur le droit de chaque habitant de faire appel aux services postaux, quelle que soit la situation géographique de son domicile et indépendamment de sa capacité économique.

Une société privée ne saurait travailler en fonction de ces principes et se limitera à desservir certains citoyens et certains endroits, parce qu'ils sont importants pour elle.

Permettre cela signifierait qu'à court terme, les services postaux de l'Etat n'assureront plus que le trafic le moins intéressant.

Het is onze intentie om op relatief korte termijn ook in agglomerende centra een snelpostdienst in te voeren. In een eerste fase zijn dit Gent, Antwerpen, Luik en Charleroi. Dit moet evenwel gepaard gaan met een reorganisatie van de diensten en een betere coördinatie van het vervoer binnen elk van deze agglomeraties.

In principe brengt de oprichting van deze sneldienst geen budgettaire last met zich mee. Om de snelpost in optimale omstandigheden te kunnen organiseren en met privé-bedrijven te kunnen concurreren, moeten wij deze dienst zo rendabel mogelijk organiseren en waar de mogelijkheid bestaat gebruik maken van de bestaande organisatie.

Basis hiervan zijn de uitrekingskantoren en de bestellers op ronde die dit nieuwe produkt ook zullen uitreiken tijdens de verschillende bestellersronden.

Bovendien hebben wij vastgesteld dat er onvoldoende coördinatie bestaat tussen de aankomst van de briefwisseling op het uitrekingskantoor en de uitreiking.

Wij hebben gemeend een grondige sanering te moeten doorvoeren van het aan- en afvoeren van briefwisseling binnen de Brusselse aglomeratie.

Dit heeft een besparing van vervoeractiviteiten tot gevolg die wij gedeeltelijk willen aanwenden voor het organiseren van een snelle postdienst.

Centraal blijft altijd het uitrekingskantoor. Om dit zo goed als mogelijk te laten functioneren zullen een aantal chauffeurs van het sorteercentrum worden overgeheveld naar deze respectievelijke kantoren.

Indien de firma Federal-Express naar ons land komt, zal de snelpost in Zaventem de koerier van de firma in ontvangst nemen en uitreiken over het hele grondgebied.

VRAAG

Een ander lid wenst te weten welke houding de Regie der Posterijen zal aannemen ten opzichte van de mogelijke vestiging van « Federal-Express ».

ANTWOORD

Volgens de Staatssecretaris kan de post onmogelijk toelaten dat zou afgewezen worden van het monopolie dat haar door de wetgever werd toevertrouwd.

Het monopolie van de post steunt hoofdzakelijk op het recht van elke inwoner om op de postdiensten een beroep te kunnen doen, onafhankelijk van de ligging van zijn woonplaats en onafhankelijk van zijn economische draagkracht.

Een privé-maatschappij kan onmogelijk volgens deze principes werken en zal zich beperken tot dienstverlening aan bepaalde burgers en op bepaalde plaatsen, die voor haar belangrijk zijn.

Dit toelaten zou betekenen dat op korte termijn de postdiensten van de Staat alleen nog zouden instaan voor minder interessant verkeer.

Le déficit de ces services atteindrait alors des proportions intolérables, vu que les activités rentables passeraient à des firmes privées.

Rien ne s'oppose à l'installation de « Federal-Express » en Belgique pour autant que cette firme respecte le monopole postal.

Le Secrétaire d'Etat est cependant d'accord pour considérer que ce monopole ne saurait justifier un immobilisme commercial. De nouveaux défis doivent inciter la Régie à adapter ses services aux besoins réels.

QUESTION

Un membre évoque la création d'emplois supplémentaires par suite de l'installation de « Federal-Express » et il aimerait savoir quelle incidence celle-ci aura sur les effectifs de la poste. Il demande si le secret professionnel et la vie privée ne se trouvent pas menacés.

REPONSE

Selon le Secrétaire d'Etat, l'arrivée d'une firme telle que « Federal-Express » ne peut avoir aucune incidence sur les effectifs de la poste puisque la distribution sera assurée par du personnel de la Régie. Pour la même raison, le secret de la correspondance et le respect de la vie privée resteront garantis, tout comme actuellement, par la Régie.

IV. VOTES

Avant que l'on passe aux votes, un membre, parlant au nom de son groupe, fait remarquer qu'en ce qui concerne l'intervention de l'Etat de 4 milliards dans le programme d'investissements de la R.T.T., il y a discordance dans l'intitulé des articles budgétaires et dans le programme justificatif, entre le tableau du projet de loi budgétaire des P.T.T. et le projet de budget de la Régie annexé.

Rappelant la prépondérance qui doit être accordée au tableau de la loi elle-même, il propose que soit acté que cette intervention de l'Etat doit être consacrée à la satisfaction des besoins fonctionnels de la Régie.

I. Projet de loi contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1984 :

Les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 10 voix contre 4.

Op deze wijze zou het deficit van de postdiensten ondraaglijk hoog worden, gezien de rendabele activiteiten zouden overgaan naar privé-firma's.

Er kan geen bezwaar zijn tegen de vestiging in België van « Federal-Express », maar deze firma moet het postmonopolie erbiedigen.

Zij gaat ermede akkoord dat het postmonopolie geen beschutting mag zijn voor bedrijfsmatig immobilisme. Nieuwe uitdagingen moeten er de Regie toe aanzetten haar dienstverlening aan de reële behoeften aan te passen.

VRAAG

Een lid gewaagt van het creëren van bijkomende betrekkingen bij de komst van « Federal-Express » en wenst te verlemen welke weerslag de komst heeft op de personeelsbezetting van de Post. Hij stelt de vraag of het beroepsgeheim en de privacy niet in gevaar worden gebracht.

ANTWOORD

Volgens de Staatssecretaris mag de komst van een firma als « Federal-Express » geen invloed hebben op de personeelsbezetting van de Post daar de distributie gebeurt door personeel van de Regie. Om dezelfde reden wordt het briefgeheim en de privacy net als nu gewaarborgd door de Regie.

IV. STEMMINGEN

Namens zijn fractie merkt een lid vóór de stemmingen op dat, wat de Rijkstegemoetkoming van 4 miljard betreft in het investeringsprogramma van de R.T.T., er gebrek aan overeenstemming is in het opschrift van de begrotingsartikelen en in het verantwoordingsprogramma, tussen de tabel van het ontwerp van begrotingsprogramma van de P.T.T. en het bijgevoegde ontwerp van begroting van de Regie.

Hij vestigt de aandacht op de voorrang die moet worden verleend aan de tabel van wet zelf en hij stelt voor dat zou worden geacteerd dat deze Rijkstegemoetkoming moet worden besteed om te voorzien in de functionele behoeften van de Regie.

I. Ontwerp van wet houdende de begroting van Posten, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1984 :

De artikelen evenals het geheel van het ontwerp van wet zijn aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

II. Projet de loi ajustant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année budgétaire 1983 :

Les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 10 voix contre 4.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

Le Rapporteur,
F. VANDERBORGHT.

Le Président,
F. DE BOND'T.

II. Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1983 :

De artikelen evenals het geheel van het ontwerp van wet zijn aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 12 aanwezige leden.

De Verslaggever,
F. VANDERBORGHT.

De Voorzitter,
F. DE BOND'T.